

Olivier FILLIEULE
Cécile PÉCHU

LUTTER ENSEMBLE

Les théories de l'action collective

*Logiques
Politiques*

 L'Harmattan

LUTTER ENSEMBLE
Les théories de l'action collective

Selon quelle logique des individus en viennent-ils à s'unir pour la défense d'un projet commun ? Les théoriciens de la mobilisation ne sont pas d'accord sur la réponse à apporter à cette question. Pour certains, l'action collective est avant tout le fait d'acteurs irrationnels. Pour d'autres, au contraire, l'acteur calcule, évalue les coûts et les bénéfices de son action. D'autres enfin estiment que l'individu met avant tout en jeu son identité personnelle lorsqu'il rejoint un mouvement. Ce livre, qui se présente comme une revue critique des théories de la mobilisation, cherche à évaluer la portée explicative de chacune de ces réponses.



Olivier FILLIEULE, 28 ans. Politologue, rattaché au Centre d'Étude de la Vie Politique Française (CNRS).

Il poursuit ses recherches sur les mobilisations des années quatre-vingt en France. Il est par ailleurs moniteur d'enseignement supérieur à l'Institut d'Études Politiques de Paris.

Cécile PÉCHU, 24 ans. Politologue, rattachée au Centre de Recherches Administratives (CNRS). Ses recherches portent actuellement sur l'action collective en faveur du droit au logement. Elle a par ailleurs travaillé sur le Front national et le sida comme enjeu politique.

Photo : Gaëlle Macé.



ISBN : 2-7384-1888-0

**Lutter ensemble : les théories de l'action
collective.**

Olivier FILLIEULE et Cécile PECHU

COLLECTION "Logiques Politiques"

Dirigée par PIERRE MULLER

- 1 - SPANOU Calliope**, Fonctionnaires et militants, l'administration et les nouveaux mouvements sociaux, 1991.
- 2 - GILBERT Claude**, Le pouvoir en situation extrême, catastrophes et politique, 1992.
- 3 - FAURE Alain**, Le village et la politique, Essai sur les maires ruraux en action, 1992.
- 4 - MULLER Pierre** (sous la dir.), L'administration française est-elle en crise ?, 1992.
- 5 - FRIEDBERG Erhard et MUSSELIN Christine** (sous la dir.), Le gouvernement des universités, 1992.
- 6 - SIWEK-POUYDESSEAU Jeanne**, Les syndicats des grands services publics et l'Europe, 1993.
- 7 - LE GALÈS Patrick**, Politique urbaine et développement local. Une comparaison franco-britannique, 1993.
- 8 - WARIN Philippe**, Les usagers dans l'évaluation des politiques publiques. Etude des relations de service, 1993.

LUTTER ENSEMBLE

les théories de l'action collective

Editions L'Harmattan

5-7 rue de l'Ecole Polytechnique

75005 Paris

Nous tenons à remercier Jean Leca, Patrice Mann et René Mouriaux pour leurs conseils, leurs critiques et, tout particulièrement Pierre Favre, qui nous a encouragés dans notre projet et poussés à le mener à son terme.

© L'Harmattan, 1993
ISBN: 2-7384-1888-0
ISSN: 1159-6589

INTRODUCTION¹

L'action collective, entendue ici au sens de *toute action concertée de un ou plusieurs groupes cherchant à faire triompher des fins partagées*, a longtemps fait l'objet d'une certaine méfiance à la fois de la part des politiques et des spécialistes en sciences sociales (sociologues et politologues). Cette hostilité trouve son origine dans la théorie prescriptive classique de la démocratie représentative, laquelle est au fondement de l'organisation de nos sociétés occidentales développées².

¹ - Les références des ouvrages cités figurent soit en bas de page, lorsqu'il s'agit d'ouvrages utilisés ponctuellement, soit dans la bibliographie générale à la fin de l'ouvrage.

² - Ce qu'exprime clairement un des "pères fondateurs" du système représentatif en France, le doctrinaire libéral Royer-Collard : "le privilège, le pouvoir absolu, la souveraineté du peuple, c'est sous des formes diverses et plus ou moins malheureuses, l'empire de la force sur la terre", "Discours à propos du second projet de la loi électorale de 1820", in Barante (1861) : *La Vie et l'oeuvre de M. Royer-Collard*, T II, pp 32-33. Même chose chez Guizot, avec sa théorie de la raison souveraine : cf l'article "Elections" de l'*Encyclopédie progressive* de 1826 et *Des moyens de gouvernement et d'opposition dans l'état actuel de la France*.

Selon les conventions de la démocratie représentative, les demandes sociales ne sauraient s'exprimer directement et doivent passer par un ensemble de médiations dont le vote constitue l'élément clé. Celui-ci doit permettre non seulement à tout électeur d'exprimer ses volontés et ses aspirations, mais aussi de les faire représenter par les élus. De leur côté, les électeurs et les candidats battus doivent faire preuve de *patience civique*¹ et attendre que le sort électoral se renverse pour faire accéder leurs revendications. Autre convention majeure, les aspirations et les intérêts de chacun peuvent, et doivent, se rassembler au sein de quelques grandes configurations de partis stables à travers le temps. Ces agents de médiation institutionnels (auxquels s'adjoignent les syndicats et les groupes d'intérêts) ont pour fonction de former, d'encadrer et de structurer les opinions. Ils ont donc un rôle de traduction des demandes en termes politiques et d'euphémisation des affrontements socio-économiques².

Enfin, on tient pour acquis que les minorités trouveront toujours à s'exprimer dans une société politiquement concurrentielle, les groupes politiques institués ayant toujours intérêt, à un moment ou à un autre, à prendre en charge les demandes minoritaires pour augmenter leur crédit. Cette dernière convention est à la base des théories pluralistes comme celle de Dahl³. Celui-ci estime que sur la plupart des questions mises sur agenda, des minorités successives l'emportent tour à tour en

fonction de l'intensité de leurs intérêts pour les questions en cause et de leur capacité à négocier avec d'autres groupes. La politique se ramène alors à un processus d'échange et d'équilibre entre les groupes (le log-rolling).

Dans ces conditions, l'action revendicative a longtemps été considérée comme un moyen illégitime d'expression, comme un court-circuit des canaux traditionnels de la représentation des intérêts. Tout autre moyen d'expression que le vote est l'effet de groupes restreints et ne saurait s'imposer aux autres étant donné qu'il n'exprime pas un consensus général. Dans un livre récent, G. Sartori défend ce point de vue sans ambiguïté : *"En dehors des élections, les voix qui se font entendre sont celles de minorités ou des élites ; ce sont les voix d'une portion, généralement infime, du peuple. Et même des millions de manifestants ne sont pas le peuple (tant que beaucoup d'autres millions restent silencieux). La marche sur Rome de Mussolini en 1922 a certainement mobilisé beaucoup de gens ; elle était moins imposante que beaucoup d'autres manifestations de ces dernières décennies ; de plus elle fut pacifique puisqu'elle réussit sans susciter d'opposition. Faut-il pour autant y voir l'expression d'une "démocratie de protestation" ?"*¹

La force de cette conception pluraliste de la démocratie explique le mépris relatif, notamment en France, dans lequel la science politique a longtemps tenu les mobilisations collectives. Fortement marquée par le droit, dont elle est issue, cette discipline ne pouvait sans grand mal prendre comme objet d'étude des comportements non explicitement reconnus par la

¹ - L'expression est de Lavau & Duhamel dans "La Démocratie", in Leca et Grawitz (1985) : *Traité de science politique*, tome II, Paris, PUF, p 64.

² - La conception des partis comme "opérateurs sociaux dynamiques" (Rosanvallon) devant prendre en charge et formuler les demandes politiques et sociales se trouve le plus clairement exprimée dans *La Réforme gouvernementale* (1934) de Léon Blum, et dans sa lettre au Général de Gaulle du 15/03/1943 sur l'organisation de la France libérée.

³ - Dahl (1971) : *Qui Gouverne ?*, Paris, Colin.

¹ - Sartori (1987) : *The Theory of Democracy Revisited*, vol I, Chapitre 5.2. La citation fait explicitement référence à l'ouvrage d'Etzioni (1970) : *Demonstration Democracy*, New York, Gordon and Breach.

loi, et notamment par la loi fondamentale¹. De ce point de vue les choses évoluent lentement ; par exemple, lors d'un colloque récent consacré à la "démocratie continue" (c'est-à-dire les formes possibles d'expression politique dans les intervalles entre les élections), les modifications possibles ou actuelles du système représentatif classique n'ont été envisagées que sous l'angle des médias, des sondages, du référendum, voire du droit de pétition, sans qu'il ne soit jamais fait allusion, de près ou de loin, à l'action collective, aux manifestations de rue...

Pourtant, le fonctionnement de nos démocraties ne se réduit pas aux élections et à l'engagement politique dans des groupes institutionnalisés. La participation politique s'est manifestée et se manifeste encore à travers de multiples actions revendicatives (que l'on regroupera ici sous le terme générique de manifestations²), débouchant souvent sur des actions illégales et/ou violentes, ébranlant même quelquefois la société toute entière. C'est le cas aux USA pendant les années cinquante et soixante avec le mouvement pour les droits civiques, puis dans la décennie suivante, lorsque la contestation se nourrit de l'opposition à la guerre du Vietnam et des mouvements de libération sexuelle. Pendant près de dix ans, les USA vivent à l'heure des manifestations de rue, tout comme l'Italie, l'Allemagne, et, dans une moindre mesure, la France de mai 1968. Vingt ans après, la contestation continue d'être un des

¹ - Sur les ambiguïtés du droit français de la manifestation, cf Hubrecht "Le Droit français de la manifestation" in Favre (1990).

² - Nous entendons par manifestation "toute occupation momentanée par plusieurs personnes d'un lieu ouvert public ou privé dans le but de faire connaître des revendications, d'exprimer une solidarité, ou de célébrer une commémoration, et qui comporte directement ou indirectement l'expression d'opinions politiques", Fillieule (1992). Pour des raisons pratiques, nous excluons la grève de cette définition, celle-ci ayant par ailleurs déjà fait l'objet de nombreux travaux.

éléments essentiels de la vie démocratique de nos pays. Que l'on songe par exemple que la France connaît sans doute près de 1000 manifestations par an, soit une vingtaine par jour en moyenne³. Par ailleurs, et tout récemment, les manifestations permirent des changements de régime, après que l'Etat se fut dissout dans la plupart des pays de l'Est², ce qui démontre encore, s'il en était besoin, à quel point l'irruption de réponses collectives aux situations de crise et de tension doit être placée au centre de toute gestion politique³ et de toute analyse des processus de contrôle social et de changement.

Il se trouve d'ailleurs que c'est partiellement en réaction aux événements que la sociologie des mobilisations a progressé, les faits sociaux évoluant en dehors des théories qui en rendent compte et les théories finissant pas être modifiées ou dépassées par les événements, d'où quelquefois de brusques changements

¹ - Ce chiffre indicatif a pu être établi à partir d'un dépouillement des archives du ministère de l'Intérieur en 1991 (cf Favre & Fillieule, 1992). Il ne s'agit évidemment que d'une extrapolation mais l'importance du chiffre ne laisse pas de doute sur l'ampleur du recours à la manifestation dans la France contemporaine.

² - Sur l'analyse des vagues de mobilisation à l'Est, cf Tarrow (1991) et Tilly (1992).

³ - Ce qu'exprimait récemment un homme politique français : "nos gouvernements doivent, dans le monde d'aujourd'hui, rechercher avant tout l'appui de l'opinion (...). Les partis ne peuvent pas tout et ils ne sont ni légitimes ni fondés à vouloir autre chose que ce que veulent les français (...). Le peuple français sait parfaitement nous faire saisir la différence entre ce qu'il veut, ce qu'il refuse, ou éventuellement ce qui lui est indifférent (...). C'est l'exemple classique du rapprochement de la peine de mort et de la question de l'enseignement libre. Dans les deux cas les sondages nous montraient des français également critiques. Mais, à défaut d'accepter la peine de mort, ils l'ont tolérée ; tandis qu'ils se sont assez massivement mobilisés pour exprimer leur refus du projet Savary, et le faire triompher.", Michel Rocard, Discours de Joué-les-Tours du 20 septembre 1990.

de paradigmes¹. C'est en réaction à la menace sociale du "grand soir", après la Commune, que paraissent à la fin du XIX^e siècle les premiers ouvrages sur les mouvements de masse, la théorie des foules destructrices développée alors devant beaucoup aux phantasmes de penseurs effrayés par les progrès de la démocratie libérale ; et c'est encore au nom de présupposés idéologiques en faveur du pluralisme politique et du respect des règles institutionnelles que les mouvements sociaux continueront jusqu'au milieu des années soixante à s'analyser en termes de phénomènes irrationnels répondant à des frustrations. Par la suite, l'abandon des théories du comportement collectif pour une vision rationnelle des mobilisations s'opère en partie à cause de l'ampleur prise alors par l'action collective et de la diffusion de son recours dans de larges couches de la société. Enfin, les formes de contestation changent à nouveau dans les années soixante-dix, à la fois pour ce qui est des modes d'action (développement de pratiques plus directement participationnistes) et des thèmes mobilisateurs (mouvements pacifistes, écologistes, de libération sexuelle), ce qui se traduit par la réorientation des cadres d'analyses vers une approche en termes de nouveaux mouvements sociaux. C'est donc bien, tout au moins en partie,

¹ - On se heurte ici au problème des *effets en retour*, question difficile de l'histoire des sciences, et plus particulièrement des sciences du politique, comme l'indique Pierre Favre dans *Naissances de la science politique en France* : "le mouvement propre des objets réels qu'une science se donne peut-il transformer cette science ? Une science sociale en cours d'émergence peut-elle être, pour une part, engagée vers d'autres problématiques du fait des transformations historiques des phénomènes sociaux qu'elle étudie ? Certains objets, par la visibilité considérable qu'ils acquièrent à certains moments, lui sont-ils de ce fait désignés impérativement à l'investigation ?", Fayard, 1989, pp 207-208.

sous la poussée de cette "histoire réelle"¹ que le champ de la sociologie des mobilisations s'est progressivement constitué, avec ses instruments d'analyse et ses enjeux théoriques propres.

La question centrale de la sociologie de la mobilisation consiste à se demander selon quelle logique des individus en viennent à se réunir, puis à s'unir pour la défense d'un projet commun. On peut analytiquement fractionner cette question en plusieurs interrogations correspondant chacune à un stade du processus de mobilisation.

Dans quelles conditions, d'abord, un mouvement de protestation parvient-il à émerger ? Répondre à cette première question implique que l'on détermine, par exemple en termes de tensions ou de structure des opportunités politiques, les changements dans les conditions macro-sociologiques (conditions économiques, sociales et politiques) qui favorisent l'apparition d'une contestation (facilitations environnementales). Mais également, comment les motivations individuelles à participer apparaissent-elles et comment passe-t-on de la motivation à la participation effective ? L'action collective a toutes les chances en effet d'être coûteuse, à la fois parce que les bénéfices escomptés ne sont jamais assurés, et parce que la mobilisation peut s'accompagner de risques matériels non négligeables (perte d'emploi, répression légale et/ou violente). L'analyse des facteurs de la participation débouche logiquement sur la question des composants rationnels ou irrationnels de l'action et sur la question des incitations collectives et sélectives.

¹ - Selon l'expression de Louis Althusser dans "Sur le jeune Marx, questions de théorie", *Pour Marx*, Maspero, 1967, p 80, cité in Favre (1989), op cit., p 208, note 1.

Comment s'effectue ensuite le passage de la mobilisation individuelle à la mobilisation collective ? Autrement dit, comment les volontés et les actes individuels s'agrègent-ils ? On peut alors étudier le rôle central des organisations et des entrepreneurs de mouvement social et les moyens d'assurer la coopération au sein d'un mouvement (par les interactions de face à face, par des techniques de communication, par le discours des organisations et par la propagande).

Quelles sont, dans le cours d'une mobilisation, les chances de succès ou d'échec d'une action collective ? Cette préoccupation débouche sur l'analyse des conditions structurelles de facilitation (état et modifications possibles de la structure des opportunités) à travers : les rapports entre le mouvement et les autres organisations existantes (alliance et coopération avec des mouvements de même nature, conflit avec les contre-mouvements) ; le rapport aux groupes institutionnalisés (partis, syndicats et groupes d'intérêt) ; le rapport à l'Etat (niveaux de coercition, coopération avec telle ou telle agence gouvernementale) ; le rapport aux publics, notamment à travers le jeu des médias. Enfin, il faut encore rendre compte des stratégies mises en oeuvre et des adaptations tactiques aux événements extérieurs.

C'est à partir de ces trois ordres de préoccupation que l'on cherchera ici à apprécier les réponses successives des différents modèles théoriques disponibles en s'efforçant d'éclaircir le processus cumulatif de constitution d'une sociologie de la mobilisation, nourri à la fois d'apports internes à ce sous-champ de la sociologie, d'apports externes d'autres disciplines (la psychologie sociale et la science économique, par exemple), et constamment modifié sous la pression de l'évolution des faits sociaux. Cette présentation "historienne" autorise cependant à

des lectures transversales : étant donné justement l'aspect cumulatif des apports, il va de soi que l'une ou l'autre des grandes questions évoquées plus haut ont été soumises à l'analyse aux différentes étapes de l'évolution et par différents auteurs. D'ailleurs, le mode de présentation adopté ici dans un souci de clarté pédagogique nous permettra de dire, in fine, ce qui selon nous convient aujourd'hui le mieux à une étude sérieuse et complète de l'action collective des groupes protestataires. La logique d'exposition de l'ouvrage veut répondre à ces deux ambitions.

La première partie dresse un tableau des approches en termes de comportement collectif, lesquelles sont toutes marquées par une vision psycho-sociologique et micro-sociologique des mouvements sociaux¹. Le premier chapitre montre d'abord tout ce que ce courant doit aux premiers auteurs qui se sont penchés sur les phénomènes de mobilisation : les auteurs français avec Taine (1887 ; 1888), Tarde (1890) et Le Bon (1888), mais aussi les sociologues américains de l'Ecole de Chicago avec Blumer (1951), qui sera le premier, dans la lignée de Park, à élaborer un système cohérent. A partir de ces acquis, le courant du comportement collectif se développe dans plusieurs directions. Il est d'abord repris et enrichi par les théoriciens de la société de masse (Kornhauser, 1959) pour nourrir le débat sur l'émergence des régimes autoritaires et totalitaires (en effet, bien qu'ostensiblement macro-sociologique par les questions qu'elle se pose, la théorie de la société de masse reste, dans l'analyse, au niveau de l'individu atomisé). Smelser (1962) partage le même

¹ - Notre travail ne prend en compte que les travaux postérieurs à 1870, la Commune marquant en effet une rupture fondamentale dans l'histoire du mouvement social ; c'est pourquoi les travaux de K. Marx ne sont pas étudiés ici. Par ailleurs, l'ouvrage se concentre sur les travaux universitaires non directement liés à l'action.

type d'intérêt pour les conditions structurelles de la mobilisation et cherche à dépasser une explication essentiellement tournée vers la psychologie individuelle en s'inscrivant dans un cadre d'analyse systémique inspiré de Parsons. La théorie de la privation relative constitue une autre perspective, plus achevée et plus directement centrée sur les processus de mobilisation. Telle qu'elle est formulée par ses tenants (Gurr, 1970 ; Davies, 1962), elle explique l'activisme par les perceptions qu'ont les individus d'une situation à leur désavantage et prend en compte, bien que de façon marginale, les déterminants environnementaux de l'action. De ce point de vue, la théorie marque un progrès certain par rapport à la notion de privation absolue chez Kornhauser. Enfin, Turner & Killian (1972), marqués par l'héritage intellectuel de Blumer, intègrent dans le modèle du comportement collectif la question de l'émergence de l'action collective et des mouvements sociaux et sont parmi les premiers à évoquer les aspects rationnels du comportement des acteurs.

Malgré des différences quelquefois considérables entre les auteurs, les théories du comportement collectif sont restées axées, en dernière analyse, sur le niveau micro-sociologique, les divergences se ramenant à déterminer lesquelles des caractéristiques individuelles étaient les plus significatives. Les auteurs de ce courant ont également beaucoup insisté sur le rôle des normes émergentes et sur les valeurs dans le processus de constitution des mouvements. Pour les théoriciens de la société de masse, ce sont les sentiments d'aliénation et d'anxiété produits par l'atomisation sociale qui expliquent l'action collective. Pour Ted Gurr, l'origine des mouvements sociaux s'explique par les mêmes dynamiques que celles qui conduisent l'individu à participer, les deux phénomènes trouvant leur origine dans des processus normatifs ou psychologiques intervenant au

niveau micro-sociologique ou individuel. Les aspects macro-politiques et organisationnels étaient largement laissés de côté.

Aussi, malgré son enrichissement constant, le paradigme commence-t-il à être battu en brèche à partir de la fin des années soixante par le modèle de la mobilisation des ressources. La seconde partie de l'ouvrage est consacrée à ce nouveau paradigme dont le thème commun est le traitement de l'activité des mouvements sociaux comme idéologiquement légitime et résultant de comportements volontaires et intentionnels, l'analyse se déplaçant alors du pourquoi des mobilisations au comment de l'action collective. Le premier chapitre regroupe les auteurs qui s'appuient plus particulièrement sur un modèle économique sans se préoccuper du politique (Olson, 1966 ; Mac Carthy & Zald, 1979), le second ceux qui insistent d'abord sur les conditions sociales et politiques dans lesquelles naissent et meurent les mouvements (Obershall, 1973 ; Tilly, 1978 ; Piven & Cloward, 1977).

Pourtant, l'importance majeure accordée aux cadres environnementaux et à la question de l'organisation du mouvement social a poussé certains auteurs à dénoncer dans le modèle de la mobilisation des ressources un biais macro-politique. S'ajoutent à cela les contradictions internes du modèle de la mobilisation des ressources, ses tenants n'ayant pu résoudre de façon réellement satisfaisante le fameux paradoxe d'Olson. Par voie de conséquence, dans le sillage des nouveaux mouvements sociaux apparus dans les années soixante-dix, certains auteurs se tournèrent vers un modèle d'explication non exclusivement fondé sur la rationalité stratégique individuelle, afin, dans une perspective plus compréhensive, d'interroger les processus par lesquels les acteurs collectifs créent les solidarités et les identités collectives (Melucci, 1980 ; Touraine, 1973). La

troisième partie du livre est consacrée à ce moment du développement de la sociologie des mobilisations et cherche à la fois à déterminer en quoi on peut arguer d'une radicale nouveauté des mouvements sociaux des années soixante-dix et si, oui ou non, on peut parler d'un nouveau paradigme.

Ces dernières années, la sociologie des mobilisations s'est caractérisée par un véritable éclectisme théorique, certains auteurs restant fidèles au modèle du comportement collectif, d'autres à la mobilisation des ressources, d'autres encore souhaitant concilier les deux en établissant des ponts théoriques plus ou moins solides (Klandermans, 1984 ; Jenkins, 1983). Il en résulte une certaine confusion et une indétermination auxquelles nous essayons de répondre dans la quatrième partie en décrivant les travaux récents qui, selon nous, ont engagé la recherche vers une meilleure connaissance théorique et pratique des mouvements sociaux. Le premier chapitre porte sur les travaux liés à l'explication des facteurs de la participation. L'accent qui y est mis sur les perceptions et sur le travail de manipulation symbolique effectué par les organisations pour la création des engagements annonce un retour en force de la psychologie sociale dans les cadres d'analyse de la mobilisation (Klandermans, 1984, 1988 ; Snow et alii, 1986 ; Snow & Benford, 1988). Enfin, le chapitre suivant rend compte de travaux récents s'interrogeant sur les conditions politiques de l'action collective, notamment à travers la prise en compte de la structure des opportunités politiques (Tarrow, 1988) et le rôle grandissant des médias.

Au total c'est bien vers une "réconciliation théorique" que l'on semble aujourd'hui se diriger, l'analyse devant porter alors à la fois sur les niveaux micro-sociologique et macro-sociologique, sur l'émergence des mouvements sociaux et sur les conditions de

leur développement. Comme le suggèrent Mac Adam, Mac Carthy et Zald dans le récent traité de sociologie de Smelser (1988, chapitre sur les mouvements sociaux) : *"ce n'est qu'en combinant les préoccupations conceptuelles des anciennes et des nouvelles approches que l'on peut espérer atteindre une compréhension complète de la dynamique des mouvements (...)".* Selon nous, un travail complet sur les mouvements sociaux implique deux choses : d'abord, il faut prendre en compte les processus et les variables opérant au niveau macro et micro. *Secondo*, on doit éclairer les dynamiques expliquant la stabilité et le changement dans les mouvements déjà existants en même temps que les processus qui donnent naissance à ces mouvements initialement.", (pp 697-698). On peut cependant s'interroger sur le bien-fondé d'une telle synthèse qui, procédant par accumulation, n'est peut-être pas en mesure de dégager une véritable perspective théorique unifiée.

I

**LES THEORIES DU COMPORTEMENT
COLLECTIF**

Tout comme la sociologie générale, la sociologie des mobilisations s'est d'abord inspirée des modèles élaborés par les sciences naturelles. Ainsi, la théorie de la contagion, développée à la fin du XIX^e siècle par des auteurs français s'intéressant à la psychologie des foules, puis reprise dans les années cinquante par des théoriciens américains travaillant sur le comportement collectif, s'inspire largement des études sur l'hypnose et sur le comportement animal. Par la suite, des auteurs comme Kornhauser, Smelser, Gurr, Turner et Killian, chercheront à fonder sociologiquement l'étude du comportement collectif, tout en restant fidèles à la perspective psycho-sociologique des précurseurs. Malgré le caractère désormais un peu dépassé de leurs modèles, on trouve chez ces théoriciens un certain nombre d'intuitions intéressantes que l'on aurait tort de laisser toujours de côté. C'est ainsi que Tarde et Le Bon développent les prémisses d'une théorie du leadership ; certains, comme Kornhauser, Smelser et Gurr, insistent sur l'importance des déterminants structurels de l'action collective ; d'autres enfin, comme Blumer, Turner et Killian et Gurr, se penchent sur l'influence de la culture et du système normatif sur la mobilisation.

Bien qu'il existe des différences quelquefois substantielles entre les différents auteurs, on peut déceler une certaine unité problématique dans tous les textes regroupés dans cette partie. Jean Cohen (1985) en a succinctement résumé les aspects : "1) Il existe deux types d'action : les actions institutionnelles-conventionnelles et les non-institutionnelles collectives ; 2) les actions non-institutionnelles collectives sont des actions qui ne sont pas guidées par des normes sociales existantes mais qui se forment pour répondre à des situations non définies et/ou non

structurées ; 3) ces situations se comprennent en termes de rupture soit avec les organes de contrôle social, soit de l'adéquation de l'intégration normative, en raison de changements structurels ; 4) les tensions qui en résultent, mécontentement, frustration, et agression conduisent l'individu à participer à l'action collective ; 5) les actions non-institutionnelles collectives suivent un "cycle de vie", ouvert à l'analyse causale, qui va de l'action de foule spontanée à la formation de publics et de mouvements sociaux ; 6) l'émergence et la croissance des mouvements au cours d'un cycle se fait au moyen de processus primaires de communication : la contagion, la rumeur, la réaction circulaire, la diffusion, etc." (pp 671-672). Parallèlement à cette unité d'orientation scientifique, les conceptualisations de l'école du comportement collectif reposent sur un même postulat, hérité des polygraphes français comme Tarde et Le Bon : les individus agissent différemment lorsqu'ils sont seuls et lorsqu'ils se forment en groupes spontanés.

Chapitre I

AUX ORIGINES : LES THEORIES DE LA CONTAGION

Les premiers travaux pouvant être rattachés à la sociologie de la mobilisation apparaissent dans les années 1880-1910 en France, moment où se développe la vogue de la psychologie collective, c'est-à-dire l'étude des processus psychiques sous-tendant les phénomènes collectifs. Dans cette perspective, Taine, Tarde et Le Bon cherchent successivement à expliquer la formation des foules. Tous trois interprètent ce phénomène comme l'effet d'une contagion mutuelle des sentiments entre les participants. On peut par ailleurs repérer, particulièrement chez Tarde et Le Bon, les prémisses d'une théorie du leadership. Cinquante ans plus tard, l'idée de contagion est reprise Outre-Atlantique par des sociologues de l'école de Chicago, dont Blumer qui applique cette grille d'analyse à toutes les formes de comportement collectif.

Le précurseur. H. Taine : Hyppolite Taine fut le premier à se pencher sur la question des foules et à essayer d'en livrer une explication en termes psychologiques. Avec *Les Origines de la France contemporaine* (1990), il fournit un matériau historique, des exemples parlants. Cependant, au-delà d'une description pittoresque des foules révolutionnaires, Taine forge les principes qui seront au fondement de la théorie du comportement collectif initiée par Tarde et Le Bon¹.

Pour comprendre la vision de la foule dessinée par Taine il faut remonter à sa conception pessimiste de la nature humaine. Selon lui, l'homme est toujours prêt à retomber dans "l'état de nature", c'est-à-dire dans une sauvagerie bestiale des origines : "S'il n'est pas sûr que l'homme soit par le sang un cousin éloigné du singe, du moins il est certain que par sa structure, il est un animal très voisin du singe, muni de canines, carnivore et carnassier, jadis cannibale, par suite chasseur et belliqueux. De là en lui un fond persistant de brutalité, de férocité, d'instincts violents et destructeurs"².

Avec le développement des civilisations, ces instincts furent bridés par un ensemble de contraintes plus ou moins solides³. Or, justement, lorsque les hommes se retrouvent en

¹ - Sur "l'histoire" de la psychologie des foules, l'ouvrage de référence reste celui de Suzanna Barrows (1981, et 1990 pour l'édition française). Pour resituer la psychologie collective dans le contexte du développement des sciences sociales, cf Favre (1989) : *Naissances de la science politique en France, 1870-1914*, Fayard. On consultera également avec profit les ouvrages suivants sur la question des masses : Beauchard (1985) ; Zylberberg (1987) et la revue *Hermès* (1988).

² - Ibid., "L'Esprit et la doctrine, construction de la société future", p 178.

³ - Taine expose sa conception de la civilisation dans l'introduction à son *Histoire de la littérature Anglaise* qu'il fait d'abord paraître en 1863 dans la *Revue Germanique* sous le titre "L'Histoire, son présent, son avenir". Ce texte est un véritable manifeste déterministe rédigé en réponse à l'évêque

foule, ce précaire équilibre est bientôt rompu. Taine décrit cette rupture en des termes saisissants : "Comme sur un radeau de naufragés sans vivres, (l'homme) est retombé à l'état de nature ; le mince tissu d'habitudes et d'idées raisonnables dans lequel la civilisation l'enveloppait s'est déchiré et flotte en lambeaux autour de lui ; les bras nus du sauvage ont reparu, il les agite. Pour les employer et se conduire, il n'a plus qu'un guide, celui des premiers jours, l'instinct alarmé de son estomac souffrant. Désormais, ce qui règne en lui et par lui, c'est le besoin animal, avec son cortège de suggestions violentes et bornées, tantôt sanguinaires et tantôt grotesques. Imbécile ou effaré, et toujours semblable à un roi nègre, ses seuls expédients politiques sont des procédés de boucherie ou des imaginations de carnaval"¹.

Cette brusque transformation de l'homme est causée par la "contagion mutuelle des émotions" : pris dans une foule, la raison de chacun vacille sous les coups des clameurs, du désordre, de l'attente, de l'exaltation croissante. Car "ce que nous appelons raison n'est point un don inné, primitif et persistant, mais une acquisition tardive et un composé fragile. Il suffit des moindres notions physiologiques pour savoir qu'elle est un état d'équilibre instable, lequel dépend de l'état non moins instable du cerveau, des nerfs, du sang et de l'estomac. Prenez des femmes qui ont faim et des hommes qui ont bu ; mettez-en mille ensemble, laissez-les s'échauffer par leurs cris, par l'attente, par la contagion mutuelle de leur émotion croissante ; au

d'Orléans, Mgr Dupanloup. Selon Taine, la civilisation se constitue du système moral et mental qui environne l'homme, système travaillé par trois forces essentielles : la race, le milieu et le moment. Ces trois forces réalisent un équilibre fragile toujours difficile à maintenir.

¹ - Ibid., "La Constitution appliquée, souveraineté des passions libres", p 503.

bout de quelques heures, vous n'aurez plus qu'une cohue de fous dangereux"¹. A cette loi de la contagion mentale, tous ne sont pas également soumis. La race et le milieu social de chacun déterminent une résistance plus ou moins grande à l'appel de l'instinct. Taine ne va pas très loin dans l'application du concept de race à l'analyse des foules, sauf à dire que l'âme latine est plus impulsive que l'âme nordique, s'exposant ainsi plus facilement aux dérèglements². En revanche, il attache plus d'attention au développement d'une théorie du comportement humain toute empreinte de darwinisme social.

Selon le niveau auquel il se place dans cette hiérarchie, c'est-à-dire selon le milieu social dans lequel il évolue, l'individu serait plus ou moins exposé à un retour brutal de sa nature bestiale. Ainsi, les pauvres, ouvriers et paysans, maîtrisent moins bien leurs pulsions que les hommes de qualité. Aussi bien, les hommes ont-ils moins tendance à se laisser aller à leurs instincts que les femmes. C'est que celles-ci, tout comme les prolétaires, sont soumises à leur *imagination*, n'ayant pas atteint un degré de civilisation suffisant pour analyser froidement les situations et maîtriser leurs actions. Taine décrit par exemple l'état des "cerveaux populaires" à la veille de la Révolution comme celui d'enfants soumis à une puissante imagination : "sur un indice, sur un mot, (l'imagination populaire) construit en l'air ses châteaux ou ses cachots fantastiques et sa vision lui semble aussi solide que la réalité. Ils n'ont pas l'instrument intérieur qui

¹ - Ibid., "L'Esprit et la doctrine. Construction de la société future", p 178.

² - Taine écrit par exemple que le Français est "excitable et communicatif, aisément jeté hors de son assiette et prompt à recevoir les impulsions étrangères, dépourvu du lest naturel que le tempérament flegmatique et la concentration de la pensée solitaire entretiennent chez ses voisins germains ou latins.", *ibid.*, p 80.

divise et qui discerne ; ils pensent par blocs ; le fait et le rêve leur apparaissent ensemble et conjoints en un seul corps"¹.

Une fois entrée en délire, la foule tombe sous la coupe des meneurs, qui, venus de la plèbe, entretiennent son excitation "par l'exemple de leur frénésie". Ceux-ci ne possèdent aucun talent particulier selon Taine, sinon celui d'être plus mauvais que ceux qu'ils galvanisent². Du coup, la question de savoir comment le meneur réussit à "tenir" une foule est éludée, refusée même au nom de préjugés politiques.

Au total, la plupart des rudiments de la psychologie des foules se trouvent dans Taine, exposés sans ordre et de manière le plus souvent implicite. Il restait aux théoriciens de la fin du siècle à élaborer un schéma d'explication scientifique, propre à élever la psychologie des foules au rang de science.

Les lois de l'imitation tardienne : Gabriel Tarde fut un des premiers à s'y consacrer à travers une série de publications parues dans les années 1890³. A la base de sa

¹ - Ibid., "Le Peuple", p 281. C'est encore l'imagination populaire qu'invoque Taine pour expliquer le déclenchement de l'affaire Réveillon, à la veille de la Révolution : "le bruit se répand que Réveillon, électeur, fabricant de papier peint à Saint-Antoine et le commissaire Lerat ont "mal parlé" dans l'assemblée électorale de Sainte-Marguerite. Parler mal, c'est mal parler du peuple. Qu'a dit Réveillon ? On l'ignore, mais l'imagination populaire, avec sa terrible puissance d'invention et de précision, fabrique ou accueille sur le champ une phrase meurtrière", *ibid.*, "Paris jusqu'au 14 juillet", p 333.

² - "Dans toutes les grosses insurrections, il y a des malfaiteurs semblables, gens sans aveux, ennemis de la loi, rôdeurs sauvages et désespérés qui, comme des loups, accourent partout où ils flairent une proie. Ce sont eux qui servent de guides et d'exécuteurs aux rancunes privées ou publiques.", *ibid.*, "L'Anarchie spontanée", p 324.

³ - Tarde (1890. a ; b), (1895. a ; b), (1893), (1898). Les deux derniers articles ont été republiés ensemble en 1903 et réédités en 1989 avec une introduction de Reynié. Sur Tarde et son oeuvre, cf aussi Favre (1983).

pensée, on trouve l'idée selon laquelle toute collectivité humaine repose sur les "lois de l'imitation"¹ : la société pourrait se définir comme "une collection d'êtres en tant qu'ils sont en train de s'imiter entre eux"² et les idées, les opinions dont nous nous croyons la source ne sont pas inventées mais découvertes : "La société, c'est l'imitation et l'imitation c'est une forme de somnambulisme. L'état social, comme l'état hypnotique, n'est qu'une forme du rêve, un rêve de commande et un rêve en action. N'avoir que des idées suggérées et les croire spontanées : telle est l'illusion propre au somnambule, et aussi à l'homme social"³. Alors que Taine faisait de la "contagion mentale" un phénomène passager apparaissant dans certaines circonstances, Tarde fait de l'imitation, c'est-à-dire de la contagion des idées, la base même de tout son système. C'est qu'il dispose dans les années 1890 des travaux sur l'hypnotisme et la suggestion menés concurremment par Charcot à la Salpêtrière et par Liebaut et Bernheim à Nancy. Tarde trouve là une caution scientifique en même temps que le principe d'explication qui manquait encore à la psychologie des foules⁴.

En ajustant ces théories à ses préoccupations, Tarde tâche de répondre à la question de savoir comment naît et agit une

¹ - Cf Tarde (1890. b).

² - Ibid., p 76.

³ - 1895. b.

⁴ - Tarde s'appuie aussi, selon Suzanna Barrows (1990), sur la thèse d'Alfred Espinas, *Les Sociétés animales*, soutenue en 1876 et publiée chez Alcan en 1924. Dans cet ouvrage Espinas étudie la vie collective dans le règne animal comme "propédeutique à la sociologie humaine". Une de ses conclusions est que les animaux communiquent par "émotions contagieuses", donnant l'exemple de la contagion invisible qui s'établit entre les guêpes et les frelons face à un ennemi invisible : "c'est une loi universelle dans tout le domaine de la vie intellectuelle, que la représentation d'un état émotionnel provoque la naissance de ce même état chez celui qui en est le témoin" (p 287).

foule. D'abord, tout rassemblement d'hommes ne peut donner également naissance à une foule. Il faut que deux conditions de possibilités soient préalablement remplies. Pour commencer, il est nécessaire que les sujets rassemblés soient doués d'une communauté telle qu'elle les prédisposent à s'assembler. On retrouve là le rôle de la diffusion imitative comme ciment des sociétés : "Des passants dans une rue populeuse, des voyageurs réunis, entassés même, sur un paquebot, dans un wagon, autour d'une table d'hôte, silencieux ou sans conversation générale entre eux, sont groupés physiquement, non socialement. J'en dirais de même des paysans agglomérés sur un champ de foire, aussi longtemps qu'ils se bornent à conclure des marchés entre eux, à poursuivre séparément leurs buts distincts quoique semblables, sans nulle coopération à une même action commune. Tout ce qu'on peut dire de ces gens-là, c'est qu'ils portent en eux la virtualité d'un groupement social, dans la mesure ou des ressemblances de langue, de nationalité, de culte, de classe, d'éducation, toutes d'origines sociales, c'est-à-dire toutes causées par une diffusion imitative à partir d'un premier inventeur anonyme ou connu, les prédisposent à s'associer plus ou moins étroitement, si l'occasion l'exige"¹. Ensuite, le contexte, c'est-à-dire "l'atmosphère morale du moment", a un rôle à jouer. Il est nécessaire en effet que se soient propagées des idées propres à fomentier un soulèvement. Sans ce "faisceau d'idées à forte charge émotionnelle", il ne saurait y avoir foule. Par exemple, les émeutes de la Révolution nous ont appris que "leurs vraies causes n'ont rien à voir avec la température, et qu'il faut les chercher dans l'atmosphère morale de l'époque, dans un confluent de circonstances historiques, de fleuves d'exemples et

¹ - *L'Opinion et la foule*, pp 144-145. Les références sont ici celles de l'édition de 1989.

de traditions qui sont venus déboucher à la Révolution Française"¹. Là encore, c'est par un phénomène de contagion réciproque que se diffusent les idées séditeuses.

Ces deux conditions étant remplies, la foule est susceptible de naître sous l'impulsion d'une "étincelle", d'un événement donné : "Qu'une explosion de dynamite ait lieu dans la rue, que le vaisseau menace de sombrer, le train de dérailler (...), aussitôt les individus associables deviendront associés dans la poursuite d'une même fin sous l'empire d'une même émotion. Alors naîtra spontanément ce premier degré de l'association que nous appelons la foule"². Une fois constitués en foule, les hommes perdent toute individualité au profit d'une sorte "d'âme collective" car "dans la composition d'une foule, les individus n'entrent que par leurs similitudes ethniques, qui s'additionnent et font masse, non par leurs différences propres, qui se neutralisent, et, dans le roulement d'une foule, les angles de l'individualité s'émoussent mutuellement au profit du type national qui se dégage"³.

Pourtant, cette organisation subite ne peut se faire que sous l'effet d'un catalyseur puissant : celui d'une "pensée dirigeante". Dans l'esprit de Tarde, en effet, une foule ne se constitue pas spontanément et obéit toujours aux sollicitations d'un meneur : "Toutes les espèces d'associations véritables ont ce caractère identique et permanent d'être produites, d'être conduites plus ou moins par un chef apparent ou caché. (...) Dès le moment où un amas d'hommes se met à vibrer d'un même frisson, s'anime et marche à son but, on peut affirmer qu'un inspireur ou un meneur quelconque, ou un groupe de meneurs

¹ - Tarde (1892, p 303).

² - *L'Opinion et la foule*, p 145.

³ - Ibid., p 40.

ou d'inspireurs parmi lesquels un seul est le ferment actif, lui a insufflé son âme, soudainement grandissante, déformée, monstrueuse"¹. Et même lorsque nul meneur n'est manifestement présent dans une mobilisation, Tarde invoque encore le processus de diffusion imitative qui fait que tel soulèvement soi-disant spontané est en fait le résultat d'une imitation par contagion à distance d'un autre mouvement obéissant, lui, à un meneur avéré. Tarde en vient ainsi à distinguer les "meneurs primaires" des "meneurs secondaires"² : "Il y a des foules sans conducteur apparent. La famine sévit dans une région, de tous côtés des masses affamées s'y soulèvent, demandant du pain ; point de chef ici, ce semble, l'unanimité spontanée en tient lieu. Regardez-y de près pourtant. Tous ces soulèvements n'ont pas éclaté ensemble ; ils se sont suivis comme une traînée de poudre, à partir d'une première étincelle (...). L'élan a été suivi et (...) ainsi de proche en proche, s'est prolongée l'action des (premiers meneurs), par imitation de foule en foule, avec une force croissante qui affaiblit d'autant l'utilité des directeurs locaux"³.

A cette analyse, Tarde ajoute un essai de typologie des foules assez confus, selon trois critères : la teneur de ce qui les anime, la nature de leur groupe de référence et leur manière d'être. Il établit d'abord une distinction selon les buts ou la foi qui animent les foules, distinguant ainsi les foules croyantes et les foules désireuses. Les premières sont passionnées, les

¹ - Ibid., p 147.

² - Le meneur, s'il préside toujours à la création de la foule, peut être finalement dépassé par celle-ci : "Il arrive aussi souvent, qu'une foule mise en mouvement par un noyau d'exaltés, les dépasse et les résorbe, et, devenue acéphale, semble n'avoir pas de conducteurs. La vérité est qu'elle n'en a plus, comme la pâte levée n'a plus de levain.", *ibid.*, p 151.

³ - Ibid., p 149.

secondes sont despotiques. Quelles qu'elles soient, ces foules diffèrent encore selon l'origine commune de leurs membres car la foule "est toujours ameutée, en fait, par un corps social dont quelque membre lui sert de ferment et qui lui donne sa couleur"¹. D'où la distinction entre foules orantes, foules rurales, esthétiques, économiques, politiques, etc. Enfin, Tarde distingue quatre autres types de foules selon leur degré de passivité une fois constituées. Il énumère ainsi "les foules expectantes, attentives, manifestantes et agissantes". Au total, ces typologies chevauchées rendent confus l'exposé et ce manque de clarté est sans doute une des raisons expliquant l'oubli relatif par les sociologues de la mobilisation des travaux de Tarde, au profit des livres postérieurs de Le Bon, plus souvent cité lorsqu'il s'agit de tracer l'historique de la discipline².

La vulgarisation. G. Le Bon : Gustave Le Bon dans ses ouvrages consacrés à l'analyse des foules³, Gustave Le Bon emprunte la plupart de ses concepts et de ses développements à d'autres. A Taine sa conception pessimiste de la nature humaine, fruit d'un darwinisme désenchanté ; à Tarde l'idée d'appliquer les lois de la suggestion hypnotique aux comportements de foule. Lorsque se forme une foule, écrit-il dans *La Psychologie des foules*, la personnalité consciente de chacun s'annihile pour ne former qu'une vaste "âme collective". Ce phénomène, c'est "la loi de l'unité mentale des foules". Le phénomène de foule produit alors quelque chose de plus que la somme de plusieurs

individualités réunies. Il y a création de nouveaux caractères. L'apparition de caractères spéciaux s'explique car "l'individu en foule acquiert, par le fait seul du nombre, un sentiment de puissance invincible"¹. Ce sentiment permet la libération des instincts, libération favorisée par le sentiment d'impunité que fait naître l'anonymat². A cela s'ajoutent la contagion mentale et la suggestibilité dont la contagion n'est qu'un effet. La foule ainsi définie, Le Bon s'attache à en déterminer le caractère, tout comme on pourrait le faire d'une personne. Elle est impulsive, mobile et irritable, suggestible et crédule. Ses sentiments sont d'un grand simplisme et sont voués à l'exagération, à l'autoritarisme et à l'intolérance.

A ces observations peu originales, Le Bon ajoute une philosophie de l'histoire et une analyse détaillée du leadership qui lui sont propres. Philosophie de l'histoire d'abord en affirmant "qu'alors que nos antiques croyances chancellent et disparaissent, que les vieilles colonnes des sociétés s'effondrent tour à tour, l'action des foules est l'unique force que rien ne menace et dont le prestige grandisse toujours. L'âge où nous entrons sera véritablement l'ère des foules"³. Cette prédiction alarmiste dictée par la peur du socialisme s'accompagne d'une série de "recettes" destinées à maîtriser ces foules désormais toutes puissantes. Pétri d'ambitions machiavéliennes, Le Bon écrit : "La connaissance de la psychologie des foules constitue la

¹ - Ibid., p 52.

² - Pour ne citer que des exemples récents, cf Mayer & Perrineau (1992), Chazel (1992).

³ - Cf Le Bon (1894, 1988, 1^{re} édition en 1895). Sur Le Bon et son oeuvre, voir Thiec (1981), Nye (1975) et Rouvier (1986).

¹ - Le Bon (1988, p 13).

² - "Comme le sauvage, elle (la foule) n'admet pas d'obstacles entre son désir et la réalisation de ce désir, et d'autant moins que le nombre lui donne le sentiment d'une puissance irrésistible. Pour l'individu en foule, la notion d'impossibilité disparaît (...). Faisant partie d'une foule, il prend conscience du pouvoir que lui confère le nombre, et à la première suggestion de meurtre ou de pillage, il cèdera immédiatement", *ibid.*, p 18.

³ - Ibid., p 2.

ressource de l'homme d'Etat qui veut, non pas les gouverner -la chose est devenue aujourd'hui bien difficile- mais tout au moins ne pas être complètement gouverné par elles"¹. Alors que Tarde se limite à faire du meneur un catalyseur indispensable à toute mobilisation, Le Bon s'attache à analyser les ressorts de son pouvoir sur les foules, les conditions de son emprise et la meilleure manière pour lui de manipuler les masses. Cherchant à décrire les moyens de peser sur les comportements de foule, il distingue facteurs lointains et immédiats des opinions et des croyances, les premiers modelant les idées fondamentales des foules alors que les seconds provoquent la persuasion active : "les croyances et les opinions des foules forment deux classes bien distinctes. D'une part les grandes croyances permanentes, se perpétuant plusieurs siècles, et sur lesquels une civilisation entière repose (...). D'autre part, les opinions momentanées et changeantes dérivées le plus souvent des conceptions générales que chaque âge voit apparaître et mourir"². Le meneur, s'il est habile, a tout pouvoir de persuader la foule d'opinions momentanées s'il ne va pas contre les idées fondamentales qui l'animent et qu'il ne saurait modifier : "Une opinion passagère s'établit aisément dans l'âme des foules, mais il est très difficile d'y ancrer une croyance durable, fort difficile également de détruire cette dernière lorsque elle est formée"³. Les facteurs lointains sont le produit de la race, des traditions, des institutions politiques et sociales, de l'instruction et du temps⁴. Pour les

¹ - Ibid., p 5.

² - Ibid., p 83.

³ - Ibid., p 84.

⁴ - "Le temps prépare les opinions et les croyances des foules, c'est-à-dire le terrain où elles germeront. Il s'ensuit que certaines idées réalisables à une époque ne le sont plus à une autre. Le temps accumule l'immense résidu

idées passagères, les meneurs disposent de trois moyens d'action pour impressionner l'imagination des foules : *l'affirmation* pure et simple et la *répétition* d'abord. Se forme ensuite ce qu'on appelle un courant d'opinion par le puissant mécanisme de la *contagion*. Enfin, le meneur doit prendre garde à la forme qu'il donne à ses idées car "quelles que soient les idées suggérées aux foules, elles ne peuvent devenir dominantes qu'à la condition de revêtir une forme très simple et d'être représentées dans leur esprit sous la forme d'images. Aucun lien logique d'analogie ou de succession ne rattachant entre elles ces idées-images, elles peuvent se substituer l'une à l'autre"¹.

Qu'il s'agisse de Tarde ou de Le Bon, la psychologie des foules ne nous offre pas les outils conceptuels adéquats pour étudier les phénomènes de masse. Les postulats sur lesquels elle repose, l'absence de méthode scientifique, la condamnaient à disparaître sans jamais donner naissance à un courant de pensée². Au-delà de l'utilisation peu convaincante des théories

de croyance et de pensée sur lequel naissent les idées d'une époque", *ibid.*, p 48.

¹ - Ibid., p 32.

² - "Au total, la psychologie des foules fut une comète singulière qui traversa un moment le ciel de la science politique : elle devait repasser à des intervalles réguliers (en 1936-37 avec *L'Âme française* de Pierre Gautier et la *Psychologie des masses* d'A. Joussin, en 1950-53 avec *L'Âme des peuples* de Siegfried et la *Psychologie ethnique* de G. H. Heusse, aujourd'hui avec *L'Âge des foules* de Serge Moscovici) mais sans jamais faire naître un courant scientifique viable", Favre (1989), *op. cit.*, p 81. Cependant, il ne faut pas négliger l'influence actuelle de la psychologie des foules sur les praticiens du maintien de l'ordre, à savoir la police, comme en témoigne un article récent du commissaire Berlioz dans lequel toutes les références bibliographiques en matière de connaissance des foules s'inscrivent dans ce champ : Berlioz (1987) : "La Manifestation", *Revue de la Police Nationale*, n°126.

de l'hypnose désormais rejetées, la distinction entre masses anonymes irrationnelles et meneurs actifs manipulateurs pose problème, d'autant plus que le prestige du chef, son charisme, ne reçoit pas le moindre début d'explication, alors même qu'il est au centre de la théorie, du moins chez Le Bon¹. Ensuite, la vision pessimiste des foules destructrices et irrationnelles doit beaucoup plus aux phantasmes de penseurs effrayés par les progrès de la démocratie libérale qu'à une quelconque réalité. En ce sens, S. Barrows fait justement remarquer que l'intérêt de ces travaux est d'abord dans le reflet qu'ils nous donnent des peurs, des obsessions de leur temps.

Pourtant, il serait trop facile d'écarter définitivement les questions posées par ces auteurs au nom d'un manque de scientificité. Si l'on opère à leur place une distinction analytique entre l'étude des phénomènes de foule (que se passe-t-il de spécifique lorsque un grand nombre d'individus se voient réunis en un lieu public ?) et l'étude de l'action collective (c'est-à-dire les questions touchant à la constitution des groupes protestataires, à la mobilisation des soutiens et au déroulement de l'action), alors on voit bien qu'ils posent un certain nombre de questions encore irrésolues. En effet ces auteurs ont eu le grand mérite de mettre en lumière l'importance pour la compréhension des comportements humains en société de pratiques difficilement réductibles à la logique rationnelle du calcul stratégique. De ce point de vue, l'intérêt porté par certains chercheurs contemporains au déroulement même des actions protestataires s'inscrit dans une volonté de résoudre ces questions.

Au-delà de son immense succès immédiat, la psychologie des foules connaîtra une certaine fortune, au moins dans deux

¹ - Cf Thiec & Tréanton (1983) : "L'Age des foules", *RFS*, XXIV, pp 119-136.

directions. D'abord, avec les travaux sur l'agression et notamment la théorie de l'agression instinctive de Freud qui attribue l'instinct de destruction à un instinct de mort ou, selon Lorenz, à un "instinct sauvage survivant". Dans la droite ligne du darwinisme social, cette théorie affirme que la plupart des hommes possèdent en eux une source autonome d'impulsions violentes, une propension à l'agression, qui, selon les termes de Lorenz, provoque "d'irrésistibles ruptures qui réapparaissent avec une régularité rythmique"¹. Ensuite, la psychologie du meneur élaborée par Le Bon et dans une moindre mesure par Tarde connaîtra un certain succès Outre-Atlantique par sa ressemblance avec de nombreuses analyses du leadership en termes de déviance, de folie et de frustration². Enfin, on peut voir une réminiscence de la théorie de l'imitation tardienne dans ce qu'il est convenu d'appeler l'effet "copy-cat" de la presse : Selon cette thèse, les reportages télévisés sur les émeutes ou les manifestations auraient un effet incitatif et imitatif³. La validité de cette théorie a été mise en doute à plusieurs reprises par des enquêtes empiriques⁴.

¹ - Lorenz (1968) : *On Aggression*, New York, Harcourt, Brace et World, chapitre IV.

² - Cf par exemple certains passages de Hoffer (1951). Par ailleurs, on sait qu'une des théories explicatives des mouvements sociaux adoptée par la police britannique ressort de ce modèle : selon celle-ci, les émeutes sont souvent organisées par des trafiquants de drogue et par les toxicomanes. Cf à ce propos Benyon & Solomos (1987) : *The Roots of Urban Unrest*, Oxford, Pergamon.

³ - Cf par exemple Clutterbuck (1983) : *The Media and Political Violence*, Londres.

⁴ - Cf Tumber (1982) : *Television and the Riot*, London, British Film Institute, p 46. Une autre résurgence des effets contagieux apparaît dans les études sur la rumeur, et notamment dans Allport & Postman (1947) : *The Psychology of Rumor*, New York, pp 193-196.

En dehors de ces filiations plus ou moins directes, la psychologie des foules a servi de cadre de référence à de nombreuses études menées Outre-Atlantique faisant toujours appel à la théorie de la contagion, mais dans le cadre plus large de l'étude du comportement collectif. Park et Burgess seront les premiers, dans leur ouvrage de 1921 (*Introduction to the Science of Sociology*), à utiliser le concept de comportement collectif¹ en innovant de deux manières par rapport à la psychologie des foules. Tout d'abord, la foule est désormais étudiée comme un des aspects du comportement collectif, qui recouvre également d'autres phénomènes comme le public et les mouvements sociaux. Ensuite, alors que la psychologie des foules insistait sur le caractère négatif et destructeur de ces regroupements, les travaux de Park et des théoriciens qu'il a inspiré considèrent le comportement collectif comme potentiellement créateur en tant que vecteur du changement social : selon la définition de Park, le terme de "comportement collectif" correspond à "ces phénomènes qui expriment de la manière la plus évidente et élémentaire les processus par lesquels les sociétés sont désintégrées et réduites à leurs éléments constitutants et les processus par lesquels ces éléments sont à nouveau reliés entre eux dans de nouvelles relations pour former de nouvelles organisations et de nouvelles sociétés"².

E. Blumer et la réaction circulaire : élève de Park et tenant de l'école de Chicago, Blumer (1951 ; 1957) développe

¹ - Pour une revue critique plus complète de l'école du comportement collectif, voir par exemple Marx & Wood (1975) : "Strands of Theory and Research in Collective Behavior", *American Review of Sociology*, 1, pp 368-428.

² - Burgess & Park (1921, pp 440-441).

ces nouvelles orientations tout en cherchant à en préciser le cadre général. Il reprend l'idée du comportement collectif en tant que mécanisme d'innovation. Ce dernier est le résultat d'un malaise social ("social unrest"), état "inorganisé, non réglé, fluide¹ et actif" (1951, p 173), d'où émergeront de nouvelles formes de comportement collectif organisé. Par ailleurs il distingue, dans une sorte de classement hiérarchique, des formes plus ou moins élémentaires de comportement collectif : la foule, le public ou la masse font partie de ces groupements élémentaires, alors que les mouvements sociaux méritent un traitement spécifique (en cela il reprend la distinction de Park). Le principal trait distinctif de ces derniers tient à leur aspect volontariste : ils constituent des "entreprises collectives pour établir un nouvel ordre de vie" (ibid., p 199). Blumer identifie leur origine dans les *changements culturels* ("cultural drifts") qui provoquent l'insatisfaction à travers la nouvelle conception d'eux-mêmes que développent les individus. Naissent alors les "mouvements généraux" (mouvement ouvrier, pacifiste, etc.), inorganisés et tâtonnants mais qui constituent la base des "mouvements sociaux spécifiques", lesquels possèdent toutes les caractéristiques de "sociétés en miniature" (p 214), à savoir des objectifs précis, une organisation, une culture, une conscience d'appartenance et un leader. A cette classification, Blumer ajoute les "mouvements expressifs" - mouvements religieux et mouvements de mode -, transposition de sa distinction entre "foule agissante" et "foule expressive".

A côté de cette démarche typologique classique, Blumer nous offre les premiers développements sur ce que d'autres appelleront les "gratifications de la participation" (Turner &

¹ - Ce terme n'est pas sans rappeler l'identification par Michel Dobry (1986) des situations de crise politique comme des "situations fluides".

Killian, 1972), à savoir "l'esprit de corps", qu'il décrit comme "une forme d'enthousiasme de groupe" (p 208) naissant de l'identification d'un bouc émissaire, de l'amitié informelle entre membres d'un même mouvement et des rituels mis en oeuvre. L'esprit de corps est indispensable pour renforcer la solidarité et "donner de la vie à un mouvement", alors que le moral, à savoir le développement d'une attitude sectaire et d'une foi quasi-religieuse (basée sur une série de convictions comme la droiture des buts du mouvement, la foi dans son succès inévitable et la croyance en une mission sacrée), lui donnent persistance et détermination.

Le principal apport de Blumer à une théorie des mouvements sociaux tient certainement dans cet essai d'identification des mécanismes qui y sont à l'oeuvre. Mais Blumer reste tributaire de la psychologie des foules. *La réaction circulaire*, qu'il identifie comme un mécanisme élémentaire présent avec plus ou moins d'acuité dans toutes les formes de comportement collectif rappelle étrangement l'idée de la suggestion hypnotique. Il pose une nette différenciation entre ce type d'interaction agissant dans les situations de comportement collectif où "la réponse d'un individu reproduit la stimulation provenant d'un autre individu et qui, en étant renvoyée à cet individu, renforce la stimulation" (p 170) et l'interaction interprétative, mécanisme élémentaire des situations normales. Par ailleurs, dans son analyse des déterminants des mouvements sociaux, Blumer n'explicite pas le lien qu'il fait entre changements culturels et situations matérielles, alors même qu'il identifie les "situations d'injustice objective non perçues" comme potentiellement porteuses d'agitation¹. Enfin, Blumer nous offre

¹ - "L'agitation opère dans deux types de situations. L'une d'entre elles est une situation marquée par l'abus, la discrimination inéquitable et

une vision très naturaliste des mouvements sociaux, avec l'idée de stades différents par lesquels passerait tout mouvement social, allant de l'agitation sociale à l'institutionnalisation¹.

Les études se rattachant à la théorie de la contagion présentent plusieurs inconvénients ; tout d'abord, elles reposent de manière évidente sur des présupposés idéologiques à peine voilés ; ensuite, elles ne présentent pas de cadre d'analyse sociologique cohérent, mais bien plutôt une suite d'intuitions et de remarques. Enfin, aucun des auteurs dont nous avons parlé ne s'est appliqué à un quelconque effort de validation empirique. Tout en continuant à porter leur intérêt sur les déterminants psychologiques de la mobilisation, d'autres auteurs chercheront à pallier à ces carences.

l'injustice, mais que les gens trouvent tellement naturelle qu'ils ne se posent pas de questions à son sujet. Alors, bien que la situation soit potentiellement chargée de souffrance et de protestation, les gens restent inertes. La représentation qu'ils se font de leur situation les incline à l'accepter"(p 204).

¹ - Dawson & Gettys (1935) : *Introduction to Sociology*, Ronald Press Co., New York, pp 787-803. Cf aussi Brinton (1965, 1^{re} édition en 1938) et la critique des théories de l'histoire naturelle dans Dobry (1986), pp 62-64.

Chapitre II

LE DEVELOPPEMENT DES TRAVAUX SUR LE COMPORTEMENT COLLECTIF AUX USA

Tout en continuant à accorder une place primordiale aux phénomènes émotionnels dans l'explication du comportement collectif, les chercheurs s'efforceront par la suite de fonder plus scientifiquement leurs travaux. C'est le cas en premier lieu des théoriciens de la société de masse qui s'attachent à repérer les déterminants structurels de l'action collective. Smelser, quant à lui, partage le même type d'intérêt mais le développe à partir d'un cadre d'analyse systémique inspiré de Parsons. D'autres auteurs, comme Ted Gurr et les tenants de la théorie de la frustration relative, s'attachent à expliquer l'engagement par la perception que les individus ont de leur situation. Enfin, Turner et Killian

intègrent dans leur théorie de la norme émergente une certaine rationalité de l'acteur. Tous restent pourtant fondamentalement attachés à un type d'analyse micro-sociologique dans lequel les déterminants majeurs de l'action collective ne sauraient être cherchés ailleurs que dans la psychologie des individus, même si l'on admet parfois que le comportement de chacun peut être influencé par les conditions macro-structurelles du moment.

W. Kornhauser et la société de masse : après la seconde guerre mondiale et l'expérience traumatique du fascisme et de l'hitlérisme, se développe aux Etats-Unis tout un courant d'interprétation de la société dite de masse. Malgré leurs peu de liens directs avec les études du comportement collectif, les théoriciens de cette école prolifique s'inscrivent dans le cadre interprétatif de l'atomisme psychologique, notamment par la place primordiale accordée aux phénomènes émotionnels dans les processus de mobilisation. *The politics of mass society* de William Kornhauser est sans doute un des ouvrages les plus achevés et les plus sociologiques de ce courant. Il nous a semblé à propos d'en rendre compte ici dans la mesure où ce livre traite des *mouvements extrémistes de masse*. Ces mouvements apparaissent selon Kornhauser dans un type particulier de société, la société de masse, sorte d'intermédiaire entre la société pluraliste et la société totalitaire. Elle est caractérisée, comme la société pluraliste, par des *élites accessibles* (participation des non-élites à la sélection des élites) et, comme la société totalitaire, par des *non-élites échappant au contrôle social* (en raison de leurs faibles liens sociaux et psychologiques avec la société).

Le contact direct entre élites et non-élites est dû à la *faiblesse des structures intermédiaires*¹. En effet, les structures intermédiaires indépendantes protègent les élites en canalisant la participation populaire, en répondant elles-mêmes aux besoins des individus et d'une manière générale en consolidant le système d'autorité. Elles constituent également une protection pour les non-élites dans la mesure où la compétition entre elles limite le pouvoir de chaque groupe, y compris celui des élites. En un mot, les structures intermédiaires servent de médiation entre l'individu et l'Etat, ou plutôt entre le groupe primaire et l'Etat. Car ce n'est pas tant l'absence de relations personnelles que leur isolement qui est caractéristique de la société de masse. En cela, Kornhauser développe une idée moins naïve que certains de ses prédécesseurs, lesquels voyaient dans l'individu isolé la cible première des mouvements de masse. Pour Kornhauser, l'isolement interne a pour résultat la déviance personnelle et ne devient dangereux que s'il est combiné avec l'isolement externe par rapport aux législateurs.

Cette analyse structurelle des déterminants des mouvements de masse est cependant dominée par la traditionnelle approche psychologique postulant l'irrationalité de l'acteur : l'isolement de l'individu est subjectif en même temps qu'objectif.

¹ - Ce sont l'urbanisation, l'industrialisation, la dépression économique ou la guerre qui, en introduisant des discontinuités dans le processus social, affaiblissent les structures intermédiaires. Kornhauser exprime ici, à propos de la dépression économique, des préoccupations que l'on rapprochera sans mal des théories de la frustration relative (cf supra) : un niveau constant de pauvreté favorise la stabilisation des relations sociales et culturelles. Mais si les conditions économiques viennent à changer, les gens sont alors plus susceptibles de se sentir frustrés (souligné par nous) et anxieux, car ils comparent leur sort avec ce qui devrait être leur légitime condition et avec d'autres classes et d'autres pays qui jouissent d'un niveau de vie supérieur" (pp 159-160).

Dans la société de masse, l'aliénation sociale a pour effet l'aliénation individuelle, c'est-à-dire la formation d'une personnalité non intégrée à l'organisation sociale. L'aliénation se traduit par une grande perméabilité de l'individu et une anxiété diffuse qui favorisent la *manipulation*. Pour réduire son anxiété, l'individu se réfugiera soit dans l'apathie, soit dans l'activisme, ce qui explique le caractère fortement instable du comportement de masse, l'individu passant sans transition d'un état à l'autre.

Enfin, Kornhauser fait appel à une sociologie des individus engagés dans les mouvements de masse : si les mouvements totalitaires ont tendance à recruter dans toutes les catégories sociales les individus les plus déracinés, certaines sont plus susceptibles que d'autres d'y adhérer, comme les intellectuels indépendants, les gros industriels à la fortune récente, les petits travailleurs indépendants (artisans, commerçants...), les petits exploitants agricoles et les travailleurs non qualifiés, dans la mesure où ces catégories sont les plus menacées par la crise, le développement du capitalisme et la marginalité.

L'un des principaux mérites de Kornhauser est, dans notre optique, de présenter une théorie extrêmement claire des déterminants des mouvements de masse en étant un des premiers à mettre l'accent sur leurs déterminants structurels. Pourtant, son hypothèse centrale, à savoir la faiblesse des structures intermédiaires comme principal facteur de l'apparition des mouvements totalitaires, s'est révélée empiriquement inexacte. Les travaux de Allen¹ sur la ville allemande de Thalburg dans les

¹ - Allen (1965) : *The Nazi Seizure of Power : The Experience of a Simple German Town*, Chicago.

années trente, tout comme ceux de Hagtvet¹, ont montré que la mobilisation hitlérienne s'était développée essentiellement là où la participation dans des organisations secondaires était élevée. Les structures intermédiaires, loin d'être un rempart contre l'engagement dans les mouvements totalitaires, l'ont au contraire favorisé.

Mais le principal problème que pose la théorie de Kornhauser est son ignorance délibérée du politique. En premier lieu parce qu'elle ne permet pas de prédire dans quel sens ira l'engagement, qui peut se faire indifféremment dans les partis nazis ou communistes dans des conditions de masse. Mais aussi parce qu'elle passe sous silence tout conflit pouvant exister entre les différentes élites. Kornhauser développe en effet une vision très unitaire et fonctionnaliste de l'élite, considérée de manière très vague comme "les personnes qui en vertu de leur position sociale ont une responsabilité spéciale vis-à-vis des normes dans un contexte social donné". Enfin, la théorie de Kornhauser repose implicitement sur une idéologie libérale dix-neuviémiste, considérant que l'harmonie naturelle des intérêts dans la société est une chose acquise. En ce sens, les ruptures politiques ne peuvent pas provenir des conflits sociaux en tant que tels mais uniquement de l'affaiblissement des liens sociaux. Ceci a une conséquence sur sa vision des structures intermédiaires (et de leurs liens avec les élites), considérées avant tout comme facteurs d'intégration et non comme moyen d'obtenir satisfaction sur des revendications. Kornhauser s'interdit ainsi d'étudier sur le même plan mouvements de masse - qui vont à l'encontre de

¹ - Hagtvet (1980) : "The Theory of Mass Society and the Collapse of the Weimar Republic : A Re-examination", in Larsen, Hagtvet, Myklebust (eds), *Who where the Fascists. Social Roots of European Fascism*, Universitetsforlaget.

l'intégration puisqu'ils sont profondément révolutionnaires et qu'ils utilisent la violence¹ - et ce qu'il nomme "structures intermédiaires" mais qui peuvent être considérées comme recouvrant toutes les autres formes de mobilisation. En conséquence, il perd tout le bénéfice d'un certain nombre d'intuitions judicieuses sur la mobilisation, comme par exemple l'intentionnalité de l'engagement dans les structures intermédiaires, ou bien encore l'importance de la solidarité préalable pour les phénomènes de mobilisation².

L'analyse systémique de N. Smelser : c'est Neil Smelser le premier qui, au début des années soixante, cherchera dans ses travaux à intégrer au paradigme du comportement collectif les premiers éléments d'une étude des déterminants structurels de l'action collective. Dans son livre de 1962 (*Theory of Collective Behavior*), il tente de construire un système global d'explication des comportements collectifs en s'inscrivant dans un cadre d'analyse systémique hérité de Parsons, son maître à Harvard. En rupture avec le courant dominant, Smelser affirme d'abord qu'une action collective ne se définit pas par des

caractéristiques physiques ou temporelles¹. En découle un rejet des explications en termes de communication et d'interaction (théories de la contagion ou de la réaction circulaire) : "Pour qu'une action devienne collective, bien sûr, il faut que soient disponibles certains moyens de communiquer et de pousser les gens à agir ensemble. Pourtant, aucune forme de communication ou d'interaction ne saurait constituer une caractéristique de la définition du comportement collectif". Au total, les caractéristiques déterminantes de l'explication ne sont pas seulement d'ordre psychologique mais aussi de nature sociale : "Bien que nous reconnaissons l'importance des variables psychologiques dans le comportement des foules, on doit introduire des déterminants au niveau social si l'on veut obtenir une explication adéquate du comportement collectif. Si l'on s'en tient seulement aux variables psychologiques, il n'est pas possible de faire la part des occasions dans lesquelles ces variables se manifesteront d'elles-mêmes et celles dans lesquelles elles ne seront pas activées".

Pour construire son système d'explication, Smelser s'appuie directement sur la théorie de l'action élaborée par

¹ - On ne peut résister à l'envie de citer, à propos des mouvements de masse, ces phrases terriblement naïves de Kornhauser : "dans les mots et les faits, la violence est la marque des mouvements de masse qui n'utilisent pas les moyens institutionnels de protestation" (p 46) ; "le fascisme et le communisme sont extraordinaires en cela qu'ils agissent contre l'ordre constitutionnel en même temps qu'ils ne respectent pas ses règles" (p 123).

² - "(...) la combinaison de contacts internes et d'un isolement externe facilite le travail de l'agitateur de masse. (...) C'est là où les gens sont réunis en nombre mais possèdent peu de relations avec la société au sens large que l'on trouve les plus fortes opportunités d'une mobilisation d'un mouvement de masse par les meneurs" (p 218).

¹ - "Aller au delà des caractéristiques physiques et temporelles propres à un épisode donné ne revient pas pour autant à nier que ces facteurs physiques et temporels affectent les comportements collectifs. Le nombre et la nature des possibilités de sortie, par exemple, sont importants pour déterminer si une panique aura lieu ou pas. La présence physique d'autres individus a pour effet de faciliter la diffusion d'une rumeur bien plus sûrement que si ces individus étaient forcés de communiquer autrement que par des interactions de face à face. L'importance des réactions aux désastres dépend du caractère de l'événement et de l'étendue de la destruction des communications au sein de la communauté. Ces classes de facteurs affectent le déroulement, la forme et l'étendue des comportements collectifs. *Ils n'en sont pas, pourtant, des caractéristiques essentielles*", in Smelser (1962, p 10).

Parsons et Shils¹. Placée au niveau du système social, l'analyse ne porte pas sur l'étude de la personnalité individuelle mais sur les relations entre acteurs. L'unité d'analyse est donc celle des rôles, des organisations, des normes et des valeurs. Le comportement collectif se définit dès lors comme "une mobilisation non-institutionnelle tournée vers l'action dans le but de modifier une ou plusieurs sortes de tensions, sur la base d'une reconstitution généralisée d'un des composants de l'action".

Au principe de cette définition, on trouve une conception très parsonienne du système social conçu comme situation d'équilibre auto-régulé. Sous l'influence d'une tension donnée (strain)², le système social peut se trouver cependant brusquement déséquilibré, nécessitant alors un ajustement des valeurs et des normes. C'est dans le but de réduire ces tensions que les mouvements sociaux se déclenchent. Cette vision structuro-fonctionnaliste se fonde sur une conception des *composantes de l'action sociale* avec, classées hiérarchiquement, les valeurs (sources générales de la légitimité), les normes, les motivations individuelles et les ressources de la situation (situational facilities), lesquelles recouvrent le niveau d'information, les moyens et les obstacles dans la recherche de buts concrets. A chacune de ces composantes correspond un type de mobilisation, étant donné qu'un mouvement collectif cherche par nature à "reconstruire un ordre social perturbé". Sont ainsi distingués les mouvements orientés vers la restauration ou la

¹ - "(La théorie de l'action) comprend la conduite des organismes vivants comme orientée vers la réalisation de fins dans des situations, et ce au moyen de dépenses d'énergie normativement régulées" in Parsons & Shils (1951) : *Toward A General Theory of Action*, Cambridge, Mass.

² - On trouve le même type d'analyse structuro-fonctionnaliste dans Johnson (1966) : *Revolutionary Change*, Boston, Little Brown.

création de valeurs ou de normes, les explosions collectives (hostile outbursts), les engouements (craze) et les phénomènes de panique.

Les situations de tensions peuvent entraîner soit des comportements collectifs soit des comportements institutionnalisés, c'est-à-dire culturellement prescrits et normés. La différence majeure entre ces deux types de réponses réside dans le caractère progressif et réfléchi de la réaction insitutionnalisée et l'aspect brouillon, irrationnel, de l'action collective. En effet, selon Smelser, le comportement collectif obéit à un phénomène de *croissance généralisée* (generalized belief) qui, en même temps qu'il désigne des responsables imaginaires ou réels de la tension subie, met en avant des solutions radicales perçues comme seules possibles et efficaces¹. "Une croyance généralisée est un mythe destiné à mobiliser les gens. Il contient des éléments de pensée magique et d'omnipotence", commente Gamson (1975, p 132).

Focalisant son attention sur le comportement collectif, Smelser élabore un schéma explicatif des déterminants de l'action collective autour d'une analogie économique avec le cycle de fabrication d'un produit (logique de la valeur ajoutée, pp 13-14). La mobilisation collective dépend d'abord de la conductibilité structurelle (*structural conduciveness*), c'est-à-dire des types de comportement possibles dans une configuration sociale donnée. Dans le cadre de ce champ des possibles, l'apparition d'une tension structurelle (*structural strain*) constitue un facteur nécessaire mais non suffisant de mobilisation². Pour qu'une action collective se mette en place, il faut qu'intervienne le

¹ - Smelser (1962, p 132).

² - Ibid., p 16.

développement et la diffusion d'une croyance généralisée. Cela signifie qu'avant que les protestataires puissent agir pour modifier une situation à leur désavantage, il leur faut en déterminer la raison par l'attribution de responsabilités signifiantes : "la croyance généralisée identifie les sources de la tension et spécifie certaines réponses à la tension considérées comme possibles ou appropriées" (p 16). A ces déterminants majeurs s'ajoutent des *facteurs catalyseurs*, la *mobilisation des participants pour l'action* et le *degré de contrôle social*¹. Conformément à la logique de la valeur ajoutée, les déterminants se succèdent, l'activation de l'un d'entre eux ne pouvant intervenir avant celle du précédent. Pour autant, un déterminant peut très bien préexister à celui qui le précède dans le schéma de mobilisation : "en bref, la logique de la valeur ajoutée pose une séquence définie pour l'activation des déterminants, mais pas pour l'établissement empirique des événements et des situations"².

Au total le système d'analyse de Smelser, tout entier bâti autour d'une conception structuraliste de la nature des sociétés et du changement social, a le mérite d'insister sur les facteurs sociaux des phénomènes de mobilisation, renvoyant à l'arrière plan le cadre d'explication de l'atomisme psychologique. Pour autant, le système smelserien demeure problématique au regard de son orientation systémique, s'agissant notamment de sa

¹ - Smelser distingue deux niveaux du contrôle social avec d'une part le contrôle qui cherche à prévenir les mobilisations (réformes par le haut, répression préventive) et le contrôle qui gère les mobilisations (répression ouverte, négociation), *ibid.*, p 17.

² - *Ibid.*, p 20.

vérification empirique¹. Mais plus directement Smelser fait preuve des mêmes préjugés idéologiques négatifs vis-à-vis des mouvements sociaux que ses devanciers. La mobilisation irrationnelle et irréaliste y est toujours opposée à une action institutionnalisée rationnelle (cf Dobry, 1980). En ce sens, Smelser s'inscrit bien, quoique de façon quelque peu atypique, dans le cadre de référence de l'école de Chicago.

Les théories de la "privation relative" : un autre type de travaux s'inscrit dans la lignée du courant du comportement collectif, même s'il emprunte son cadre de référence à une tradition théorique encore différente, celle de "l'apprentissage social". Selon les auteurs de ce courant, les mouvements collectifs proviennent d'une communauté d'expérience et de l'activation de prédispositions existantes et partagées (qu'il s'agisse d'une classe sociale, d'une appartenance ethnique, d'un type ou d'un niveau de revenu, etc.). L'explicandum de la mobilisation ne se construit donc plus autour de la contagion mais de la *convergence* selon l'expression de Turner & Killian (1972)². A cela s'ajoute le postulat d'ordre psychologique hérité des travaux de Dollard (1939) et Berkowitz (1962) selon lequel les conduites agressives observables chez l'individu et dans les foules sont des réponses à un état de frustration, cet état étant bien souvent au principe de la communauté d'expérience nécessaire à toute action collective³.

¹ - Pour une discussion des problèmes posés par l'analyse interactionniste, cf Salert (1976, pp 75-95) à propos de Johnson (1966), *op. cit.*

² - "Les théories de la convergence rendent compte du comportement collectif sur la base de la mise en oeuvre de prédispositions existantes que plusieurs personnes partagent sous la forme de tendances latentes", p 19.

³ - Cf notamment les travaux de Davies (1962), Geschwender (1968), Feierabend, Feierabend & Nesvold (1969), Gurr (1969 ; 1970).

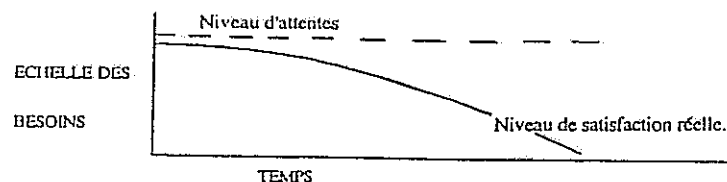
Ted Gurr est sans doute celui qui a mené le plus loin ce type de recherche, notamment dans *Why Men Rebel ?* (1970). Dans ce livre qu'il consacre à l'étude des formes de violence collective, Gurr part d'une triple interrogation : quelles sont les sources psychologiques et sociales du potentiel de violence collective ? Qu'est-ce qui détermine le passage de la violence collective à la violence politique ? Quelles conditions sociales affectent la forme, l'ampleur et donc les conséquences de la violence ainsi mise en oeuvre ?

Gurr analyse les dispositions à la violence comme un jeu de relations complexes entre des propriétés psychologiquement déterminées. Partant du schéma "frustration-agression", il construit sa théorie autour du concept de frustration relative, laquelle se définit comme le décalage *perçu* par les acteurs entre leurs aspirations et ce qu'ils sont en mesure d'obtenir¹. Allant plus loin, il détermine trois modèles de déséquilibre entre attentes et niveau de satisfaction. Dans le premier, les possibilités de satisfaction sont perçues comme déclinantes alors que le niveau d'exigence reste le même (*decremental deprivation*). Dans le second, c'est le niveau d'exigence qui croît alors que les niveaux de satisfaction stagnent (*aspirational deprivation*). Enfin, le troisième modèle est une transposition de la fameuse courbe de Davies (1962) : une augmentation substantielle des attentes et de la satisfaction est suivie d'une chute brutale de cette dernière

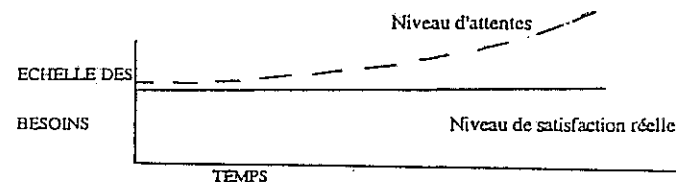
¹ - "Le préalable central de la théorie fait de la privation relative la précondition de tout conflit civil violent. La privation relative se définit comme la perception par les acteurs d'un décalage entre leurs attentes (value expectations) et les possibilités offertes à eux par leur environnement. Les attentes sont les biens et les conditions de vie dont les gens s'estiment en droit de bénéficier. C'est à partir de l'observation de l'environnement physique et social que les gens le déterminent.", Gurr (1967, p 3). A partir du même point de départ, Geschwender (1968) élabore une théorie un peu différente (réduction à la dissonance cognitive).

alors que les attentes continuent à croître (*progressive deprivation*)¹.

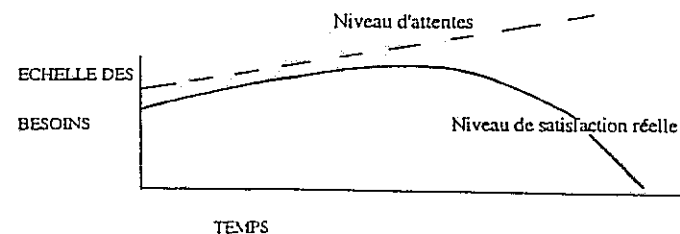
LES TROIS MODELES DE FRUSTRATION RELATIVE



MODELE 1



MODELE 2



MODELE 3

Gurr, (1970, pp 47, 51 et 53).

¹ - Sur la théorie de la courbe en J, cf Dobry (1986, pp 52-56).

Quelle qu'en soit l'origine, la frustration relative débouche sur la violence collective, laquelle est plus ou moins marquée selon l'intensité et l'étendue de la frustration. Mais le mécontentement demeure à ce stade un potentiel non structuré. Reste à savoir comment les sentiments et les attitudes en viennent à se focaliser sur des objets politiques. Deux hypothèses rendent compte de la politisation du mécontentement. Le recours à la violence politique varie d'une part selon *le système de normes en vigueur* (justifications plus ou moins admises du recours à la violence) et, d'autre part, en fonction d'un *système de raisonnement spéculatif sur l'utilité stratégique* de l'usage de la violence (justifications utilitaires). Si la deuxième hypothèse ne débouche pas sur une véritable interrogation, la première est l'occasion d'une analyse culturelle de l'acceptation ou du refus de la violence qui insiste sur les mœurs et l'histoire d'une communauté donnée¹. S'appuyant sur les travaux d'historiens², Gurr montre d'abord que la légitimation de la violence dans une société donnée est d'autant plus probable que celle-ci a précédemment été employée avec succès³.

On trouve là des développements éclairants sur les phénomènes de "mémoire manifestante" et, plus largement, sur l'idée d'un apprentissage et d'une diffusion imitative des répertoires d'action. Enfin, aux traditions culturelles s'ajoute une série d'autres facteurs comme l'existence d'idéologies

¹ - Sur la distinction entre l'école de l'agressivité individuelle qui explique l'agression en termes d'expérience individuelle, essentiellement dans le premier âge, et l'école culturelle, cf Klineberg (1950) : *Tensions Affecting International Understanding : A Survey Research*, NY, Social Science Research Council, p 188.

² - Notamment Rudé (1964) et Tilly (1986, a, 1^{re} édition en 1964).

³ - Gurr reprend ici les remarques d'Eckstein (1965, pp 150-151) sur le lien entre occurrence de violences antérieures et développement d'attitudes tournées vers la violence.

contestataires puissantes, de réseaux de communication utilisables par les opposants, la conviction que la violence peut être efficace.

Au total, le travail de Gurr, bien que centré sur l'analyse des violences, débouche sur une théorie élaborée dont le principal mérite est sans doute de rompre avec l'idée d'une dissociation nette entre comportements de foules et comportements normaux. Pour autant, on peut s'interroger sur l'apport de la théorie de la frustration relative à la connaissance des mouvements sociaux, comme l'ont déjà fait de nombreux auteurs¹.

D'abord ce courant n'envisage l'émergence des mouvements sociaux que sur le mode d'une éruption colérique, méritant à ce titre le surnom ironique de "modèle volcanique" attribué par Aya (1979). Cette vision procède d'une *conception psychologique* selon laquelle le potentiel de révolte d'un groupe dépend du niveau général de colère individuel, qui varie avec la somme des privations relatives de chacun (à ce propos, Gurney & Tierney (1982) qualifient justement cette théorie "micro" de *nominalisme et de réductionnisme*). Or, on peut aussi se demander si l'application à des situations collectives de concepts forgés et éprouvés pour l'étude des interactions interpersonnelles ne relève pas tout simplement de l'analogie². Cette approche

¹ - Cf Turner & Killian (1972), Mac Carthy & Zald (1973), Berk (1974), Orum (1974), Aya, (1979) et plus récemment Gurney & Tierney (1982).

² - La confusion entre les deux niveaux d'analyse a été justement soulignée par Salert : "les hypothèses du modèle frustration-agression, qui sont au fondement des mécanismes causaux dans la théorie de Gurr, sont des hypothèses axées sur les comportements individuels. Mais la théorie de la violence politique cherche à expliquer le comportement de vastes groupes. Elle expose, fondamentalement, les conditions sociales affectant l'étendue de la violence politique dans une société donnée (...). Même les individualistes les plus acharnés, pourtant, ne proclameraient pas que les

explique encore que l'on s'attache toujours plus à l'étude des *perceptions*, de "l'état d'esprit", plutôt qu'aux "conditions objectives" d'une société donnée pour rendre compte d'une mobilisation (Cf par exemple Davies, 1962).

Même si l'on fait abstraction de ces critiques fondamentales portant sur les présupposés de la théorie, il apparaît que la cohérence interne du modèle est parfois chancelante. D'abord, la démonstration reste floue sur la *nature des relations entre conditions objectives et perceptions*. Cela pose un problème de taille puisque les études empiriques déduisent généralement le degré de privation relative perçu de l'état observable des conditions objectives...

Ensuite, *le passage de la privation relative à la mobilisation n'est pas clairement explicité*. Il est clair que par rapport aux travaux précédents, Gurr introduit une dimension comparative et une rigueur analytique que lui permet l'analyse multivariée. Pourtant les résultats d'une telle méthode sont finalement assez limités dans la mesure où il est impossible d'en tirer des informations sur le processus de la mobilisation et sur les interactions entre mouvements et opposants, sachant qu'il s'agit toujours de données agrégées. Il est possible de travailler sur l'intensité de la violence, sur ses relations avec une série d'indicateurs économiques ou de facteurs politiques. Mais rien ne peut être dit sur la manière dont les processus se déroulent, sur les responsables de la violence, etc. Par ailleurs, comment une part donnée de la population en vient-elle à partager une perception de l'illégitimité d'une situation ? Comment passe-t-on de sentiments isolés à une volonté d'agir ensemble ? Enfin,

lois du comportement des groupes doivent s'analyser dans les mêmes termes que les lois du comportement individuel.", Salert (1976, p 64).

plusieurs auteurs ont montré que la frustration pouvait déboucher sur autre chose que l'agression. Lupsha explique par exemple que l'on peut très bien avoir été socialisé en vue d'accepter la frustration comme un donné inévitable, voire légitime, en même temps que l'on peut être amené à considérer la violence comme impropre à faire advenir tout changement. Aussi bien, il est des cas où l'agression n'est précédée d'aucune situation de frustration...

L'ensemble de ces difficultés théoriques explique sans doute le caractère peu convaincant des études empiriques menées par les théoriciens de la convergence. *La construction des indicateurs de frustration est fragile*, toujours différente d'un auteur à l'autre et rarement adaptée aux phénomènes que l'on cherche à expliquer (Gurr par exemple déduit la privation relative d'indicateurs économiques et politiques ; dès lors, le fait de mettre l'accent sur les perceptions ne conduit pas forcément à les mesurer...). De ce point de vue, la théorie a échoué dans sa tentative de relier des états psychologiques à des conditions sociales préexistantes. Enfin, la théorie de la convergence part d'abord d'un mouvement social donné pour y déceler ensuite des niveaux de frustration censés être explicatifs. C'est qu'il est impossible d'évaluer le degré et l'existence même d'une frustration en dehors des conflits politiques censés en découler. La démonstration se faisant toujours post hoc, on a le sentiment d'assister à l'exposé d'une auto-prophétie réalisée.

Turner et Killian et la théorie de la norme émergente : certains auteurs, conscients des limites de l'atomisme psychologique, ont essayé de renouveler le modèle tout en en restant largement tributaire. C'est le cas notamment de Turner et Killian, qui introduisent dans leur modèle la notion de

rationalité de l'acteur. Alors que les théoriciens de la convergence et ceux de la contagion insistaient sur la survenance de comportements individuels identiques au sein des situations de comportement collectif, Turner et Killian renversent la perspective et *mettent l'accent sur la diversité des motivations et des comportements individuels* dans de telles situations. Dès lors, l'impression d'unanimité qui se dégage des foules, des publics ou des mouvements sociaux est due non plus à la juxtaposition de comportements individuels identiques mais à l'existence *d'un phénomène social, l'apparition d'une nouvelle norme* qui, tout comme dans les situations normales, agit sur les comportements individuels¹ : "le comportement collectif diffère du comportement social normal par la vitesse à laquelle les nouvelles normes émergent et par la manière dont le contrôle social opère, non pas par l'absence ou la présence de formes totalement différentes de contrôle social"².

L'émergence d'une norme situationnelle est donc la caractéristique principale du comportement collectif. Elle lui confère en particulier son caractère instable, étant donné la rapidité de son émergence. Une foule ou un public peuvent ainsi se transformer en groupe protestataire, tout comme un groupe protestataire peut devenir un groupe institutionnalisé ; par ailleurs les rôles, l'appartenance, le leadership, sont mouvants. L'émergence explique également l'importance de phénomènes comme la rumeur ou le "fourmillement" (milling process), non

¹ - "Une approche en termes de norme émergente traduit l'observation empirique selon laquelle la foule se caractérise non par l'unanimité mais par des attitudes différenciées, avec la présence dans une foule d'individus dissemblables, réagissant différemment, participant pour des motifs divers et dont même les actions divergent.", Turner & Killian (1972, p 22).

² - Turner & Killian, (1972, p 61).

plus comme processus permettant la contagion¹, mais comme assurant "le développement d'une définition collective de la situation" à travers une "interaction symbolique" (Turner & Killian, 1972, p 41). D'une manière plus générale, toutes conditions autorisant la communication spontanée, comme par exemple l'existence préalable d'un groupe homogène, favorisent ce processus de définition collective de la situation qui donne naissance à la nouvelle norme.

Les deux auteurs repèrent également des causes structurelles du comportement collectif. Deux éléments interviennent : une *structure sociale défaillante*² et un *ordre normatif inadéquat*³ (1972, p 412), ces deux éléments étant liés puisque "l'organisation et la culture sont les deux faces d'un même phénomène" (1972, p 413). Ils sont à l'origine de la redéfinition collective de la situation, à travers la formulation d'un mécontentement et l'apparition de nouvelles perspectives culturelles. Ce modèle s'applique à toutes les formes de comportement collectif, et notamment aux foules, dont les deux auteurs distinguent, à la suite de leurs prédécesseurs, différents types : foule individualiste (exemple de la fuite-panique) et foule solidariste (différenciation et coopération), foule diffuse et foule compacte, etc. Mais Turner et Killian se penchent également sur les mouvements sociaux, qu'ils définissent comme "une

¹ - Cf la description par Blumer des mécanismes élémentaires du comportement collectif, Blumer (1951, pp 174-177).

² - Les causes de la défaillance de la structure sociale peuvent être, selon Turner et Killian, des phénomènes aussi divers qu'une redistribution du pouvoir, une efficacité diminuée du système économique, des catastrophes naturelles, des mouvements de population ou bien encore un ordre social rigidifié.

³ - Il peut être la conséquence des contacts avec une autre culture, des développements technologiques, du phénomène des générations ou bien encore d'un événement inattendu.

collectivité agissant avec une certaine continuité pour promouvoir ou résister à un changement dans la société ou dans le groupe auxquels elle appartient"¹. La particularité du mouvement social, par rapport aux autres formes de comportement collectif, tient à la fois à cette continuité d'action, qui fait du mouvement social la forme la moins instable des comportements collectifs, et à son rapport au changement : dans tout mouvement social, la norme émergente est *un sens différent de la justice*², qui permet de considérer comme injustes des situations auparavant attribuées à la malchance ou à la fatalité.

Mais les mouvements sociaux ne sont pas seulement "orientés vers les valeurs". Ils sont également "orientés vers le pouvoir" et "vers la participation", et ces trois tendances s'affrontent, l'équilibre - toujours instable - réalisé entre elles ayant des conséquences quant à la stratégie et aux buts du mouvement. Cet intérêt pour les stratégies développées et les moyens mis en oeuvre est un des aspects novateurs de l'ouvrage de Turner et Killian, qui opèrent une sorte de classification des mouvements, selon que l'une ou l'autre des tendances domine : c'est ainsi que les "mouvements de contrôle" ont avant tout pour but la prise du pouvoir, alors que les mouvements "orientés vers les valeurs" visent la transformation personnelle de leurs membres. Les mouvements "orientés vers la participation" ont tendance à favoriser l'utilisation de moyens expressifs mettant en scène l'engagement, au point que ces moyens deviennent des fins en eux-mêmes. Ces grandes orientations influencent pour partie les moyens mis en oeuvre, qui vont de la persuasion à la coercition, en passant par la négociation. Mais elles ne décident

¹ - Turner & Killian (1972, p 246).

² - "The revised sense of justice" (Turner & Killian, 1972, p 261).

pas en elles-mêmes de l'évolution des mouvements, que déterminent surtout leurs relations externes. C'est ainsi que les réactions du public, sa définition du mouvement (respectable, étrange ou révolutionnaire), et à partir de là les types d'opposition et de soutien rencontrés, agissent sur le caractère, l'organisation, les buts et les stratégies du mouvement.

Cette intervention des contraintes extérieures dans le cours d'un mouvement amène Turner et Killian à renoncer à la notion de "cycle de développement" des mouvements sociaux utilisée par les théories de la contagion et les théories de la convergence¹. Pourtant, ils n'en repèrent pas moins des processus spécifiques, comme la tendance au passage de mouvements "orientés vers les valeurs" à des mouvements "orientés vers le pouvoir", l'évolution des buts le long de deux continuums - des concessions au contrôle ou des concessions au séparatisme -, ou encore la tendance des mouvements à passer de programmes modestes et spécifiques à des idéologies plus ambitieuses.

L'ouvrage de Turner et Killian aborde également le problème de l'organisation et avec lui ceux de l'engagement et du leadership. Mis à part les rares "adhérents protestataires" (protest adherents) attirés quelque soit le type de mouvement, il n'existerait pas selon eux de prédisposition à la participation. Non seulement les motivations d'adhésion sont diverses, mais par ailleurs le mouvement lui-même modifie *l'attitude de ses membres*. En effet, toute une gamme de *mécanismes organisationnels* intervient pour consolider l'engagement, que ce

¹ - Blumer, par exemple, repère quatre étapes dans le développement d'un mouvement social : l'étape préliminaire de l'agitation sociale, l'étape populaire : la fabrication d'un mythe, l'étape de l'organisation formelle et l'étape institutionnelle.

soit l'expérience de la cohésion, qui donne une composante expressive à tout mouvement, ou bien les rétributions secondaires de la participation (prestige, postes...), ou bien encore les techniques qui enracinent l'identité individuelle dans le mouvement, comme les rites d'adhésion quasi-religieux ou le comportement cérémonial. Dans l'engagement comme au-dehors, l'acteur mélange donc "action rationnelle, irrationnelle et a-rationnelle" (c'est-à-dire sans rationalité mais pas pour autant irrationnelle), - pour reprendre une expression postérieure de Turner¹. Quant aux formes organisationnelles, visiblement secondaires pour les auteurs, elles varient selon la mission que s'est fixé le mouvement et suivent son développement. Le leadership évolue lui aussi avec le mouvement, et suivant les stades, le *rôle de symbole* et le *rôle de décideur* du ou des leaders prennent respectivement plus ou moins d'importance.

Au total, le principal apport de l'ouvrage de Turner et Killian est d'avoir cherché à concilier une approche psychologique avec la rationalité de l'acteur (qui participe pour des motifs divers et est sensible aux rétributions secondaires de la participation) dans l'analyse des phénomènes de comportement collectif. Pourtant, leur théorie de la norme émergente se révèle peu opérationnelle, ne serait-ce qu'en termes d'hypothèses directement falsifiables. Leurs cadres d'analyse sont beaucoup trop généraux : que recouvrent réellement, ou plus exactement empiriquement, des termes comme norme, structure sociale défaillante, ordre normatif inadéquat ? D'autre part, on peut se demander en quoi l'apparition de nouvelles normes est un trait spécifique des situations de comportement collectif telles qu'elles sont définies, à savoir comme différentes des "situations

¹ - Cf Turner (1981, p 6).

sociales". Le jeu intellectuel qui consiste à mettre en avant la "vitesse d'apparition des normes" est loin d'être convaincant, et d'autres ont montré depuis que les situations d'interaction génèrent des rôles, un consensus sur ces rôles et un certain nombre de contraintes, sans que l'on puisse pour autant parler de "norme" ou sans qu'il s'agisse de situations de mobilisation¹.

Conclusion : L'ensemble des travaux passés ici en revue a trop vite été considéré comme une préhistoire de la recherche sur les mouvements sociaux. Nous avons pu apprécier leur diversité et les voies souvent judicieuses qu'ils ont ouvertes. Néanmoins, les nombreuses critiques que leur adresse, à partir de la fin des années soixante, le nouveau paradigme de la mobilisation des ressources, sont largement fondées, même si elles ne s'appliquent pas toujours avec une égale pertinence à tous les auteurs. Pour résumer, quatre types de reproches ont été adressés aux théoriciens du comportement collectif.

Tout d'abord, *l'explication psychologique* aboutit à une confusion entre déterminants individuels et collectifs de l'action. Ceci a pour conséquence que la plupart des auteurs s'attachent en priorité à l'étude des interactions individuelles et à leurs conséquences subjectives plutôt qu'à celle des déterminants objectifs de l'action. Ensuite, les auteurs incriminés seraient coupables d'un *refus permanent du politique*, l'analyse de l'état social primant toujours sur l'étude d'un système politique spécifique, d'un équilibre donné des pouvoirs. Et lorsque l'on trouve chez les auteurs un aperçu des phénomènes politiques, ils sont toujours considérés comme des conséquences de déterminants psychologiques. Dans le même ordre d'idée, ces

¹ - Goffman (1973).

théories n'identifient jamais des groupes spécifiques agissant politiquement pour faire triompher leurs revendications et défendre leurs intérêts. Ces personnes formant des groupes, liant des alliances stratégiques, créant des partis, se trouvent dissoutes au sein de masses anonymes dont le dénominateur commun est une frustration partagée (Gurr, 1970), une semblable aliénation (Kornhauser, 1972) ou bien encore un quelconque sentiment "contagieux" (Le Bon, 1988 ; Blumer, 1951). Cette conception de l'acteur découle au fond du *refus de lui attribuer un comportement stratégique*. L'action collective ne saurait avoir de motivation profonde qu'irrationnelle¹, même si une fois dans l'action, le calcul rationnel est souvent à l'oeuvre dans l'élaboration des stratégies².

Enfin, les mouvements sociaux sont toujours analysés comme phénomènes d'exception, excédant les cadres normaux du jeu social. Symptômes de situations de crise, ils sont fortement opposés aux modes légitimes de participation démocratique. Cette conception repose sur l'a-priori idéologique implicite selon lequel seuls les canaux institutionnels peuvent contribuer au fonctionnement démocratique idéal (cf Lapeyronnie, 1988). La conséquence de ces présupposés de

¹ - On doit ici souligner l'originalité de Turner et Killian qui, nous l'avons dit, insistent sur la diversité des motifs individuels et sur les rétributions secondaires de la participation.

² - Ted Gurr écrit par exemple : "Il y a aussi un sens évidemment finalisé dans l'action de beaucoup de participants aux violences collectives, en ce sens qu'ils espèrent tirer de l'action violente une meilleure satisfaction de leurs attentes. Les leaders révolutionnaires détournent la colère de leur suiveurs au profit de leur volonté de prendre le pouvoir. Les émeutiers profitent du désordre pour piller les magasins (...). La nature et la force de ces objectifs constituent des déterminants majeurs de la forme et des tactiques de la violence collective. Mais dans la plupart des cas, ces déterminants renforcent ou canalisent la violence et constituent rarement un motif autonome de violence", 1970, p 36.

départ est que certains objets d'études sont privilégiés et d'autres laissés dans l'ombre. Ces théories restent fondamentalement attachées à une explication causale d'ordre micro-sociologique, alors même que, pour certaines du moins, les aspects macro-structurels ont été entrevus, voire intégrés au modèle (Smelser, 1962). Cette résistance du paradigme à l'introduction d'une nouvelle hiérarchie des facteurs déterminants s'est faite au détriment de l'analyse des stratégies mises en oeuvre par les mouvements et de leurs relations à l'environnement extérieur (médias, mouvements concurrents)¹. Par ailleurs, elles se focalisent exclusivement sur l'émergence des mouvements, faisant ainsi l'impasse sur leurs évolutions et leurs modes d'organisation.

¹ - Là encore, Turner et Killian font exception.

II

LE PARADIGME DE LA MOBILISATION DES RESSOURCES

Introduction : à partir du milieu des années soixante, le paradigme du comportement collectif est sérieusement battu en brèche sous l'action conjuguée de plusieurs facteurs. D'abord, comme nous le suggérons en introduction, il faut évoquer l'ampleur prise alors par l'action collective, ses modifications morphologiques, et l'influence que cette évolution put avoir sur les théories cherchant à rendre compte des phénomènes protestataires. C'est, tout au moins en partie, sous la poussée de "l'histoire réelle" que le champ de la sociologie de la mobilisation va connaître un renouvellement de ses instruments d'analyse et de ses enjeux théoriques. Mac Carthy et Zald écrivent à ce propos que "depuis quelques temps déjà, il y avait un hiatus dans l'étude des mouvements aux USA. Dans le feu de l'action militante, les leaders des mouvements d'ici et d'ailleurs ont tenté d'énoncer des principes généraux sur la tactique des mouvements, la stratégie et les dilemmes qui se posent dans un environnement hostile. Ces leaders - par exemple, Mao, Lénine, Saul Alinsky et Martin Luther King - s'efforcèrent d'énoncer des principes généraux et de mettre au point des lignes d'action. Les théories militantes insistaient sur les problèmes de la mobilisation, sur la cristallisation des mécontentements, sur les choix tactiques et sur l'infrastructure sociale et organisationnelle nécessaires au succès. En même temps, les sociologues qui en étaient restés à souligner les tensions structurelles, les croyances généralisées et la privation relative, passèrent largement à côté des problèmes et des dilemmes stratégiques qui se posaient alors aux mouvements sociaux"¹. Ce hiatus est d'autant plus

¹ - Mac Carthy & Zald (1977). Sur les effets pervers induits par la prise en compte, à partir des années soixante, de la parole des acteurs dans le discours savant (notamment la partition entre facteurs objectifs et facteurs

fortement ressenti aux Etats-Unis qu'il est mis en relief par la vague de contestation généralisée initiée dans le mouvement pour les droits civiques, puis dans les luttes étudiantes nourries de l'opposition à la guerre du Vietnam. A ces luttes, nombre d'enseignants et de chercheurs participent activement ; et, comme le fait remarquer Gamson (1975), il devint de plus en plus difficile pour les universitaires de s'impliquer dans la contestation tout en continuant à expliquer les phénomènes d'action collective par l'anomie, l'irrationalité ou le degré de frustration. "Beaucoup d'intellectuels travaillant dans cette ambiance participèrent activement aux luttes. Ils firent des piquets de grève pour boycotter les chaînes de magasins ségrégationnistes ou participèrent, dans le sud, au mouvement d'inscription des noirs sur les listes électorales. Ils organisèrent des grèves de loyer ou des sit-in contre l'enrôlement volontaire, pour la suppression des ROTC et des tas d'autres choses encore ; et s'ils ne participaient pas activement, ils parlaient aux militants. Tout cela n'encourageait pas à la conservation du paradigme du comportement collectif. Certains, bien sûr, ne trouvaient pas l'atmosphère politisée des campus à leur goût et étaient prêts à reprendre les vieilles armes intellectuelles pour combattre cette menace faite à la civilité politique. Mais les autres, plus favorables au Mouvement, n'étaient pas disposés à garder une explication qui les aurait stigmatisés, eux et nombre de leurs amis"¹. Par ailleurs, les difficultés des mouvements noirs ou étudiants à faire entendre leur voix remettent sérieusement en cause la théorie pluraliste de la participation politique sur laquelle

subjectifs), cf la dénonciation de "l'illusion héroïque" par Dobry (1986, p 81 et suiv.).

¹ - Gamson (1975, p 134).

la plupart des analystes de l'école du comportement collectif étaient d'accord (Kerbo, 1982)¹. La remise en cause de la théorie pluraliste eut pour effet le refus de la distinction prévalant jusqu'alors entre actions institutionnalisées et non institutionnalisées, faisant de l'action collective un mode légitime de participation et d'accès au politique (Gamson, 1975 ; Mac Adam, 1982).

Piven et Cloward écrivent, à propos de l'effet qu'eut la théorie élitiste² sur les sociologues de la mobilisation : "c'était une idée importante, et une fois qu'elle fut admise on ne fut pas long à penser que tant que les groupes défavorisés seraient soumis aux normes gouvernant le système représentatif, ils auraient bien peu d'influence. Il devint dès lors assez clair, tout au moins pour certains d'entre nous, que les tactiques de protestation qui défiaient les normes politiques n'étaient pas le fait de déséquilibrés et de fauteurs de troubles. Pour les pauvres, c'était bien le seul recours"³. Par ailleurs, la prise en compte, désormais centrale, des conditions environnementales dans lesquelles évoluent les différents groupes pour expliquer le recours à tel ou tel mode d'action eut pour effet d'orienter les préoccupations des chercheurs vers une analyse de ces cadres environnementaux, plus précise que ne l'avaient faite leurs

¹ - Pizzorno écrit à ce propos que "ce qui oppose (les théories de la privation relative et de la mobilisation des ressources) est la vision de la nature du système social. La théorie de la privation implique que l'ordre et l'équilibre social soient la norme. Lorsque l'équilibre est perturbé et lorsque le niveau normal de satisfaction et de consensus sociaux est altéré, des forces de réaction et de changement se développent, qui constituent justement les mouvements. Pour la théorie des ressources, à l'inverse, le conflit potentiel est constitutif de la société, ne varie pas de façon pertinente (...)", Pizzorno (1990, p 77).

² - Pour le même type de critique, cf par exemple Mills (1956).

³ - Piven & Cloward (1977, p 3).

prédécesseurs, notamment en termes de contraintes, de répertoires d'action disponibles et de structures des opportunités.

En même temps que l'évolution des faits sociaux contraint le paradigme à évoluer, on assiste au renouvellement des méthodes d'analyse par la prise en compte des travaux de l'école du choix rationnel¹. L'adoption des postulats de la théorie économique classique sur la rationalité de l'acteur et sur les facteurs de la participation offre au nouveau paradigme un modèle théorique fort permettant de se passer des approches en termes de comportement collectif. De ce point de vue, la parution de *La Logique de l'action collective* par Olson en 1966² apporte aux chercheurs à la fois une assise théorique importée des sciences économiques (Lapeyronnie, 1988 ; Balme, 1990) et un défi à relever, celui du paradoxe de l'action collective³.

Pour toutes ces raisons conjointes, les travaux de chercheurs proches de la contestation se multiplient alors, comme ceux de Flacks (1967), de Keniston (1968), de Caplan & Paige (1968) ou d'Eisinger (1973), dont le résultat sera de discréditer les explications alors dominantes des révoltes urbaines (*riff-raff theory*), telles qu'exprimées par exemple dans le rapport de la commission Mac-Cone sur les émeutes de Watts. La nouvelle perspective s'étend en même temps au domaine de l'histoire

¹ - Cf Rapoport (1976), édition originale en 1960 et Schelling (1986), édition originale en 1960, pour la théorie des jeux.

² - Nous utilisons ici l'édition française, Olson (1987).

³ - Il ne faut pas négliger non plus le rôle joué par le développement considérable dans ces années de l'enquête par sondage. Les chercheurs qui l'utilisent alors placent ce qu'il est convenu d'appeler le "comportement politique non conventionnel" à l'extrémité d'une échelle dite de participation politique, refusant la rupture traditionnelle. Par ailleurs, ils contribuent largement à dissiper les préjugés sur la faible socialisation et la mauvaise intégration des différents acteurs engagés dans la mobilisation.

sociale avec les recherches de Lipsky sur les mouvements de locataires (1968 ; 1970), de Popkin sur les paysans (1979), de Thompson sur la foule anglaise au XVIII^e siècle (1971) et bien sûr de Tilly (1969, 1986). C'est ainsi que, peu à peu, se met en place le paradigme de la mobilisation des ressources¹. Le thème commun qui unit les différents courants du nouveau modèle est le traitement de l'activité des mouvements sociaux comme idéologiquement légitime et résultant de comportements volontaires et intentionnels. Du coup, l'objet central d'étude se déplace, passant de l'étude des mouvements de foule à celle des mouvements sociaux, de l'analyse du pourquoi de la mobilisation à celle, plus complexe, du comment et des buts que se fixent les mouvements en fonction d'une structure donnée des opportunités. Comme le fait remarquer Charles Perrow (1979), deux grandes tendances se forment rapidement, avec d'un côté ceux qui s'appuient sur un modèle économique d'explication sans se préoccuper du politique (Mac Carthy & Zald, 1973) et de l'autre ceux pour lesquels l'action collective n'est rien d'autre que "la poursuite de la politique par d'autres moyens"² (Obershall, 1973 ; Tilly, 1978 ; Gamson 1975 ; Piven & Cloward, 1971, 1977). Mais derrière ces orientations différentes, on retrouve toujours le même substrat théorique, à savoir le paradigme utilitariste de la rationalité individuelle et le même souci de résoudre le paradoxe posé par Olson en 1966.

¹ - L'expression est pour la première fois utilisée par Mac Carthy et Zald dans leur ouvrage consacré aux mouvements sociaux aux U.S.A. (Mac Carthy & Zald, 1973). Pour une revue des théories de la mobilisation des ressources, voir par exemple Jenkins (1983), Klandermans (1986), Tarrow (1989) et Zurcher & Snow (1981).

² - Nous empruntons cette formulation clausewitzienne à Perrow : "Politics is the continuation of orderly politics by other "disorderly" means", (1979, p 199).

Chapitre I

LE COURANT DES ECONOMISTES

Le paradoxe d'Olson : partant du postulat de la rationalité de l'acteur, "en ce sens que leurs objectifs, égoïstes ou altruistes, doivent être poursuivis par des moyens efficaces et adaptés aux buts qu'on se propose"¹, Olson a en effet mis en évidence les obstacles logiques à l'action collective.

Même s'il est dans l'intérêt des individus de s'associer pour obtenir un bien bénéfique à tous, explique-t-il, ils ne le feront pas la plupart du temps car chaque individu sera tenté d'adopter une stratégie de "ticket gratuit", c'est-à-dire de compter sur l'action des autres membres du groupe, puisque c'est le

¹ - Olson (1987, p 88).

propre du bien collectif que de ne pouvoir être refusé à un individu du moment qu'il est acquis¹. Par ailleurs, même s'il n'adopte pas cette attitude de consommateur égoïste, il est peu probable qu'un individu raisonnable fasse un sacrifice individuel dont le résultat serait imperceptible, voir nul².

Seules certaines conditions spécifiques permettent de résoudre ce paradoxe de l'action collective. C'est le cas notamment dans les petits groupes, où un individu peut avoir intérêt à supporter seul les coûts d'obtention du bien collectif. Dans les grands groupes, cet obstacle peut être surmonté lorsque s'ajoutent au bénéfice collectif des incitations individuelles à l'action, qu'elles soient positives (récompenses) ou négatives (sanctions)³. C'est à l'aide de cette nouvelle perspective qu'Olson cherche à rendre compte de l'existence des groupes de pression économiques. En mettant ainsi au jour les difficultés de la mobilisation, Olson montre que l'on ne peut confondre ou assimiler rationalité individuelle et rationalité collective. En ce sens, il renvoie dos-à-dos la théorie pluraliste⁴ et la théorie marxiste, qui voient dans l'intérêt bien compris le principe de l'action des associations ou des classes sociales.

¹ - Olson (1987, p 36).

² - Olson prend ici l'exemple d'un agriculteur altruiste qui placerait le bien collectif - ici une diminution de la production globale qui permettrait une augmentation des prix - au-dessus de son intérêt propre, pour montrer que le sacrifice isolé ne permettrait aucun gain notable pour le "groupe latent" des agriculteurs (Olson, 1987, p 87). Cet obstacle n'est plus vrai pour les petits groupes où chaque contribution ou défection est perceptible, ceux qu'Olson nomme les "groupes intermédiaires" (1987, pp 66-67).

³ - Olson (1987, p 74).

⁴ - Gamson, dans son livre de 1975, se livre à une critique convaincante des illusions pluralistes appliquées à la société Américaine.

L'approche entrepreneuriale : par rapport au travail d'Olson, l'originalité de Mac Carthy & Zald (1973 ; 1977 ; 1987) est d'avoir concentré leur réflexion sur les ressources elles-mêmes, leurs modes d'acquisition par les organisations et leur utilisation stratégique. Selon eux, l'étude de l'agrégation des ressources (argent et temps) est cruciale pour la compréhension de l'activité des mouvements ; or, ce processus d'agrégation n'est possible que s'il existe une organisation préalable¹. Voilà pourquoi l'attention se focalise plus sur ces organisations que sur la participation individuelle dont on se contente de dire qu'elle dépend d'abord des coûts et des bénéfices anticipés de l'action.

Systématisant l'approche économique d'Olson, les deux auteurs appliquent aux organisations une logique de l'offre et de la demande métaphoriquement identique à celle de la théorie libérale de l'économie. Entendus comme des structures de préférences orientées vers le changement social², les mouvements sociaux se concrétisent à travers des entreprises de mobilisation (S.M.O) qui identifient leurs buts à ces préférences et essaient de les promouvoir. L'ensemble des S.M.O partageant

¹ - Plus encore, l'existence d'une organisation peut suffire au déclenchement d'une mobilisation, sans qu'aucun mécontentement préalable ne soit perceptible dans la société : "Nous voudrions faire remarquer (Turner & Killian (1972) trouvent qu'il s'agit là d'une remarque extrême) qu'il y a toujours assez de mécontentement dans une société pour fournir les bases d'un mouvement, à la condition que ce mouvement soit effectivement organisé et ait à sa disposition le pouvoir et les ressources de quelques élites établies" (...). "Allons même plus loin : les mécontentements peuvent être définis, créés, et manipulés par les dirigeants et les organisations." (1973, p 251).

² - "Un mouvement social se compose d'un ensemble d'opinions et de croyances distribué dans une population donnée et dont le but est de promouvoir le changement de certains éléments dans la structure sociale, dans la distribution des biens, ou dans les deux. (...) Il est clair que nous définissons le mouvement social comme rien d'autre que des structures de préférence dirigées vers le changement social", *ibid*.

le même type de valeurs et de revendications se regroupent au sein d'une industrie (S.M.I) tandis que le secteur du mouvement social (S.M.S) réunit toutes les industries.

Au sein d'une organisation, les acteurs essentiels sont les membres pourvoyeurs de ressources (*constituents*) plutôt que les adhérents (ceux qui croient aux buts assignés par le mouvement mais n'ont pas de ressources). Plus encore, ce sont les membres par conscience (*conscience constituents*), c'est-à-dire les membres disposant de ressources et n'ayant pas de bénéfice personnel à retirer de l'action qui font le succès d'une organisation. En effet, ce sont ceux qui disposent le plus de ressources discrétionnaires (temps et argent) à consacrer au mouvement¹.

Cette hypothèse joue un rôle central dans la mesure où elle cherche à résoudre le paradoxe d'Olson ; en effet, même s'il est irrationnel de rejoindre individuellement un mouvement qui se bat déjà pour ses propres préférences, il se trouve que les organisations font d'abord appel à des entrepreneurs extérieurs pour assurer leur survie. De ce fait, les groupes les plus susceptibles de se mobiliser en raison de leurs attentes ne sont pas forcément les plus actifs dans la mesure où le succès ne dépend pas essentiellement du nombre ni de la volonté des personnes directement concernées². L'hypothèse débouche sur

¹ - "Quel que soit le niveau de ressources disponible pour les bénéficiaires potentiels et les adhérents, il se trouve que plus les ressources disponibles pour les membres par conscience sont élevées, plus il y a de chance que se développent les SMO et les SMI répondant aux préférences pour le changement", *ibid.*

² - "L'argument vaut également pour comprendre la critique de l'idée d'une Amérique contemporaine marquée par le pluralisme des groupes d'intérêt. Beaucoup de collectivités aux objectifs sérieux sont restées largement sous-représentées par les organisations de mouvement social. Ces organisations sont très limitées dans leur contrôle des ressources

une analyse à deux niveaux de la structure des ressources. D'abord à un niveau entrepreneurial (collecte du temps et de l'argent), ensuite au niveau des supports infrastructureux offerts par la structure sociale ou le segment de cette structure dans lequel se développe le mouvement. D'où le concept d'organisation professionnelle de mouvement social (*professional S.M.O*) qui se caractérise par la provenance essentiellement externe des ressources, les leaders étant des entrepreneurs professionnels non personnellement impliqués dans les buts du mouvement¹. Mac Carthy montre par exemple que la victoire du mouvement anti-abortif aux USA ne s'explique pas par un large recrutement ou une grande faveur dans l'opinion mais plutôt par l'aide importante apportée par l'église catholique et les fondamentalistes protestants à travers la mobilisation des réseaux existants, la mise à disposition de fonds, de locaux, etc.²

En même temps qu'une analyse de l'infrastructure des mouvements sociaux, Mac Carthy et Zald se sont attachés à l'étude des interactions entre les organisations du mouvement

discrétionnaires. Ce n'est que lorsque les ressources peuvent être recueillies par les membres par conscience qu'une organisation de mouvement social est en mesure de formuler et de représenter les préférences de telles collectivités", *ibid.* Il n'est pas impossible dans ces conditions que se développent des mouvements sans troupes...

¹ - Faisant référence à Melucci (1988), Pizzorno écrit à ce propos : "la théorie de la mobilisation des ressources est une réédition de la théorie léniniste de l'organisation du parti. La catégorie "d'entrepreneurs de mouvements", dans la théorie américaine, a la même place théorique que la catégorie de révolutionnaires professionnels dans la théorie russe. Il y a bien sûr plus d'une différence entre les deux. La première théorie ne contient pas l'élément prescriptif que contient la seconde, et s'articule organiquement dans une série de catégories analytiques inconnues du discours léniniste, qui reste très général.", Pizzorno (1990, p 76, note 4).

² - Mac Carthy (1987). Cf aussi Zald & Mac Carthy (1987).

social (S.M.O) et leur environnement, (autres mouvements et contre-mouvements, niveau de contrôle social), qui débouche sur une tentative d'analyse renouvelée de la vie des organisations en termes de changement et d'adaptation à une structure changeante des opportunités¹.

Toujours au moyen d'analogies économiques, les relations entre mouvements du même secteur sont analysées comme des processus de coopération et/ou de concurrence pour l'obtention de ressources rares au moyen de stratégies de différenciation des produits, etc.² Cette approche débouche notamment sur une analyse originale de l'apparition des contre-mouvements dans un environnement donné³. Plus largement, les deux auteurs ont tenté de formaliser les rapports entre un mouvement donné et son environnement, partant du principe que l'état d'un mouvement est directement affecté par celui de la société dans la mesure où celui-ci détermine la propension des sympathisants à devenir membres et des membres à participer plus activement⁴.

¹ - Cf par exemple Zald & Denton (1987) et Mac Carthy & Zald (1973).

² - Cf Zald & Mac Carthy (1987). Cf aussi Wilson (1973) ; Zald & Ash (1966) ; Gusfield (1966) ; Nelson (1974).

³ - Cf Zald & Useem (1987).

⁴ - Dans cette perspective, les auteurs s'interrogent sur les modifications entraînées par la réalisation des buts fixés, ou leur rejet définitif comme insupportables ou dorénavant irréalisables, etc. (cf Zald & Garner, 1987). Ce texte fait dépendre les sentiments d'une société à l'égard d'un mouvement de deux choses : le nombre de personnes partageant ses buts et le degré de neutralité ou d'hostilité dont font preuve les autres groupes sociaux. Par ailleurs, deux dimensions dans l'organisation des mouvements ont une influence sur le degré de sensibilité aux variations de l'environnement : d'abord *le degré d'implication requis des adhérents* (membership requirements) selon lequel les auteurs distinguent les mouvements inclusifs (à exigences faibles) et exclusifs (à fortes exigences) ; ensuite la mesure dans laquelle les buts sont orientés plutôt vers un changement d'attitudes individuelles plutôt que vers un changement social.

Ces multiples axes de recherche ont sans nul doute contribué à enrichir considérablement l'analyse des changements au sein des organisations, jusqu'alors dominée par le modèle Weber-Michels d'un côté et l'analyse institutionnelle de Zelnick utilisée ici comme un point de départ. Alors que Weber et Michels (certes à des degrés différents et avec des nuances) mettaient l'accent sur la transformation des buts, et les processus oligarchiques, nous avons vu que Mac Carthy et Zald élargissent la problématique aux effets de l'environnement et aux processus internes (scissions, factions, etc.) pour envisager aussi bien le succès, la stagnation ou l'échec des organisations.

Mais l'apport des deux auteurs ne se limite pas là, leur mérite essentiel étant sans doute d'avoir tenté de tourner le paradoxe d'Olson et d'avoir débarrassé la théorie des mouvements sociaux de la distinction entre actions institutionnalisées rationnelles et actions collectives irrationnelles dans laquelle la réflexion était depuis trop longtemps enfermée.

Pourtant, l'application systématique du modèle de l'économie libérale conduit à une trop grande sous-estimation du politique¹ et du psychologique et notamment des phénomènes de loyauté et de solidarité dans l'explication des déterminants de la participation. Ce rejet trop marqué de la dimension psychologique, qu'on explique facilement par la volonté de

¹ - Tarrow écrit à ce propos que "L'accent mis sur le travail entrepreneurial et sur les aides extérieures dans la théorie de la mobilisation des ressources a obscurci son riche potentiel politique. Car dans leur formulation originale, Mac Carthy et Zald insistaient non seulement sur le travail entrepreneurial et les aides extérieures, mais aussi sur la compétition entre organisations pour s'attirer un support de masse dans ce qu'ils appellent les "industries de mouvement sociaux". Il y avait là une compétition essentiellement politique mais sa nature politique a été masquée, en partie parce que les auteurs ne l'ont pas assez développée et aussi à cause de leur terminologie économique." (1989, p 29).

rupture avec le paradigme précédent, constitue l'essentiel de la critique adressée par Gamson dans sa préface à la réédition en 1987 de la série d'articles utilisés supra. "L'indiscipline a toujours constitué une part de l'histoire des mouvements aux USA et ailleurs", écrit-il. "Les participants prennent fréquemment des risques ou sont arrêtés, perdent leur travail, sont blessés ou tués. On ne prend pas de tels risques à la légère, et il est toujours nécessaire de comprendre les coeurs et les esprits, les processus d'émergence, et non seulement les processus bureaucratiques" (Mac Carthy & Zald, 1987, pp 6-7). De ce point de vue, les approches du comportement collectif paraissent ne pas devoir être entièrement rejetées.

Enfin, l'oubli de l'homme s'accompagne de l'oubli des phénomènes dits culturels dans la détermination de la forme prise par les mouvements sociaux. Quid des idéologies et des symboles, dont le rôle apparaît si important, notamment dans les relations aux médias (Sassoon, 1984) ? Le travail de Mac Carthy et de Zald souffre en fait d'une perspective beaucoup trop institutionnelle et organisationnelle qui les conduit à laisser de côté la considération des normes, des valeurs et des discours. Par ailleurs, la polarisation de leur travail sur l'aide extérieure considérée comme une condition nécessaire - voire même suffisante - de l'action collective, les conduit à négliger l'étude des processus de mobilisation de la base.

Le mérite essentiel des théoriciens de la tendance économiste de la mobilisation des ressources est sans aucun doute d'avoir mis l'accent sur l'importance des ressources pour l'action collective. La notion de ressources sera désormais le passage obligé de toute théorie de la mobilisation. Mais les auteurs s'attacheront surtout à remédier à la principale carence

des théories directement inspirées du modèle économique : l'oubli de la dimension politique de la mobilisation.

Chapitre II

LE MODELE POLITIQUE

C'est surtout à Charles Tilly que l'on doit d'avoir essayé de développer la dimension politique de la mobilisation. Mais d'autres auteurs, comme Obershall ou Piven et Cloward, ont également ce souci. Pourtant, chacun se focalise sur un aspect différent du processus de mobilisation. C'est ainsi qu'Obershall s'attache surtout à expliquer les processus de mobilisation à la base, notamment par les groupes préexistants. On doit à Charles Tilly la notion de répertoire d'action collective et de s'être centré sur la notion de l'intérêt. Enfin, Piven et Cloward, tout en mettant l'accent sur l'importance des idéologies, ont cherché à démontrer le rôle négatif des organisations pour la mobilisation.

Liens horizontaux et verticaux chez A. Obershall : dans son ouvrage *Social Conflict and Social Movements* publié en 1973, Anthony Obershall se fixe comme but une "simple extension"¹ de la théorie d'Olson, initialement conçue pour rendre compte des seuls groupes de pression, à l'étude de l'ensemble des phénomènes de mobilisation. Ce faisant, pourtant, il en vient à développer une dimension étrangère à la théorie olsonienne, montrant que dans la réalité, les individus appartiennent à des collectivités et ne peuvent donc être assimilés à des producteurs économiques isolés dans une situation de marché.

Il demeure cependant fidèle au principe olsonien de la rationalité de l'action collective, et reste convaincu de l'importance de la prise en compte de la structure des risques et des récompenses dans l'explication de l'action². A partir de ce postulat, il propose deux moyens de surmonter le paradoxe olsonien. Tout d'abord, la mise en évidence de niveaux de participation différents, notamment entre les leaders et la base, apporte un début d'explication à l'apparition d'actions collectives même dans les situations problématiques - par exemple en cas de forte répression -, dans la mesure où il existe toujours des individus pour qui l'initiation de la mobilisation représente un

¹ - Obershall (1973, p 114).

² - "On peut établir la probabilité que les leaders et les activistes d'un mouvement social proviennent de certaines strates sociales si l'on considère les bénéfices et les risques associés à leur participation. Les bénéfices peuvent se ramener à un statut social, au prestige, aux satisfactions personnelles, etc. en plus des récompenses financières et économiques. Il ne s'agit pas là de bénéfices au sens absolu, mais de bénéfices liés à la participation qui sont du même type que les bénéfices et les satisfactions que l'on retire de la vie courante normale." Obershall (1973, p 162).

intérêt¹. Ensuite, Obershall relève qu'une aide extérieure au groupe mobilisable sous la forme de ressources matérielles ou de leadership est souvent, dans la réalité, à l'origine des phénomènes de mobilisation²- l'auteur utilisant là l'une des principales conclusions de Mac Carthy et Zald³.

Obershall reprend également à Olson l'idée selon laquelle l'organisation est une ressource nécessaire et une condition essentielle de l'action collective, bien plus que l'existence d'idéologies ou de croyances révolutionnaires ou bien encore de personnes ayant la stature de leaders qui eux, sont habituellement présents dans toute société, qu'il y ait ou non mouvement social⁴. Mais si Olson ne considérait que les associations modernes - les "groupes secondaires" -, ce ne sont pas pour Obershall les seules formes d'organisation d'une collectivité, et les communautés traditionnelles, comme par exemple le village ou l'ethnie, "produisent également les liens horizontaux et les sentiments de solidarité à l'intérieur de la collectivité qui peuvent être activés pour la poursuite de buts collectifs et la formation de groupes de conflit"⁵. Ces deux principes d'organisation sociale ne sont en aucune manière exclusifs l'un de l'autre, les associations ne naissant pas sur les cendres des communautés mais ayant au contraire beaucoup plus de chance d'apparaître

¹ - Obershall (1973, p 116).

² - Obershall (1973, p 115).

³ - Cf ci-dessus.

⁴ - Obershall (1973, pp 134 et 158).

⁵ - "Ces deux principes d'organisation sociale - et ils ne s'excluent pas mutuellement - produisent des liens horizontaux et des sentiments de solidarité, lesquels peuvent être activés pour la poursuite de buts collectifs et la formation de groupes de conflits.", Obershall (1973, p 119).

lorsque les premières formes de solidarité ne sont pas encore totalement détruites¹.

Cette "dimension horizontale" est nécessaire à la mobilisation dans la mesure où elle fournit à la fois "un réseau de communication préétabli, des ressources déjà partiellement mobilisées, la présence d'individus ayant les compétences de leaders et une tradition de participation parmi les membres de la collectivité"². Mais Obershall, se plaçant délibérément dans une perspective structurelle³, relève également une autre dimension (verticale) favorisant la mobilisation : plus une communauté sera segmentée par rapport aux élites et aux centres de pouvoir, plus l'action collective sera probable, dans la mesure où l'on sera en présence "d'objectifs communs d'opposition et d'hostilité"⁴ et où la communauté aura développé un leadership autonome, non absorbé par les centres de pouvoir⁵. En conséquence, le croisement des deux dimensions permet de prédire que "c'est dans des conditions de forts liens associatifs et de segmentation que la possibilité de l'extension rapide de mouvements d'opposition sur une base stable est la plus présente avec une

force particulière"¹, les autres situations donnant lieu soit à l'apathie (en cas d'intégration et de liens associatifs, cas C), soit à des émeutes sporadiques (en cas d'absence d'organisation sans intégration, cas E), soit encore à des luttes intercommunautaires ou à des situations de "familialisme amoral" ("amoral familism") telles que décrites par Banfield² (organisation et intégration, respectivement cas A et B), cf tableau page suivante).

	Liens à l'intérieur de la collectivité :		
	organisation de type communautaire	pas ou faiblement organisé	organisation de type associatif
Dimension verticale :			
intégrée	A	B	C
segmentée	D	E	F

Obershall, (1973, p 120).

De ce point de vue la théorie d'Obershall contient d'une certaine façon un démenti aux théoriciens de la société de masse, et en particulier à Kornhauser : l'appartenance à des groupes intermédiaires, bien loin d'empêcher la mobilisation dans des mouvements extrémistes, est nécessaire à un tel engagement qui

1 - "(...) Ce sont souvent les individus ou les fils d'individus prééminents dans la structure sociale traditionnelle qui prennent de l'importance au sein des formes modernes d'association qui se multiplient au cours des processus de modernisation, assurant ainsi la continuité du leadership et de la légitimité", Obershall (1973, p 124).

2 - Obershall (1973, p 125). Cette notion de solidarité préexistante se trouve pour la première fois chez Gerlach & Hine (1970). Obershall lui donne toute sa richesse, bientôt suivi par Wilson & Orum (1976) ; Tilly (1978) ; Leahy & Mazur (1978) ; Snow, Zurcher & Ekland-Olson (1980) ; Useem (1980).

3 - Et l'on doit noter ici tout particulièrement l'influence des théories de la société de masse et d'auteurs comme Turner et Killian.

4 - Obershall (1973, p 133).

5 - Obershall (1973, p 124).

1 - Obershall (1973, p 123).

2 - Banfield (1958) : *The Moral Basis of a Backward Society*, Free Press, Glencoe. L'auteur montre que dans l'Italie du Sud, l'action collective est rendue impossible par l'absence d'organisation et par le système de parrainage qui prévaut : chaque famille cherchera à améliorer individuellement sa situation.

ne sera pas un engagement individuel mais un engagement du groupe ("block recruitment").

Pourtant, il faut nuancer cette opposition entre la théorie de la société de masse et celle d'Obershall. Tout en aboutissant à des conclusions totalement opposées à celles de Kornhauser, Obershall s'est largement inspiré des intuitions du premier, en particulier au sujet de la segmentation et de l'importance du "groupe primaire" pour la mobilisation : comme lui, il considère les liens avec les élites comme des contraintes empêchant la formation de groupes de conflit. C'est l'abandon de la distinction entre mouvements de masse et groupes intermédiaires, considérés par Kornhauser comme deux phénomènes totalement différents, ainsi que l'introduction de la distinction de Gusfield entre le pluralisme lié (linked pluralism) et la segmentation surimposée (superimposed segmentation)¹ qui a permis à Obershall de repenser ces intuitions de manière cohérente. Par ailleurs, le principal apport d'Obershall est d'avoir concilié dans une même analyse les acquis de la science économique et ceux des théories sociologiques structurelles, même si, comme il le remarque lui-même, sa théorie de la mobilisation considère le niveau interne à chaque collectivité, laissant de ce fait de côté les conditions et les processus sociétaux plus généraux pouvant donner naissance à de larges mouvements sociaux².

Néanmoins, Obershall reste imprécis dans sa définition du terme même de segmentation, tantôt considérée comme l'absence de relations d'un groupe avec les élites centrales, tantôt comme le fait que les revendications matérielles du groupe ne sont pas satisfaites, ou bien encore comme un échange inégal entre élites

¹ - Gusfield (1962, p 29).

² - Obershall (1973, p 124).

et groupe à travers de seules relations d'exploitation¹. On risque donc de retrouver au centre de sa théorie un problème qu'il laisse dans l'ombre, ou plutôt qu'il écarte, celui des perceptions : "rien ne nous dit en effet qu'une situation de segmentation sera perçue comme telle par ceux qui en font directement l'expérience"². Enfin, Obershall ne prend pas en compte les dimensions proprement politiques de l'action collective, malgré ses notions de segmentation/intégration, et peut-être en partie à cause de leur insuffisance. En effet, les intérêts impliqués dans les conflits, le pouvoir et les stratégies sont relativement absents de son modèle. La théorie du conflit social qu'il expose dans son ouvrage paraît encore largement tributaire de la tradition classique, dans la mesure où c'est essentiellement la perte du contrôle social par les élites³ et sa révélation au niveau de "points focaux" (c'est-à-dire de points sensibles repérés comme tels)⁴ qui est censée donner le signal de l'action aux groupes mécontents.

La polity de Ch. Tilly : c'est à Charles Tilly qu'il revient d'avoir mis en exergue la dimension politique de la mobilisation, au point qu'on a pu voir en lui non pas un théoricien de la mobilisation des ressources mais l'inventeur d'un nouveau modèle, celui du "processus politique"⁵. Cette réticence à rattacher Tilly à un courant sociologique spécifique s'explique

¹ - Ces trois définitions sont présentes pp 119-120.

² - Mann (1991, b, p 102).

³ - Obershall (1973, pp 137-138).

⁴ - "(...) Avant le déclenchement des actions collectives, on assiste à la mise en place d'un système complexe et souvent international d'orientation, de communication, et de contrôle social marqué par des points focaux. Les participants potentiels aux groupes de conflit et les agences de contrôle social ont appris à focaliser leurs attentes sur ces points focaux et à en interpréter les signaux.", Obershall (1973, p 139).

⁵ - Cf Mac Adam (1982, p 36).

probablement en grande partie par le caractère profondément novateur et original de son oeuvre, qui doit beaucoup à la formation initiale d'historien social de l'auteur. A travers une large revue historique et comparative, qui couvre les pays européens occidentaux et les Etats-Unis entre le 16ème et le 20ème siècle, Tilly s'attache en effet à rendre compte de l'évolution du caractère de l'action collective¹. Il montre que la modernisation, à travers les changements structuraux majeurs qu'elle a produit, a profondément affecté l'action collective. Tout d'abord, le déplacement des lieux de pouvoir, avec l'avènement du capitalisme moderne et la construction des Etats-nations, a eu pour conséquence une évolution des formes organisationnelles à la base de l'action collective : les solidarités communautaires ont été peu à peu détruites et remplacées par des associations volontaires. Dans le même temps, les buts de l'action collective évoluaient et de "compétitifs" (exprimant des demandes de ressources réclamées par d'autres groupes) aux XV^e et XVI^e siècles devenaient progressivement "réactifs" ou "défensifs" (efforts du groupe pour réclamer des droits lorsque quelqu'un les conteste ou les viole) aux XVII^e et XVIII^e siècles, sous l'effet des processus de modernisation. Ensuite, au XIX^e et au XX^e siècles, les mouvements prennent une allure "proactive" ou "offensive" (demande de droits qui n'ont pas été exercés auparavant). Dans les deux premières périodes - au moment de la lutte entre groupes pour le contrôle des ressources puis de la réaction à la mainmise de l'Etat sur les ressources du groupe -, l'action collective est menée par des communautés solidaires préexistantes (cf Obershall, 1973). Au contraire, les revendications de contrôle des structures nationales - et non plus

de résistance à ces mêmes structures - sont le fait des grandes associations modernes¹.

Ces deux évolutions symétriques sont dues à la nationalisation du champ politique dont l'effet est de remettre entre les mains de vastes structures des ressources auparavant localisées dans de petits groupes. Mais la construction d'organisations formelles a également bénéficié du mouvement d'urbanisation et du développement des mass-media, qui ont permis de réduire les coûts de la mobilisation par l'impact qu'ils ont eu sur la vie quotidienne de la population. Enfin, l'institutionnalisation de la démocratie libérale et la participation électorale de masse ont créé un environnement favorable aux associations volontaires². Parallèlement, on assiste à l'évolution des formes d'action collective. Le charivari du XVI^e siècle disparaît pour laisser la place, aux XVII^e et XVIII^e siècles, aux émeutes du grain, aux révoltes contre les taxes et la conscription et aux appels dirigés vers les autorités paternalistes. Puis, à partir du XIX^e siècle, la grève et la manifestation deviennent les modes dominants d'expression collective, sous l'effet des processus de nationalisation et d'autonomisation³. L'idée défendue par Tilly est que les individus n'utilisent pas indifféremment une forme d'action collective plutôt qu'une autre mais choisissent au sein de "répertoires" existants, lesquels varient selon les époques et les lieux, la population concernée, les avantages que présente

¹ - Tilly (1978, pp 143-171). Cf aussi Tilly (1975 ; 1986. b).

¹ - Tilly (1978, pp 143-151) ; Tilly (1975, pp 48-55).

² - Tilly (1978, p 167).

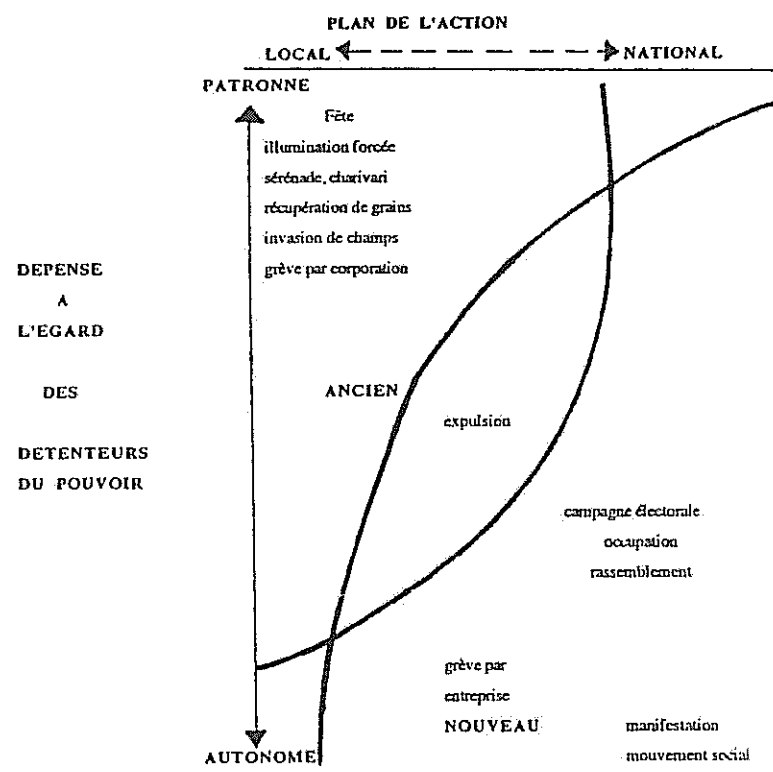
³ - Même si Tilly dément une stricte correspondance entre buts de l'action - compétitive, réactive ou proactive - et formes de l'action, - la manifestation pouvant être aussi bien défensive qu'offensive -, il met en avant le lien existant entre les deux phénomènes : "en moyenne, les manifestations et les grèves sont proactives, les émeutes de la faim et les révoltes contre les taxes réactives.", Tilly (1978, p 148).

l'habitude, mais aussi en fonction de l'attitude adoptée par les autorités et les organisations visées vis-à-vis des formes consacrées de l'action collective : *"toute population a un répertoire limité d'action collectives, c'est-à-dire de moyens d'agir en commun sur la base d'intérêts partagés. (...) Ces différents moyens d'action composent un répertoire, un peu au sens où on l'entend dans le théâtre et la musique, mais qui ressemble plus à celui de la comedia dell'arte ou du jazz qu'à celui d'un ensemble classique. On en connaît plus ou moins bien les règles, qu'on adapte au but poursuivi. Chaque représentation se joue entre deux parties au moins - l'initiateur et l'objet de l'action -, auxquelles s'en ajoute souvent une troisième ; même lorsqu'ils ne sont pas directement en cause, les agents de l'Etat, par exemple, passent une bonne partie de leur temps à contrôler, régler, faciliter et réprimer diverses sortes d'actions collectives"*¹.

Si l'évolution des répertoires est bien à mettre en relation avec des évolutions structurelles majeures, c'est que ces dernières ne sont pas sans effet sur l'organisation interne des groupes et sur l'opportunité qu'ils ont d'agir efficacement en fonction de la répression². Mais cette évolution n'est que très progressive, et les innovations proviennent la plupart du temps de "l'extension des limites des formes d'action qui appartiennent déjà au répertoire"³. Tilly repère une évolution des répertoires dans le temps qui, de patronnés, c'est-à-dire dépendant des pouvoirs existants et comptant sur eux pour transmettre les

demandes, ont tendance à devenir autonomes et qui, de locaux, deviennent nationaux .

Ancien et nouveau répertoire en France



Ch. Tilly, (1986 p 548).

¹ - Tilly (1986, pp 541-542).

² - "Les opportunités et l'organisation interagissent pour produire un répertoire d'action disponible qui contraint les actions des parties en conflit.", Tilly (1986, p 151). Voir également Tilly (1986. b, p 549).

³ - Tilly (1978, p 155).

La notion de répertoire d'action collective permet de rattacher Tilly sans hésiter aux théoriciens de la mobilisation des ressources. En effet, elle est totalement opposée à l'idée de formes d'action universelles, comme "la foule" ou "l'action révolutionnaire"¹. Au contraire, les formes d'action évoluent et le choix d'un certain type d'action, bien que limité par l'existence même d'un répertoire, répond avant tout à des considérations stratégiques de la part des acteurs. C'est cependant dans son livre de 1978, *From mobilization to revolution*, qu'il expose de manière systématique son modèle théorique, lequel repose sur la notion première de conflit politique.

Dans ce modèle de base, modèle de la politie², le gouvernement ("une organisation qui contrôle les principaux moyens concentrés de coercition sur une population"³), les autres membres de la politie⁴ et les adversaires s'affrontent pour l'accès aux ressources, c'est-à-dire autour de l'enjeu central des entrées et sorties du système politique. En effet, "une augmentation de pouvoir correspond à un taux croissant de retour des ressources dépensées"⁵.

Ce cadre général est approfondi par un modèle de la mobilisation, décrivant l'action d'un seul des participants au conflit. Ce modèle comporte deux volets, l'un s'attachant aux déterminants internes de la mobilisation d'un groupe, l'autre analysant l'effet sur l'action collective des relations que le groupe entretient avec son environnement extérieur⁶. Dans la première,

Tilly reprend une notion chère depuis Olson aux théoriciens de la mobilisation des ressources, à savoir l'importance centrale de l'organisation pour la mobilisation et l'action collective. L'organisation d'un groupe est fonction de son identité commune, c'est-à-dire de la mesure dans laquelle il constitue une catégorie partageant des caractéristiques identiques¹, et de la densité des réseaux liant les membres les uns aux autres. Mais la mobilisation et l'action collective ne peuvent avoir lieu que s'il existe des intérêts communs (définis comme le partage des avantages et désavantages susceptibles de survenir pour le groupe dans son interaction avec d'autres groupes)². Dans un deuxième temps, Tilly s'attache à l'influence des rapports que la partie en lutte entretient avec le gouvernement et les autres parties prenantes au conflit. Le pouvoir, la répression ou la tolérance dont le groupe fait l'objet, ainsi que les chances ou menaces auxquelles il est soumis agissent sur la structure des coûts et avantages de la mobilisation comme de l'action collective. Ainsi, Tilly montre que la répression, loin de provoquer une explosion collective due à l'accumulation des ressentiments, peut rendre toute action impossible³ en affectant le pouvoir du groupe⁴.

¹ - Tilly (1978, p 52).

² - Tilly (1978, p 7).

³ - "Il n'est pas vrai (...) que les gens maintenus longtemps sous un régime répressif accumulent graduellement un tel ressentiment qu'il finit par exploser contre le régime (...). Les modifications du schéma répressif et de facilitation devraient avoir deux effets connexes : diminuer ou augmenter le niveau d'action collective, changer l'attrait relatif des différentes formes d'action collective.", Tilly (1978, p 114).

⁴ - Tilly reprend ici le concept de "structure des opportunités politiques" développé auparavant par Lipsky (1968), explicité par Eisinger (1973) puis par Piven et Cloward (1977) qui voient dans l'instabilité électorale la source majeure d'opportunités politiques. Cf aussi Mac Adam (1982) au sujet du mouvement noir et Katzenstein et Mueller (1987) pour une application au mouvement des femmes.

¹ - Tilly (1986. b, p 131).

² - "Polity model".

³ - Tilly (1978, p 52).

⁴ - "Un membre est tout participant ayant un accès routinier, peu coûteux aux ressources contrôlées par le gouvernement.", Tilly (1978, p 52).

⁵ - Tilly (1978, p 54).

⁶ - Chazel (1980, p 654).

Par ailleurs, le degré de pouvoir du groupe "conditionne également les chances d'émergence d'une action collective par l'intermédiaire - et le biais - des occasions que lui offre la vulnérabilité des autres groupes ou au contraire des menaces auxquelles il risque de se heurter de leur part"¹.

Le modèle de Charles Tilly implique une remise en cause des théories de la privation relative. Ainsi, les actions collectives défensives, comme par exemple les rébellions contre l'introduction de nouvelles taxes, ne correspondent pas à une réponse mécanique à une situation de privation : elles ne surviennent que si le groupe est organisé et solidaire, en un mot s'il est déjà mobilisé². De même, le lien apparent entre la fameuse courbe en J de Davies et les situations révolutionnaires trouve son explication au niveau politique, dans le changement des relations au sein de la politie qu'implique une contraction des ressources disponibles, et dans l'âpreté plus grande de la lutte pour le pouvoir qui en résulte, et non dans un hypothétique sentiment de frustration³. Ce désaccord fondamental avec les

1 - Chazel (1980, p 655).

2 - "(...) Cette mobilisation défensive ne consiste pas simplement en l'accumulation des insatisfactions individuelles ou en une réponse mécanique du groupe à la privation. Son apparition dépend bien plus (...) de la structure préexistante de pouvoir et de solidarité dans la population ressentant la menace.", Tilly (1978, p 206).

3 - "A supposer que les contradictions aiguës nées de longues expansions produisent des situations révolutionnaires avec une fréquence exceptionnelle, il demeure que le type d'arguments exposés ici permet une intéressante explication alternative du phénomène de la courbe en J. C'est que pendant une longue période de croissance des ressources, le Gouvernement tend à prendre des engagements pour la redistribution des ressources à de nouveaux contestataires et la "politie" tend à admettre des challengers plus facilement car le coût relatif pour les membres existants est plus faible quand les ressources augmentent. Dans l'éventualité d'une contraction rapide, le Gouvernement a plus d'engagements (...) auprès des membres de la politie et acquitte des engagements partiels auprès des nouveaux contestataires, qui peuvent ne pas être membres de la politie,

théories de Davies et de Gurr apparaît également dans son analyse de la violence¹, qui doit être étudiée non comme un fait spécifique mais, dans une perspective clausewitzienne, comme un des aspects de l'action collective : "(...) Pour comprendre et expliquer les actions violentes, on doit comprendre les actions non violentes. Toute étude traitant des seuls événements violents à affaire aux effets de deux séries différentes de déterminants : 1) les déterminants de l'action collective en général, qu'ils produisent ou non de la violence ; 2) les déterminants des résultats violents de l'action collective"². Ces derniers sont d'ailleurs essentiellement politiques, puisque les événements violents sont plus probables lorsqu'il y a changement dans la politie, et notamment lorsque des coalitions rassemblent des "membres déclinants" de la politie et de nouveaux challengers³ contre le gouvernement. Dans ce cas, il est en effet probable que survienne une révolution⁴.

mais forment des coalitions avec ses membres. Le Gouvernement doit alors choisir entre 1 : augmenter fortement la coercition contre les segments les plus vulnérables de la population afin d'accroître le niveau des ressources à distribuer ; 2 : remettre en cause les engagements là où cela provoquera les oppositions les moins risquées. Chaque étape est susceptible de mener à une mobilisation défensive, et donc à la menace d'une révolution. Il est certain qu'une telle situation provoque la déception d'attentes croissantes. Mais le principal lien entre la courbe en J et la situation révolutionnaire, dans cette hypothèse, tient dans le changement des relations entre contestataires et Gouvernement, lequel est susceptible de survenir dans une période de croissance des ressources.", Tilly (1978, p 207).

1 - Tilly (1978, chap 7).

2 - Tilly (1978, p 182).

3 - Tilly (1978, p 180).

4 - Dans son analyse des révolutions, Tilly propose une intéressante distinction entre "situations révolutionnaires", marquées par la souveraineté multiple, et "résultats révolutionnaires", correspondant au remplacement des détenteurs du pouvoir. Tilly (1978, pp 191-194).

On le voit, l'apport de Tilly à l'analyse de l'action collective est considérable, même si son modèle peut faire l'objet de critiques. Tout d'abord, l'auteur a sans doute trop de goût pour les études quantitatives, ce qui le conduit parfois à des erreurs analytiques. Ainsi, la construction d'un indicateur de la mobilisation (niveau de mobilisation = somme de (la valeur marchande des facteurs de production sous le contrôle du groupe) multiplié par (leur probabilité de délivrance)) l'amène à faire de celle-ci un seuil, se désintéressant de son processus. Le biais quantitativiste a encore pour conséquence que l'auteur privilégie l'objectif sur le subjectif. Ceci l'amène entre autres choses à doter les ressources de valeurs stables, et à ne pas prendre en compte les différences pouvant exister entre groupes au niveau de la perception de l'importance de différentes ressources, ou bien à l'évolution de leur valeur selon les étapes de la confrontation¹. On retrouve le même problème dans sa conception extrêmement empiriste du pouvoir ("le pouvoir d'une partie est la mesure dans laquelle ses intérêts prévalent sur les autres intérêts avec lesquels ils sont en conflit"²), qui néglige l'importance des représentations en la matière.

Le peu d'attention porté aux croyances et aux idéologies dans la formation des mouvements sociaux pose également problème dans la définition qu'il donne de l'intérêt, élément considéré comme central pour les processus de mobilisation. Postulant, à partir d'une conception marxiste, la connexion entre les intérêts réels à long terme, déterminés par les rapports de production, et les intérêts articulés des acteurs, Tilly néglige de ce fait une analyse de la prise de conscience de ces intérêts

communs, laissant ainsi inexplicée la formation des groupes de conflit. C'est bien en fait le problème de l'identité collective qui reste entier, puisque Tilly n'explique pas non plus "quand et pourquoi une caractéristique partagée devient pertinente pour la reconnaissance mutuelle des membres du groupe"¹. Refusant de sortir d'une conception étroitement stratégique de l'acteur, Tilly ne parvient pas à résoudre le paradoxe olsonien de l'action collective du conflit entre intérêt individuel et intérêt collectif, dont il dit simplement qu'il "augmente le coût de l'action collective pour les individus et pour le groupe dans son ensemble"².

Cette déficience théorique est liée à un autre postulat de l'analyse de Tilly : la place centrale, voire même exclusive, des conflits politiques dans la genèse des mouvements sociaux. Il a en effet pour conséquence que tous les mouvements sociaux sont "impulsés par le haut", et n'ont d'autres buts que l'entrée dans la politique pour la prise de contrôle des ressources. De ce fait, l'analyse des relations entre Etat et groupes ou classes sociales est limitée à la théorie marxiste du reflet. Par ailleurs, ce problème devient encore plus évident pour l'analyse des mouvements sociaux des années soixante : si au XIX^e siècle les mouvements majeurs impliquaient des acteurs qui visaient l'accès au pouvoir économique et au pouvoir d'Etat, les actions collectives contemporaines ne s'adressent plus seulement à l'économie ou à l'Etat mais ont plutôt pour but le changement personnel ou la création de zones d'autonomie locale³. Alors que la reconnaissance de la nouveauté de ces mouvements, aussi bien sur le plan des tactiques (sits-ins, etc.) et des formes

¹ - Cf sur ce point des "caractères intrinsèques" des ressources mobilisables la critique de Dobry (1986, pp 34-38).

² - Tilly (1978, p 115).

¹ - Cohen (1985, p 685).

² - Tilly (1978, p 62).

³ - Cohen (1985).

organisationnelles (organisations décentralisées) que des buts, pourrait entraîner l'hypothèse fructueuse de l'émergence d'un nouveau répertoire d'action et permettre la réutilisation du cadre théorique de Tilly, en tentant par exemple de corréler ces changements avec "les changements dans les lieux et les technologies de pouvoir et de ressources, les modifications de la relation entre l'Etat, l'économie et la société, et les transformations des expériences et des structures de la vie quotidienne"¹, celui-ci s'y est toujours refusé².

La critique des organisations chez Piven et Cloward : beaucoup d'autres auteurs se rattachant au courant de la mobilisation des ressources ont, à la suite de Tilly, accordé une grande importance au politique. Piven et Cloward sont de ceux-là, bien qu'ils innovent de deux manières : d'une part en raison de l'intérêt qu'ils portent aux idéologies et, d'autre part, par le rôle négatif qu'ils prêtent aux organisations.

Dans leur analyse des "mouvements de pauvres", les deux auteurs utilisent un modèle d'inspiration marxiste, accordant une place centrale au politique. En même temps, ils confèrent un large rôle aux perceptions et aux idéologies dans l'action collective. Le changement social rapide - et sa cohorte de conséquences négatives pour les classes populaires - est considéré comme une condition favorisant l'action collective. Mais l'existence de tensions structurelles ne suffit pas car "pour qu'un mouvement de protestation s'abstraie des traumatismes de la vie quotidienne, les gens doivent percevoir la privation et la désorganisation dont ils font l'expérience comme à la fois injuste

et remédiable"¹. Cette prise de conscience s'exprime d'abord par un changement dans l'attribution des responsabilités : petit à petit, les personnes qui se considéraient comme seules responsables de leur situation en viennent à penser que ce qui leur arrive est de la faute des élites, ou plus généralement du système². L'évolution des perceptions a plus de chance de se produire en période de transformations sociales, d'une part parce que les personnes touchées sont nombreuses, d'autre part parce que l'élite politique est déstabilisée : les déclarations de certains leaders, cherchant à utiliser un rapprochement avec les pauvres comme atout dans la compétition qui les oppose à d'autres, stimulent la prise de conscience. De ce point de vue, les élites "jouent un rôle important en mettant en forme les demandes des gens qui se soulèvent"³. En ce sens, le système électoral est une institution structurante des opportunités d'action. C'est d'abord à travers le vote que les personnes expriment leur mécontentement, incitant les leaders à des discours qui renforceront encore le changement des perceptions⁴. Enfin, l'impact des "ruptures institutionnelles" (institutional disruptions) provoquées par l'action collective dépend essentiellement de la manière dont elles se répercuteront sur le système politique⁵.

¹ - Piven et Cloward (1977, p 12).

² - Sur la différence entre "personal attributions" et "system attributions", cf Ross (1977) : "The Intuitive Psychologist and his Shortcomings : Distortions in the Attribution Process", in Berkowitz : *Advances in Experimental Social Psychology*, vol 10, n°1, Academic Press, et Ferree & Miller (1985).

³ - Piven & Cloward (1977, p 17).

⁴ - Piven & Cloward (1977, pp 15-16).

⁵ - "L'impact politique des ruptures institutionnelles est médié par le système électoral représentatif. Les réponses aux ruptures varient selon les conditions électorales.", Piven & Cloward (1977, p 27).

¹ - Cohen (1985, p 690).

² - Tilly (1986, pp 540-541).

Si la structure sociale et institutionnelle conditionne les opportunités d'action, elle détermine également quelles formes pourra prendre la contestation, d'une part parce que "c'est typiquement en se rebellant contre les règles et les autorités associées à leurs activités quotidiennes que les gens protestent"¹, d'autre part parce que la force que les groupes retirent de leur action dépend de leur contribution plus ou moins cruciale à la survie de l'institution qu'ils ébranlent².

Ce sont donc les caractéristiques de la vie quotidienne qui vont influencer les formes de l'action de masse : "les gens ne peuvent défier les institutions auxquelles ils n'ont pas accès, et auxquelles ils ne contribuent pas"³. Ainsi, le reproche fait aux étudiants protestant contre la guerre du Vietnam d'attaquer les administrateurs de la faculté (plutôt que le complexe militaro-industriel) alors que ceux-ci n'étaient pas responsables de la guerre ne tient pas compte des contraintes pesant sur l'action de masse : l'université était en effet le seul endroit où les étudiants étaient physiquement présents et la seule institution où ils jouaient un rôle. On comprend dès lors la faible capacité d'action des classes inférieures, dont la participation institutionnelle est souvent insignifiante, ainsi que les formes spécifiques que prennent leur contestation : "certains pauvres sont parfois tellement isolés de toute participation institutionnelle significative que la seule "contribution" qu'ils peuvent suspendre est celle du calme de la vie civile : ils peuvent participer à des émeutes"⁴.

Comme Tilly¹, Piven et Cloward refusent donc la distinction entre formes d'action politiques et non-politiques ou pré-politiques : le "défi de masse" (mass defiance), le trouble à l'ordre civil, sont les seuls moyens de lutte possibles et efficaces des pauvres.

Dans ce contexte, Piven et Cloward ont l'originalité d'affirmer le caractère non nécessaire et même contre-productif des organisations. En effet, celles-ci tendent à détourner les énergies jusque-là uniquement concentrées sur le "défi de masse" : "les activités des organisations tendent à tirer les gens des rues vers les salles de réunion"². Par ailleurs, la construction d'organisations et leur reconnaissance par les autorités tendent à accréditer le credo officiel selon lequel l'action politique et législative payent, alors qu'en fait le gouvernement se contente de promesses en l'absence de "défi de masse". Elles offrent donc un forum aux élites, et aident à créer l'image d'un gouvernement à l'écoute des concitoyens³, provoquant alors une disparition du sentiment d'indignation et du climat politique qui soutenaient la révolte. Pourtant, les quelques concessions ne sont pas dues à l'action des organisations mais sont à mettre sur le compte de la menace que faisaient peser sur les élites les pratiques de rupture de la base : "tout ce que les gens ont obtenu, ils l'ont obtenu grâce à la turbulence de leurs actions et non grâce à la ressource du nombre"⁴. Enfin, le maintien dans le temps des organisations nécessite des ressources que les classes défavorisées n'ont pas. Les organisateurs sont donc inexorablement attirés vers les élites

¹ - Piven & Cloward (1977, p 21).

² - On reconnaît ici la notion de "negative inducement" développée par Wilson (1961).

³ - Piven & Cloward (1977, pp 22-23).

⁴ - Piven & Cloward (1977, p 25).

¹ - Tilly (1978, p 171).

² - Piven & Cloward (1977, p xii).

³ - Piven & Cloward (1977, p 91).

⁴ - Piven & Cloward (1977, p xii).

et la cooptation est la conséquence directe de cette quête¹. Ainsi, c'est parce qu'il a adopté des méthodes d'actions directes comme la résistance aux expulsions ou l'attaque des centres d'assistance que le mouvement des chômeurs des années trente a réussi à obtenir un système fédéral d'allocation chômage et les concessions économiques du New Deal. La création en 1935 de la Worker's Alliance of America n'empêchera pas le déclin du mouvement, l'accélération même en l'incitant à abandonner les tactiques de rupture, qui lui permettaient d'avoir de l'influence sur les décisions des bureaux d'aide locale, au profit des procédures bureaucratiques, en raison de la cooptation des leaders locaux et de la concentration de l'action sur les réformes législatives : "n'étant plus capable de produire des bénéfices tangibles, l'alliance perdit en même temps la principale incitation par laquelle elle avait mis en action de nombreuses personnes."².

De même, la syndicalisation n'a pas permis aux travailleurs industriels de résister à l'érosion de ce qu'ils avaient gagné dans les années trente, avant d'être organisés, et d'obtenir par eux-mêmes un quelconque gain politique en l'absence d'un mouvement. Au contraire, l'organisation a fait perdre à la grève son potentiel de rupture³, et les syndicats sont devenus de simples courroies de transmission du pouvoir⁴. Ainsi, pour

Piven et Cloward, l'organisation ne peut ni créer les mouvements sociaux, qui dépendent avant tout des conditions sociales, ni empêcher leur déclin. Les leaders "peuvent seulement essayer de gagner ce qui peut être gagné, quant cela peut-être gagné"¹ et les seules stratégies efficaces sont celles qui "augmentent le dynamisme de l'action de rupture à chaque étape de son émergence et de son évolution"².

Au-delà d'une réhabilitation de l'importance des perceptions et de la conscience collective, qui dans le même temps relativise le caractère stratégique de l'action (les revendications sont mises en forme par les élites, et se forment dans une certaine mesure au cours de l'action), l'ouvrage de Piven et Cloward met l'accent sur deux phénomènes importants. D'une part, ils montrent que, contrairement à ce qu'affirmaient Hobsbawm ou Gamson³, l'action spontanée de rupture donne lieu à des gains à court terme. Ceci a été confirmé par plusieurs études qui se sont penchées sur l'impact au niveau des politiques publiques des émeutes urbaines des années soixante⁴. D'autre

¹ - Pour la définition de la cooptation (reconnaissance de l'interlocuteur sans que celui-ci en retire des bénéfices) et de la préemption (bénéfices sans reconnaissance), cf Gamson (1975).

² - Piven & Cloward (1977, pp 81-82).

³ - "La syndicalisation ritualise et "encapsule" le pouvoir de la grève, limitant alors aussi les effets possibles des ruptures économiques." Piven & Cloward (1977, p 174).

⁴ - "En l'absence d'un mouvement, les syndicats n'étaient pas réellement capables de contrôler les voix qu'ils prétendaient représenter. Le mouvement de grève des années trente, au contraire, menaça de mobiliser les travailleurs comme les électeurs d'une manière dépassant les appels

habituels et multiples des partis, sections et ethnies. (...) Le mouvement de grève fit craindre une rupture électorale mais comme le mouvement s'écroula, ce fut le parti Démocrate et non les syndicats qui eurent la capacité de mobiliser les électeurs ouvriers et qui définirent les enjeux sur lesquels se ferait cette mobilisation. En l'absence de l'extraordinaire ferveur provoquée par une protestation de masse, les syndicats jouèrent au mieux un rôle subsidiaire en disciplinant le vote ouvrier.", Piven & Cloward (1977, p 171).

¹ - Piven & Cloward (1977, p 37).

² - Ibid.

³ - Hobsbawm (1959) ; Gamson (1975, pp 93-94). Gamson a cherché à montrer, à partir de l'étude quantitative d'une série de mouvements, qu'étaient victorieux les mouvements organisés de manière bureaucratique, qui poursuivaient des buts limités, qui employaient des incitations sélectives et qui étaient sponsorisés.

⁴ - Cf notamment Button (1978), Jennings (1979).

part, ils montrent bien - à un moment où la perspective dominante se focalise peut être excessivement sur l'importance des ressources organisationnelles - les risques majeurs de bureaucratisation et de cooptation que les organisations formelles font peser sur les mouvements sociaux. On peut néanmoins leur reprocher de présenter ces processus comme inévitables, alors que l'évolution des mouvements paraît beaucoup plus aléatoire. Par ailleurs, leur affirmation selon laquelle l'organisation formalisée est incompatible avec le "défi de masse" semble contredite par plusieurs études, et en premier lieu par celle de Gamson, qui relève une relation positive entre le degré d'organisation et le non respect des lois dans l'action¹. Enfin, si la provocation et la violence sont généralement efficaces, Snyder et Kelly ont pu montrer que le lien entre succès des grèves et violence en Italie pouvait s'expliquer par une autre variable, le nombre de syndiqués².

Conclusion : en conférant une dimension stratégique aux mouvements sociaux, le paradigme de la mobilisation des ressources a sans doute beaucoup apporté à leur étude, notamment en permettant l'analyse d'objets jusque là délaissés, comme par exemple les organisations, l'aide extérieure aux mouvements, les répertoires d'action collective ou encore la structure des opportunités. Par ailleurs, ce paradigme n'a jusqu'à présent pas été vraiment dépassé, et reste le plus pertinent. Néanmoins, les bases théoriques sur lesquelles il se fonde interdisent l'adoption d'une perspective d'analyse unifiée³, en

raison des imprécisions et des contradictions internes à différentes notions.

1- Tout d'abord, la notion de ressources, au centre du paradigme, est mal définie. Chaque auteur lui confère un contenu différent et présente une liste plus ou moins limitative. Ainsi, pour Obershall, les ressources regroupent "toutes sortes de choses, depuis les ressources matérielles - emplois, revenus, économies et accès à des biens matériels et à des services - jusqu'aux ressources immatérielles - autorité, engagement moral, croyance, amitié, capacité, etc."¹. Selon Tilly, elles peuvent être "pouvoir de travail, biens matériels, armes, votes et toutes sortes de choses, tant qu'elles sont utiles dans l'action pour des intérêts partagés"². En fait, la notion repose sur une tautologie : tout ce qui sert à l'action est considéré comme une ressource.

2- Plus fondamentalement, la théorie reste dans l'impasse pour ce qui est de l'explication de l'engagement individuel. Aucun auteur n'a réussi à résoudre le problème du paradoxe olsonien. Deux solutions ont été avancées. La première, qui consiste à différencier acteurs de la base, agissant pour l'obtention de biens matériels, et entrepreneurs politiques, luttant pour le pouvoir³, ne résoud pas le problème de savoir pourquoi certains individus deviennent entrepreneurs politiques⁴. La deuxième solution, qui met l'accent sur les groupes de solidarité préexistants ou sur l'identité collective⁵ introduit une contradiction dans le cadre théorique : l'action collective perd une partie de son orientation stratégique pour devenir une fin en soi.

¹ - Obershall (1973, p 28).

² - Tilly (1978, p 7).

³ - Cf notamment les analyses de MacCarthy & Zald.

⁴ - Lapeyronnie (1988).

⁵ - Cf Tilly, Obershall.

¹ - Gamson (1975). Cf aussi Jenkins (1984) ; West (1981).

² - Snyder & Kelly (1976).

³ - Lapeyronnie (1988, p 616).

C'est en effet un appel aux incitations de solidarité (solidary incentives) qui, pour résoudre le paradoxe, introduit une dimension symbolique et idéologique absente dans ces modèles plus politiques.

3- Enfin, l'explication de l'action collective et des mouvements sociaux uniquement par la lutte entre groupes pour la participation au système politique, déjà affaiblie par cette contradiction, est encore diminuée par certaines constatations empiriques : les mouvements contemporains - écologistes, féministes, autonomistes ne s'adressent pas à l'Etat et l'idéologie et les représentations y jouent un rôle prépondérant¹.

III

LE PARADIGME IDENTITAIRE

¹ - Cohen (1985).

Malgré les efforts déployés dans les années soixante-dix, aucun auteur n'a réussi à résoudre de manière réellement satisfaisante le problème du "free rider" posé par Olson quinze ans auparavant. De ce point de vue, les explications par les groupes préexistants et le leadership (Obershall, 1973, 1980), par l'existence d'intérêts collectifs (Tilly), par les incitations sociales (Fireman & Gamson, 1979) ou par les soutiens extérieurs (Mac Carthy & Zald, 1979) laissent irrésolus un certain nombre de problèmes cruciaux¹ : par quel processus les membres d'un groupe prennent-ils conscience d'une situation et qualifient-ils un problème de politique ? Quand et pourquoi des caractéristiques communes permettent-elles la reconnaissance mutuelle des membres d'un groupe et de ce fait la formation d'une identité collective ?

Dans le sillage du mouvement étudiant des années soixante, la décennie soixante-dix voit le développement de nouvelles formes de contestation, nouveauté perceptible à la fois au niveau des thèmes mobilisateurs (mouvements pacifistes, écologistes, de libération de la femme, etc.) et des modes d'action politique (passage de la représentation traditionnelle des intérêts à une pratique plus directement participationniste, (Barnes, Kaase et alii, 1979 ; Jennings & Van Deth, 1990). Bien qu'ils fussent tournés vers l'obtention de biens collectifs, ces mouvements furent d'abord analysés sous l'angle dominant de la

¹ - Cf aussi les tentatives de résolutions du paradigme par Oliver (1984) qui explique que les gens participent parce qu'ils réalisent que les biens collectifs ne seront jamais obtenus si tout le monde raisonnait comme Olson, et Carden (1978) qui insiste sur les satisfactions idéologiques que les gens obtiennent lorsqu'ils luttent pour une cause qu'ils estiment juste, in "The Proliferation of a Social Ideology and Individual Incentives in the Contemporary Feminist Movement", in Kriesberg (ed) : *Research in Social Movements, Conflicts and Change*, vol 1, pp 179-196.

mobilisation des ressources. C'est dans ce cadre théorique que s'inscrit Walsh pour étudier la mobilisation locale à la suite de l'accident de Three Mile Island (Walsh, 1989), de même que Freeman qui, dans son travail sur le mouvement féministe américain, se penche sur les relations entre les buts du mouvement et la structure organisationnelle de différents groupes de femmes (Freeman, 1975). Pourtant, par leur indifférence aux aspects idéologiques et politiques, ces travaux passaient à côté d'une partie de l'explication, comme le montrèrent de façon convaincante plusieurs recherches empiriques menées à partir de la fin des années soixante-dix¹. Du coup, il est apparu nécessaire à certains de se tourner vers un modèle d'explication non exclusivement fondé sur la rationalité stratégique individuelle, afin, dans une perspective plus compréhensive, d'interroger les processus par lesquels les acteurs collectifs créent les solidarités et les identités collectives. Les chercheurs européens, et surtout allemands², ont été les premiers, pour des raisons culturelles, à

¹ - Cf par exemple Fireman et Gamson (1979) ; Muller et Opp (1986) qui tous montrent que les motivations idéologiques et les buts collectifs constituent des variables plus déterminantes pour les nouveaux mouvements sociaux que l'explication par l'intérêt individuel à la participation.

² - "Si le concept de Nouveaux Mouvements Sociaux apparaît d'abord dans le travail des sociologues allemands, c'est que ces mouvements connurent d'abord un fort développement en Allemagne de l'Ouest, monopolisant l'attention des observateurs politiques. Il y a aussi le fait que les mouvements allemands accentuaient les traits identifiés dans le concept de NMS. Le développement des groupes d'initiative citoyenne (Bürgerinitiativen) dans les années soixante-dix, la mise en place de groupes fédéraux comme la BBU (Bundesverband Bürgerinitiativen Umweltschutz), et, par la suite, la fondation du parti Vert en 1980 contribuèrent à créer un réseau extensif de nouveaux groupes sociaux. L'action politique et la rhétorique des mouvements Ouest-Allemands étaient aussi nettement pénétrées de l'idée de leur spécificité par rapport aux autres groupes d'intérêt ou aux précédents groupes sociaux", in Dalton & Kuechler (1990, p 4).

se poser ces questions dès le début des années soixante-dix. En effet, alors que les Américains restaient fidèles à l'étude des cadres de référence environnementaux (organisation des mouvements, répertoires et violences de masses), les européens, sous l'influence des cadres d'analyse marxistes¹, se placèrent à un niveau plus idéologique et culturel, obsédés qu'ils étaient par les changements récents du capitalisme, l'apparition de mouvements sociaux interclassistes et la nécessité de rendre compte de la disparition de la classe ouvrière en tant qu'acteur central du mouvement social.

Les travaux d'Alberoni (1968 ; 1984 ; 1992), de Pizzorno (1990 ; 1978), de Melucci (1980 ; 1981. a. b ; 1985 ; 1988) en Italie, d'A. Touraine en France (1975 ; 1978 ; 1984), d'Habermas (1981) de Offe (1985 ; 1987 ; 1990), Brand (1985), Kitschelt (1985 ; 1986), Rucht (1988 ; 1990) en Allemagne, de Kriesi (1988 ; 1989) en Hollande et d'Oloffson (1988) en Scandinavie s'inscrivent dans cette tradition de recherche qu'il est convenu de désigner sous l'appellation générique de théorie des nouveaux mouvements sociaux (ci-après NMS) ou de "paradigme identitaire" (Cohen, 1985)².

¹ - Les néo-marxistes sont sympathiques à ces chercheurs par leur insistance sur l'importance de la conscience, de l'idéologie, du conflit social et de la solidarité pour la formation de l'action collective. Il n'en demeure pas moins un désaccord sur l'importance à donner dans l'explication des mouvements sociaux contemporains aux contradictions structurelles, aux classes économiques et aux crises.

² - On trouve une présentation synthétique et critique des théories de ce courant dans deux ouvrages récents : Klandermans, Kriesi, Tarrow (1988) et Dalton & Kuechler (1990), mais aussi dans Cohen (1985).

Chapitre I

QU'EST-CE QU'UN NOUVEAU MOUVEMENT SOCIAL ?

Changements structurels et valeurs post-matérialistes : se réclamant d'un modèle d'explication structural, la plupart des auteurs invoquent les évolutions du capitalisme pour rendre compte de la radicale nouveauté des NMS¹. Pour cela ils s'appuient sur des travaux consacrés au

¹ - Avec évidemment des variations, les uns insistant plutôt sur les transformations structurelles des sociétés capitalistes et le développement de nouveaux clivages sociaux (Melucci et Touraine), d'autres insistant plutôt un changement dans les valeurs (Inglehart). A ces démonstrations de la nouveauté des NMS, certains s'opposent pourtant, soit qu'ils considèrent que ces mouvements ne sont que la manifestation la plus récente d'un processus à long terme de modernisation de nos sociétés (cf

post-matérialisme dont le meilleur exemple est encore le livre de Ronald Inglehart (1977) : *The Silent Revolution*¹. A partir du cadre théorique de la hiérarchie des besoins élaborée par le psychologue Abraham Maslow, Inglehart montre qu'une fois ses besoins matériels immédiats satisfaits, l'homme tourne ses préférences vers des besoins non-matériels de nature intellectuelle ou esthétique. Or, l'évolution de nos sociétés développées en serait justement à ce stade du passage des valeurs matérialistes aux valeurs post-matérialistes², sous l'effet conjugué de la croissance économique, de l'innovation technologique, des changements dans la répartition sociale (passage d'une société de classe à une stratification complexe), du développement de l'éducation et de l'absence de guerre dans le monde occidental depuis plus de trente ans.

Il en découle une augmentation générale du niveau de compétence politique et une demande accrue de participation au processus de décision : "une part désormais très étendue de la population commence à manifester un intérêt et une compétence suffisants en matière de politique nationale et internationale pour participer à la prise de décision. (...) Les alternances routinières leur permettent de jouer un rôle de plus en plus actif dans la

formulation des politiques, et de s'engager dans ce que l'on pourrait appeler des activités marquées par la "concurrence des élites" plutôt que par la "direction des élites"¹. L'augmentation du potentiel de participation politique s'accompagne donc d'un changement qualitatif dont d'autres auteurs avaient déjà souligné l'importance².

En même temps, on assisterait parmi les nouvelles générations de la classe moyenne à l'apparition de nouveaux enjeux "qui proviennent plus de différences dans les styles de vie que de besoins économiques. Par exemple, on peut citer des choses comme la protection de l'environnement, la qualité de la vie, le rôle de la femme, la redéfinition de la moralité, l'usage de la drogue et l'élargissement de la participation publique en ce qui concerne à la fois la prise de décision politique et sociale"³. Enfin, les citoyens n'accorderaient plus leur confiance aux organisations traditionnelles (partis, syndicats) censées assurer dans le modèle pluraliste une médiation efficace entre le pouvoir et eux⁴. (Le tableau page suivante résume sous forme synthétique l'argumentaire d'Inglehart).

Namenwirth et Weber, 1987), soit qu'ils y voient la résurgence cyclique de mouvements plus anciens (Brand, 1990).

¹ - On peut consulter Gorz (1980 ; 1983) pour les ouvrages en français.

² - "Les populations de l'Ouest sont passées des valeurs exclusivement matérielles de bien-être et de sécurité physique à la qualité de la vie. Les causes et les implications de ce déplacement sont complexes, mais le principe de base peut se résumer très simplement : (...) De nos jours, une portion désormais très large des habitants de l'Ouest a été élevée dans des conditions exceptionnelles de sécurité. Certes, la sécurité physique et économique continuent à être positivement appréciées mais leur place relative dans les priorités de chacun est plus faible que par le passé". Inglehart (1977, p 3).

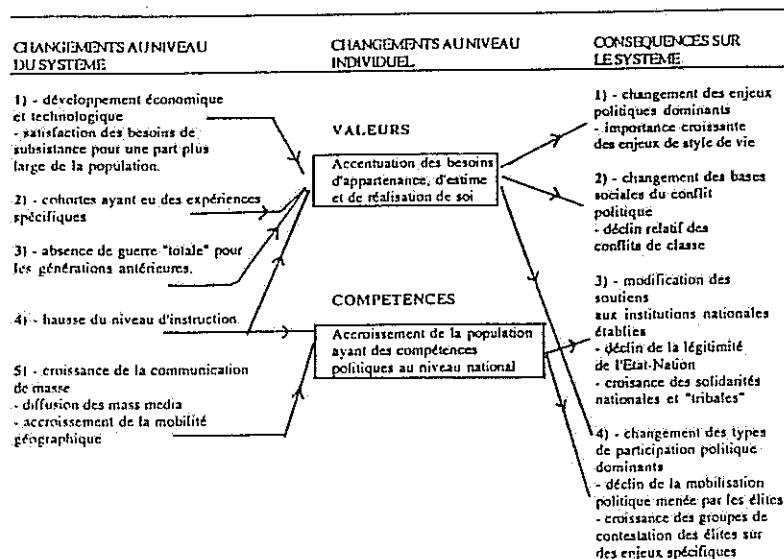
¹ - Ibid.

² - Cf Verba & Nye (1972). Voir aussi Huntington (1974) qui développe l'idée selon laquelle l'augmentation de la participation aurait pour effet de fragiliser la démocratie.

³ - Ibid., p 13.

⁴ - Inglehart a construit pour sa démonstration un indice de post-matérialisme à partir d'enquêtes par sondages. Après son livre de 1977, il a continué à tester ses hypothèses sur l'accroissement continu des valeurs post-matérialistes dans les sociétés développées à partir des enquêtes de l'Eurobaromètre et le bilan qu'il en dresse dans son dernier livre le confirme. Cf Inglehart (1990) et Mayer & Perrineau (1992) pour une analyse récente du cas français.

LES PROCESSUS DE CHANGEMENT DANS LE MODELE D'INGLEHART



The Silent Revolution, 1977, p 5.

Cette constatation de l'inadaptation des institutions sociales établies n'est pas isolée et se rapproche des conclusions que Barnes & Kaase (1979) tirent d'une enquête menée en Allemagne, en Hollande, en Angleterre, aux U.S.A. et en Autriche où ils montrent que les organisations traditionnelles ne seraient plus à même de prendre en compte les aspirations post-matérialistes, ce qui aurait pour effet de favoriser le développement des actions protestataires¹. En 1979 toujours, dans un article paru dans *Daedalus*, Suzanne Berger analyse plus en profondeur les raisons de cette désaffection et essaye d'en mesurer la portée². Selon elle, la crise économique qui frappa les économies développées au milieu des années soixante-dix a eu pour effet d'accroître considérablement la transparence de l'Etat, les citoyens devenant de plus en plus conscients du partage inégalitaire des biens sociaux et économiques. A cela s'ajoute la politisation de domaines cantonnés jusqu'alors à la sphère civile³, un processus à long terme d'intégration de la périphérie et, plus récemment, la remise en cause des fonctions et des buts mêmes de la société (en termes de modes de vie et de relations d'autorité). D'où une réaction d'hostilité à l'Etat et aux organisations en général que Suzanne Berger analyse ainsi : "la

¹ - Pour un compte-rendu plus complet du livre de Barnes & Kaase, notamment à propos de la mesure des niveaux de "potentiel protestataire" au moyen de la technique des échelles d'attitudes, cf Mayer & Perrineau (1992).

² - Berger (1979).

³ - Melucci écrit à ce propos que "la régulation économique et politique n'est plus désormais limitée à la manipulation des contraintes externes du comportement individuel, mais intervient aussi à travers la défense des modèles technocratiques de la rationalité et de la coordination, à travers l'usage des technologies légales, éducationnelles, médicales, psychiatriques et médiatiques. Ce type nouveau et insidieux de contrôle social est souvent décrit comme une nécessité fonctionnelle d'un nouveau stade de production.", (1980, p 33)

nouvelle transparence de l'action étatique et de son impact sur la vie quotidienne, une perception nouvelle de l'autonomie relative de la politique, se combinent avec la capacité déclinante des institutions politiques à provoquer un mouvement de résistance à l'Etat, en même temps qu'elles promeuvent l'augmentation de la participation politique. C'est par cette dysfonction entre la croissante politisation de la vie de tous les jours et le déclin des partis qui, dans le passé, articulaient et agrégeaient les demandes, que s'explique la phase actuelle de la vie politique des sociétés de l'Ouest Européen. La principale manifestation de ces glissements se lit dans l'apparition de valeurs opposées à l'Etat dans le discours de tous les nouveaux mouvements politiques, à la fois de droite et de gauche, dans l'Europe d'aujourd'hui"¹.

Cette opposition ne vient pas d'une déception devant la faillite relative de l'Etat à assurer la croissance économique puisque partout les mouvements de protestation ont précédé les crises économiques. Plutôt, "il semble qu'il y ait eu une explosion de doute à propos de la direction que les sociétés industrielles avancées prenaient, du type de relations humaines engendrées par la société de consommation de masse, de l'incompatibilité qu'il y avait entre le type d'organisation nécessaire à la bonne marche d'une société industrielle et les valeurs, les relations interpersonnelles nécessaires à la satisfaction des besoins humains fondamentaux. Il s'agissait moins de rejeter la prospérité matérielle que de protester contre son trop grand succès et le prix à payer pour cela"².

¹ - Berger (1979, p 30).

² - Ibid., p 32.

Unité des nouveaux mouvements sociaux ? A partir de ces analyses du changement de l'environnement social et politique des années soixante-dix, les auteurs ont construit un modèle relativement unifié des NMS autour de quelques caractéristiques communes. En effet, si l'on admet que les mouvements sont le produit de conditions structurelles, il est logique que les mêmes changements dans différents pays aient donné naissance à des groupes de conflit de même nature, au même titre que l'on peut analyser le mouvement ouvrier à la lumière des conflits de classes dominants jusqu'à la seconde guerre mondiale.

Il est frappant d'ailleurs de constater à quel point ces caractéristiques communes sont à peu de choses près identiques d'un auteur à l'autre¹. Les écologistes, les mouvements régionalistes et/ou ethniques, les mouvements anti-nucléaires, les féministes, mais aussi les néo-poujadistes français (CID-UNATI), les militants du MODEF, etc. seraient tous porteurs d'une analyse similaire de la politique contemporaine et défendraient un ensemble unifié de conceptions politiques et stratégiques. Claus Offe (1985) distingue par exemple quatre caractéristiques idéales-typiques des NMS : les revendications, les valeurs, les modes d'action et les acteurs. Le tableau page suivante en présente le contenu en opposition à celles relevées par le paradigme de la mobilisation des ressources, manifestant ainsi la radicale nouveauté des NMS.

¹ - Cf notamment Brand (1985) ; Melucci (1980; 1981. b) ; Offe (1985) ; Tarrow (1989), etc.

LES CARACTERISTIQUES PRINCIPALES DES DEUX PARADIGMES

	"ANCIEN PARADIGME"	"NOUVEAU PARADIGME"
ACTEURS	Groupes socio-économiques agissant dans l'intérêt du groupe et impliqués dans le conflit pour la redistribution.	groupes socio-économiques n'agissant pas comme tels
REVENDI- CATIONS	croissance économique et distribution; sécurité sociale et militaire, contrôle social.	préservation de la paix, de l'environnement, des droits de l'Homme et d'une organisation du travail non aliénante.
VALEURS	Liberté et sécurité de la consommation privée, progrès matériel.	autonomie de la personne et identité, en tant qu'opposées au contrôle centralisé, etc.
MODES D'ACTION	A) <u>interne</u> : organisation formelle, associations représentatives de grande taille. B) <u>externe</u> : intermédiation pluraliste ou corporatiste des intérêts; compétition entre partis politiques, loi de la majorité	A) <u>interne</u> : structure informelle, spontanéité, faible degré de différenciation horizontale et verticale. B) <u>externe</u> : actions protestataires fondées sur des demandes formulées dans des termes surtout négatifs.

Offe, (1985).

Pour ce qui est des valeurs, tous notent une volonté forte d'autonomie individuelle et d'identité (Pizzorno, 1978 ; 1990), une opposition ferme à la bureaucratisation de la société, à la régulation sociale jugée oppressive. Melucci (1978 ; 1980) distingue plus généralement deux grands thèmes majeurs dans les NMS : la centralité du corps d'une part et le goût pour les utopies régressives à forte composante religieuse d'autre part. Par centralité du corps, il entend la volonté de prendre possession de son corps entendu comme siège naturel des désirs. La redécouverte de sa propre nature se manifeste à travers la

communication et l'affectivité que la sexualité exprime : "le corps dans ses différentes significations devient le lieu culturel de résistance et de désir ; il se dresse contre la rationalisation et autorise le délire". Si cette analyse fait l'unanimité, l'idée que les nouveaux groupes de conflits bâtissent leur identité en référence à un passé mythique a suscité de nombreux débats, soulevant notamment l'opposition de Offe (1985). Selon lui, moins que d'un rejet des valeurs modernes, il faudrait parler d'une *radicalisation sélective des valeurs modernes* (p 853) dans la mesure où ce qui est en jeu est d'abord un réaménagement et une sélection des valeurs existantes plus que la promotion de valeurs anciennes.

"Ce que l'on observe", écrit-il, "n'est pas un "changement dans les valeurs" mais une prise de conscience d'un hiatus au sein de l'univers des valeurs modernes - par exemple entre progrès technique et satisfaction des besoins humains, entre propriété et autonomie, revenu et identité, et, plus généralement, entre la rationalité des processus et la désirabilité des résultats - hiatus perçu comme le signe d'une désintégration. Cette prise de conscience cognitive des heurts et des contradictions traversant les valeurs modernes peut conduire à insister sélectivement sur certaines d'entre elles - ce qui est bien différent d'un changement de valeurs. (...) Le nouveau paradigme se comprend mieux comme la critique "moderne" de la modernisation en cours"¹. On touche ici une divergence qui traverse tout le courant des NMS avec d'un côté les auteurs porteurs d'une vision pessimiste insistant sur leur caractère défensif et réactif et concluant à leur négativité (Habermas par exemple) et, de l'autre, les auteurs

¹ - Offe (1985, pp 850 et sq).

véhiculant plutôt une image messianique soulignant leur caractère offensif et concluant à leur positivité (Melucci par exemple).

En termes de composition sociologique des nouveaux groupes de conflit, la plupart des études empiriques montrent clairement que ces mouvements sont essentiellement peuplés de membres de la nouvelle classe moyenne¹. Selon Offe (1985), il n'y a pas là de contradiction avec l'aspect interclassiste des NMS: "il semble qu'il y ait des déterminants structurels clairs permettant de déterminer qui est susceptible de soutenir les causes des NMS et de s'engager dans la pratique de la "nouvelle politique" (il y a donc une forte détermination des agents), mais les demandes (et donc les bénéficiaires de ces demandes) n'ont pas de caractéristiques de classe, sont dispersées et sont soit universalistes par nature (par exemple l'environnement, la paix et les droits civiques), soit fortement concentrées sur des groupes particuliers (définis, par exemple, par le lieu de résidence, l'âge, la soumission à certaines pratiques, lois ou institutions de l'Etat). La politique de la nouvelle classe moyenne est typiquement une politique menée par une classe mais non dans l'intérêt exclusif d'une classe"².

¹ - Voir notamment, parmi beaucoup d'autres, Müller-Rommel (1985) sur les Verts européens. Offe (1985) distingue au sein de cette catégorie assez floue trois sous-catégories aux motivations différentes : la "nouvelle classe moyenne", groupe en ascension particulièrement sensible aux valeurs post-matérialistes, la "vieille classe moyenne" composée de petits propriétaires et d'indépendants qui paie les coûts du processus de modernisation et "les personnes en dehors du marché du travail et/en position périphérique" (étudiants, chômeurs, femmes au foyer, retraités). Cette dernière catégorie se recrute en raison de sa disponibilité temporelle aussi bien que pour sa sujétion très forte au contrôle social dans la vie quotidienne. On n'est pas loin ici d'une explication de la participation par la théorie de la privation relative.

² - Offe (1985, p 833). Cf aussi Melucci (1978, p 48).

L'absence d'une base sociale solide et bien définie implique que la participation aux nouveaux mouvements sociaux tend à être très fluide, les participants s'engageant et se désengageant en fonction des évolutions du contexte politique et des circonstances. En découlent des contraintes auxquelles les NMS répondent par une structure organisationnelle originale, marquée par le rejet des partis et des syndicats au profit d'organisations décentralisées, à petite échelle, anti-hiérarchiques et permettant la démocratie directe (Melucci, 1983). Ce mode d'organisation a pour avantage de tenir compte des contraintes de la participation en même temps qu'elle s'accorde aux choix idéologiques des mouvements. Dans son étude sur le comité de coordination du mouvement pacifiste ouest-allemand, par exemple, Joyce Mushaben montre bien le rejet conscient de toute organisation centralisée, en accord avec l'idéologie des militants (Mushaben, 1989). On perçoit la même adéquation entre le choix du mode d'organisation et les prises de position idéologiques dans la mise en place de "coordinations" en France ces dernières années¹.

Pour ce qui est des modes de protestation, on note la pratique d'actions informelles, discontinues, sensibles aux contextes et toujours limitées dans le temps : "les tactiques de protestation et les demandes indiquent que les groupes d'acteurs mobilisés (potentiellement ou effectivement), se conçoivent eux-mêmes comme des groupes ad hoc et souvent limités à la défense d'une cause unique, plutôt que comme des groupes

¹ - Cf aussi Zald et Ash (1966) qui suggèrent que les mouvements adoptent différentes formes en fonction de leurs buts, les mouvements tournés vers le changement personnel préférant des structures décentralisées à participation exclusive, alors que les mouvements tournés vers les changements institutionnels sont centralisés et exclusifs.

organisationnellement ou même idéologiquement intégrés "¹. A cela s'ajoute (surtout dans l'analyse de Pizzorno) l'idée d'une *non négociabilité des demandes* qui peut être vue comme conforme à la nature relativement sommaire des organisations et donc à leur incapacité à offrir des concessions acceptées par tous. On retrouve ici la distinction entre "rationalité substantive" (jugement sur les fins ultimes) et "rationalité fonctionnelle" (moyens d'atteindre un but donné) mise en avant par Weber dans *Economie et société*. Inglehart faisait déjà remarquer en 1977 que "les types de valeurs que nous avons décrits tendent à être orientés vers différentes formes de rationalité. Les matérialistes insistent sur la sécurité économique et physique, ce qui les conduit à valoriser une rationalité fonctionnelle. Les post-matérialistes sont moins préoccupés des moyens de subsistance physique et plus concernés par les fins ultimes. Les conflits fondés sur les priorités individuelles sont relativement difficiles à négocier, car il n'ont pas les caractéristiques incrémentales des conflits économiques ; à l'image des luttes religieuses, ils tendent à se placer sur un plan moraliste. Ce faisant, les post-matérialistes perçoivent la politique comme un conflit portant sur les fins ultimes, et tout compromis devient impossible"².

Il en découle un rejet des systèmes généralement dominants de représentation des intérêts (corporatistes ou néo-corporatistes), de nombreux groupes refusant de participer aux

¹ - Ibid.

² - Inglehart (1977, p 370). A vrai dire, la non négociabilité des demandes découle en partie d'un déplacement du conflit sur le terrain du symbolique (Sassoon, 1984), terrain où les coûts et les avantages ne sont plus mesurables et où la logique rationnelle de la négociation stratégique n'a plus cours. C'est que les NMS exprimeraient moins des demandes qu'ils n'offriraient un modèle différent, offre à laquelle le système ne peut souscrire sans se nier. Comme le fait remarquer Melucci, les NMS perdent leurs caractéristiques revendicatives au profit d'une "invention du présent".

commissions gouvernementales (Melucci, 1980 ; Offe, 1985), de laisser les partis traditionnels ou les syndicats prendre leurs problèmes en charge. Dès lors, l'action directe, de rue, devient le mode privilégié d'expression et de revendication puisque la cible est moins un Etat avec lequel on refuse de collaborer qu'une opinion à convaincre. C'est d'ailleurs en partie la raison pour laquelle ces nouveaux mouvements auraient développé plus que tous autres des stratégies élaborées vis-à-vis des médias. "Les nouveaux mouvements sociaux", écrivent Dalton et Kuechler, "accordent une grande importance aux médias comme moyen de mobiliser l'opinion. Les médias permettent aux mouvements sociaux d'étendre leur champ d'influence à tout le public, et les actions non-conventionnelles des mouvements sont souvent menées en raison de leur impact médiatique. Des activités comme la construction du camp de femmes à Greenham Common, la formation d'un pont humain au-dessus du Rhin pour dramatiser les problèmes de pollution de l'eau, l'organisation d'une démonstration de masse se donnent tous pour but d'attirer une couverture médiatique et d'obtenir un soutien populaire sur un problème." (Dalton & Kuechler, 1990, p 15).

Après ce tour d'horizon de l'ensemble des apports de la théorie des nouveaux mouvements sociaux, nous nous arrêterons sur les deux auteurs qui ont sans doute poussé le plus loin l'effort d'élaboration théorique : Alberto Melucci en Italie et Alain Touraine en France.

Chapitre II

CONFLITS ET MOUVEMENTS POST-POLITIQUES : A. MELUCCI

Pour Melucci, le problème de départ d'une sociologie des nouveaux mouvements sociaux reste celui de la définition des conditions d'apparition d'un mouvement de classe, au moyen d'une analyse des conflits.

Selon lui l'action collective doit être définie "*comme l'ensemble des conduites conflictuelles dans un système social. Une action collective implique la lutte de deux acteurs, dont chacun se caractérise par une solidarité spécifique et s'oppose à l'autre pour l'appropriation et la destination de valeurs et ressources sociales*". Cette définition générale spécifie le premier niveau de l'action collective. Une deuxième définition vient la

compléter, qui précise en même temps le deuxième niveau de l'action collective : "*L'action collective comprend aussi toutes les conduites qui cassent les normes institutionnalisées dans les rôles sociaux, qui débordent les règles du système politique et/ou qui attaquent la structure des rapports de classe d'une société*"¹.

Le mouvement de classe étant "un mouvement porteur d'un conflit qui investit le mode de production, d'appropriation et de destination des ressources sociales", il doit être distingué des *mouvements revendicatifs* (qui expriment des demandes dans le respect des normes et des institutions) et des *mouvements politiques* (qui cherchent un élargissement de la participation de leurs membres). Pour identifier un mouvement social, Melucci propose d'abandonner les analyses en termes de structures de classe et de rapports de production pour se focaliser sur l'identification des modifications structurelles porteuses de conflit. En effet, la complexité de la société déboucherait sur deux phénomènes connexes, à savoir la dilution des lieux et des objets du conflit en même temps que la disparition d'une structure de classe au profit d'une stratification complexe. Si les classes au sens marxiste orthodoxe n'existent plus en tant que telles, il n'en demeure pas moins que les conflits de classe (luttres de groupes situés à des niveaux différents de la hiérarchie sociale pour le pouvoir) sont toujours présents. D'où la nécessité d'analyser les mouvements sociaux *en partant du conflit*, désormais seul signe visible de l'existence d'affrontements entre

¹ - Melucci (1978). Melucci appelle *action conflictuelle* l'action collective qui répond seulement à la première condition et *mouvements sociaux* les conduites collectives qui répondent à la première et à la deuxième conditions.

groupes antagonistes en lutte pour la domination des ressources¹.

La méthode d'analyse de Melucci repose sur deux autres postulats. D'abord, *le mouvement social est considéré comme une construction analytique* qui ne coïncide jamais avec les formes empiriques de l'action collective (Melucci, 1981). "Au sein d'un phénomène historique d'action collective", écrit-il, "il faut distinguer une pluralité de significations analytiques qui font éclater l'apparente unité de l'objet empirique et induisent une évaluation différente de ses composants structurels en même temps que de ses implications politiques (...). Toute approche analytique des mouvements sociaux implique de distinguer différents niveaux, en fonction du système de relations sociales mis en oeuvre dans l'action et de l'orientation prise par cette action"².

Ensuite, pour *établir la logique d'apparition des mouvements sociaux*, il faut s'interroger plus que l'on ne l'a fait jusqu'à présent sur les rapports entre les changements dans la structure sociale et l'existence concrète des conflits. Dans cette perspective Melucci parle à propos des auteurs de la mobilisation des ressources et du comportement collectif d'un "historicisme naïf" (1978) qui les aurait conduit à *présupposer* le changement social sans s'interroger sur les conditions de son apparition structurelle. D'où l'incapacité des théories existantes à rendre compte des NMS. Pour échapper aux travers d'une explication du changement en termes de processus naturel et connu,

¹ - De ce point de vue, la fonction des acteurs en conflit est de "révéler les enjeux, d'annoncer à la société que des problèmes fondamentaux existent dans une ère donnée. Ils ont une fonction symbolique croissante. On peut sans doute parler à ce propos de fonction prophétique. Ils sont une sorte de nouveau média" Melucci (1985, p 797). Cf aussi Sassoon (1984).

² - Melucci (1981, pp 173-174).

Melucci propose une distinction entre diachronie et synchronie, entre structure et changement. L'antagonisme de classe serait la dimension synchronique du système (lutte des dominés pour la réappropriation de la production sociale). Mais une communauté concrète n'existant que dans la diachronie, les rapports de classes se manifesteraient dans un système politique donné et dans des formes d'organisation sociale particulières. Il faudrait donc lire la lutte synchronique des classes dans la diachronie.

Ces options théoriques déterminent un protocole de recherche en deux temps. D'abord, analyser les déplacements de l'équilibre interne à chaque niveau de la structure afin de *déterminer les contradictions* ("c'est-à-dire une incompatibilité entre éléments ou niveaux de la structure") qui ont mis en branle une action collective de réaction. Cette action se heurte à la structure qui se trouve alors devant une alternative : soit le "système de domination" réagit en assumant les changements réclamés ou en ayant recours à la répression ("changements internes"), soit il ne peut résister aux contradictions et cède ("changements externes") (1978). De ce point de vue, l'action protestataire est conçue par Melucci comme un "*système d'action*" opérant dans un champ systémique de possibilités et de contraintes : "l'action doit être comprise comme une intrication de buts, de ressources et d'obstacles, comme une orientation volontaire qui se construit dans un système d'opportunités et de contraintes" (1985)¹. C'est pourquoi, après la détermination des contradictions, le chercheur doit *focaliser son attention sur les organisations* comprises comme le niveau privilégié d'analyse

¹ - Cette conception de l'action collective comme "système d'action" place au centre de la réflexion le problème de l'identité collective puisque une identité collective ne serait rien d'autre qu'une définition partagée du champ des opportunités et des contraintes offertes à l'action collective.

puisque la manière dont les acteurs mettent en place leur action est le lien concret entre les orientations et le système d'opportunités et de contraintes.

Ce modèle théorique, Melucci l'applique à l'analyse des NMS, cherchant d'abord à déterminer les contradictions nouvelles de la structure sociale, pour ensuite interroger les modes de fonctionnement des NMS. A la première question, il répond comme nous l'avons déjà vu supra par une analyse en termes de modification des structures de production. "La production est de plus en plus production de rapports et de systèmes sociaux et production de l'identité biologique et relationnelle des individus" (1978) ; d'où une modification dans "les formes d'expropriation des ressources sociales". L'identité personnelle des individus devient l'enjeu des luttes et Melucci reprend ici à Michel Foucault l'idée d'une "microphysique du pouvoir".

L'apport le plus intéressant de Melucci porte sur l'étude des formes d'organisation. Selon Melucci, plus que de mouvement social, il est préférable de parler de *réseaux de mouvements, d'espaces d'agrégation* (1983) ou *d'ères de mouvements*, au sens de Gerlach et Hine (1970), et cela en raison du changement de forme et des nouvelles caractéristiques des mouvements : "Plutôt que de mouvement on devrait parler d'espaces de rassemblement (espace d'agrégation) : il existe entre les groupes de jeunes, les femmes, le champ de l'écologie et de la contre-culture, un réseau diffus de groupes, de points de rencontre, de circuits de solidarité qui diffèrent profondément de l'image de l'acteur collectif organisé politiquement.", Melucci (1983, p 14). Ce changement de dénomination permet en même temps de garder à l'esprit l'idée d'une discontinuité analytique d'avec les phénomènes antérieurs (c'est-à-dire le mouvement

ouvrier). "Le mouvement est composé d'unités diversifiées et autonomes qui consacrent à leur solidarité interne une partie importante de leurs ressources. Un réseau de communication et d'échange maintient cependant des cellules en contact entre elles ; des informations, des individus, des modèles de comportement circulent dans ce réseau, passant d'une unité à l'autre et favorisant une certaine homogénéité de l'ensemble. Le leadership n'est pas concentré mais diffus ; en outre il est limité à des objectifs spécifiques et divers individus peuvent assumer des rôles de leaders, pour exercer des fonctions déterminées".

Le mouvement se présente donc comme un *nébuleuse* aux traits spécifiques : "1) les "réseaux de mouvements" présentent tous les traits d'une structure segmentée, réticulaire, polycéphale; 2) il s'agit d'une structure "diffuse", ou mieux de "latence". Chaque cellule vit sa vie propre en complète autonomie par rapport au reste du mouvement même si elle maintient une série de liens à travers la circulation des informations et des personnes; ces liens deviennent explicites seulement à l'occasion des mobilisations collectives sur des enjeux à propos desquels le réseau latent remonte à la surface, pour ensuite s'immerger à nouveau dans le tissu du quotidien¹ ; 3) le caractère du

¹ - Ce point a pour conséquence selon Melucci que les groupes protestataires ont besoin d'une médiation politique extérieure à eux-mêmes pour pouvoir vivre : "justement à cause de la nature fragmentée et dispersée des nouvelles formes d'action collective, les mouvements dans les sociétés complexes ne vivent pas sans forme de représentation politique. Seule la présence de canaux de représentation et d'acteurs institutionnels en mesure de traduire en "politiques" les demandes collectives garantit que celles-ci ne s'épuisent pas dans l'atomisation du "particulier" ou dans le désespoir du geste exemplaire. L'efficacité politique des demandes portées par les mouvements dépend de l'ouverture, de la réceptivité, de l'efficacité, des structures de représentation. (...) Nous nous trouvons donc face à un double paradoxe. D'une part l'action collective n'est plus séparable des demandes et des besoins individuels, elle est donc continuellement menacée d'atomisation et de privatisation ; d'autre part la poussée conflictuelle qui

rassemblement est nettement contre-culturel, au sens littéral ; 4) il existe une imbrication croissante entre les problèmes de l'identité individuelle et l'action collective. La solidarité du groupe n'est pas séparable de la recherche personnelle, des besoins affectifs de communication des membres, dans leur existence quotidienne" (1983).

investit la logique du système ne passe pas par la politique ; et c'est justement pour cette raison qu'elle ne peut pas se passer de la politique." (1983), p 16. Cette réflexion semble corroborée par divers travaux sur les relations entre NMS et pouvoir (Gouvernement, administrations, etc.). Cf par exemple Spanou (1991) : *Fonctionnaires et militants, l'administration et les nouveaux mouvements sociaux*, Paris, L'Harmattan.

Chapitre III

MOUVEMENTS SOCIAUX ET HISTORICITE : A. TOURAINE

Touraine définit la société comme un ensemble hiérarchisé de systèmes d'action sociale, c'est-à-dire de différents modes ou niveaux d'intervention de la société sur elle-même ou encore de différents niveaux de formation du pouvoir. Il distingue ainsi l'organisation sociale du système institutionnel et enfin du champ d'historicité. L'historicité, qu'il place au centre de son analyse, est "l'ensemble des formes de travail de la société sur elle-même, d'un mode de *connaissance* par lequel est constitué un rapport de la société à son environnement, d'un mode d'*investissement* par lequel la société constitue son activité économique, et enfin d'un *modèle culturel* par lequel elle se représente sa propre créativité,

sa propre capacité d'action sur elle-même, ce qui fonde le champ de l'éthique"¹. L'élément central de l'historicité est l'investissement car "l'investissement signifie la capacité d'intervenir, à l'aide de la partie non consommée du produit, sur l'ensemble de l'organisation économique pour créer ce qu'on peut nommer un mode de production ou plus précisément un *mode de production économique de la société par elle-même*"². Touraine repère quatre niveaux d'intervention de la société sur son activité économique et donc quatre modes de production. Dans les sociétés agraires, la société intervient sur la consommation et sur la reproduction de la force de travail, alors que dans les sociétés marchandes elle intervient sur la distribution de biens et services, dans les sociétés industrielles sur les formes d'organisation du travail et enfin dans les sociétés post-industrielles sur la production elle-même. Ce sont ces modes de production qui définissent les rapports de classe, et non la nature du groupe social qui dirige l'économie.

L'historicité est en effet le champ de la lutte des classes, la classe dirigeante étant celle qui s'approprie les résultats de l'historicité. Dans ce cadre, un mouvement social est "l'action collective des acteurs de niveau le plus élevé, les acteurs de classe, qui luttent pour la direction sociale de l'historicité, c'est-à-dire des grandes orientations culturelles par lesquelles une société organise normativement ses rapports avec son environnement"³. A un système d'action historique, c'est-à-dire à un mode de production, correspond un couple de mouvements sociaux antagonistes. Tout mouvement social est la combinaison

¹ - Touraine (1978. b, p 159).

² - Ibid. Touraine utilise là la terminologie de Marx, dont il s'inspire largement dans son oeuvre.

³ - Touraine (1978. a, p 40).

de trois principes : un principe d'identité (I), un principe d'opposition (O) et un principe de totalité (T). Le principe d'identité est "la définition de l'acteur par lui-même"¹ et "dans la pratique des relations sociales, (...) se présente comme un dépassement du groupe ou de la catégorie qui en est porteur"². L'identité de l'acteur ne peut être définie indépendamment du conflit avec l'adversaire. Le principe d'opposition est la définition d'un adversaire et le principe de totalité est la définition de l'enjeu de la lutte qui, dans le cas d'un mouvement social, "n'est rien d'autre que le système d'action historique dont les adversaires (...) se disputent la domination"³.

Ce qui caractérise un mouvement social par rapport à d'autres types de conduites collectives c'est que l'interdépendance des enjeux et des acteurs y est totale⁴, celui-ci pouvant être représenté sous la forme d'un triangle dont le côté IO représente le conflit avec l'adversaire, le côté IT le projet et le côté OT le rejet, c'est-à-dire la lutte contre l'emprise de l'adversaire sur l'enjeu. Touraine repère trois éléments de complexité dans un mouvement social. Tout d'abord, "un mouvement social peut difficilement n'exister qu'à son propre niveau. Pour être fort, il faut qu'il *incorpore et dépasse* des revendications organisationnelles et des pressions institutionnelles"⁵. Ensuite, un mouvement social se trouve au point d'équilibre entre une action institutionnelle de participation au système politique et une action de rupture ou action critique de lutte directe contre l'Etat, puisque les rapports de classe sont à la

¹ - Touraine (1973, p 361).

² - Ibid., p 362.

³ - Ibid., p 363.

⁴ - Touraine (1978. a, p 109).

⁵ - Touraine (1978. b, p 168).

fois des rapports de production et des rapports de reproduction. Enfin, tout mouvement social reste imparfaitement intégré, chacun de ses éléments gardant toujours une certaine autonomie.

Mais le mouvement social n'est pas le seul type d'action collective. Touraine réalise une typologie en différenciant les *luttés affirmatives*, "qui cherchent à accroître l'emprise de l'acteur sur un champ"¹ des *luttés critiques*, "de défense contre une domination non légitimée par l'historicité, donc en crise"² et qui cherchent à restaurer une collectivité. Selon qu'elles se situent au niveau de l'historicité, du système institutionnel ou de l'organisation, les luttes affirmatives correspondent à des mouvements sociaux, à des pressions institutionnelles et politiques ou à des revendications. De même, les luttes critiques apparaissent dans l'action révolutionnaire, les conduites de blocage ou les conduites de crise. Mais les mouvements sociaux et plus généralement les luttes sociales ne sont pas des agents de changement historique. Il n'existe en effet pas de changement historique, de passage d'un type de société à un autre qui soit purement endogène : "tout changement social est à un degré ou à un autre exogène"³, et l'Etat est son agent principal. On doit donc séparer l'analyse synchronique de l'analyse diachronique, et celle des luttes sociales de celle des luttes historiques, qui doivent être comprises "comme des modifications de mouvements sociaux sous l'effet d'un mode d'intervention étatique, comme l'expression des luttes sociales mais dans un régime politique particulier"⁴.

1 - Touraine (1978. a, p 114).

2 - Ibid.

3 - Touraine (1978. b), p 170.

4 - Touraine (1978. a), p 162.

Nous l'avons vu, à chaque type sociétal correspond un mouvement social. Dans la société marchande, ce mouvement était celui des droits civiques et dans la société industrielle le mouvement ouvrier. Dans la société post-industrielle ou encore société programmée, les mouvements sociaux "apparaissent partout où un appareil dirigeant commande la demande autant que l'offre et modèle ainsi les conduites sociales et culturelles"¹. La société programmée a en effet ceci de particulier que "la domination de classe consiste moins à organiser le travail qu'à gérer des appareils de production et d'information, c'est-à-dire à s'assurer le contrôle souvent monopoliste de la fourniture et du traitement d'un type d'information, donc d'un mode d'organisation de la vie sociale"². De ce fait, la lutte sociale n'est plus celle du capital et du travail dans l'usine mais celle des appareils de production et de gestion et des usagers, consommateurs ou habitants. Les nouveaux mouvements sociaux se caractérisent donc par le face à face du pouvoir central et de mouvements de base. Ils ont également tendance à prendre, plus que leurs prédécesseurs, la forme de mouvements culturels³. Mais ces nouveaux mouvements sociaux ne se présentent pas à l'état pur. C'est ainsi que la lutte étudiante de 1976 combine à la fois l'action déclinante du mouvement ouvrier, des réactions défensives à la crise de l'Université et de nouveaux mouvements de contestation culturelle⁴.

Seule la méthode de l'intervention sociologique, qui consiste en une auto-analyse des acteurs suscitée par le

1 - Ibid., p 16.

2 - Ibid.

3 - Touraine (1984, p 291).

4 - Touraine, Dubet, Hegedus, Wiewiorka, (1978), *Lutte étudiante*, Ed. du Seuil.

sociologue¹, peut espérer démêler ces différentes significations des mouvements actuels. Cette méthode d'analyse et ces concepts seront appliqués, outre au mouvement étudiant de 1976, à différents types de mouvements sociaux, notamment au mouvement ouvrier², aux mouvements autonomistes³, ou encore aux mouvements sociaux en Amérique latine⁴.

¹ - Sur cette méthode, cf Ansart (1990) : *Les Sociologies contemporaines*, Seuil, Points, pp 260-268 ; Touraine (1984, pp 197-217).

² - Wieviorka, Dubet, Touraine (1984), *Le Mouvement ouvrier*, Fayard.

³ - Dubet, Hegedus, Wieviorka, Touraine (1981), *Le Pays contre l'Etat : luttes occitanes*, Seuil.

⁴ - Touraine (1988), *La Parole et le sang : politique et société en Amérique latine*, Jacob.

Chapitre IV

L'INSTITUTIONNALISATION DES NOUVEAUX MOUVEMENTS SOCIAUX

Depuis quelques années, l'évolution des nouveaux mouvements sociaux vers une certaine institutionnalisation a poussé les chercheurs à se demander si réellement il était pertinent de continuer à parler d'une radicale nouveauté par rapport aux mouvements précédents. Le colloque de Tallahassee, qui réunit en 1987 deux douzaines de chercheurs, sous la direction de Russell Dalton et Wilhelm Bürklin, s'était d'ailleurs donné explicitement cette question à résoudre. La lecture des meilleurs rapports, publiés récemment (Dalton & Kuechler, 1990), montre que les avis restent très partagés.

Pourtant les arguments et les démonstrations avancés à l'encontre d'une exceptionnalité des NMS nous paraissent convaincants et permettent d'éviter l'écueil d'une vision eschatologique des nouveaux mouvements sociaux, dont Pizzorno se faisait déjà le pourfendeur il y a plus de dix ans (Pizzorno, 1978). "Vingt ans après 1968", écrit à ce propos Sidney Tarrow, "on n'a vu ni la fin du conflit de classe, ni la révolution. Plusieurs des nouveaux mouvements sociaux qui éclosent il y a de cela une génération sont déjà oubliés. D'autres se sont transformés en groupes d'intérêt ; d'autres encore se sont institutionnalisés sous la forme de nouveaux partis. Bien que les valeurs post-matérialistes soient désormais bien ancrées dans la conscience des sociétés industrielles avancées, (...) les études empiriques n'ont pas encore démontré leur transformation en nouveaux alignements politiques et en nouveaux paradigmes"¹. Nous exposerons ici deux arguments qui vont à l'encontre d'une radicale nouveauté des mouvements sociaux nés dans les années soixante-dix : l'existence de mouvements similaires dans le passé et, surtout, leur institutionnalisation progressive au profit de formes d'organisation et d'action classiques.

Dans une communication présentée au colloque de Tallahassee, Brandt montre que si les nouveaux mouvements sociaux se différencient effectivement de mouvements traditionnels comme le mouvement ouvrier, il reste que leurs traits distinctifs se retrouvent dans d'autres mobilisations passées, ce qui ramène l'apparition des NMS à un phénomène cyclique (Brandt, 1990). L'auteur part de l'idée que les mouvements se développent à la faveur de tel ou tel climat social plus ou moins favorable : "Ce que j'appelle le *Zeitgeist*, l'esprit

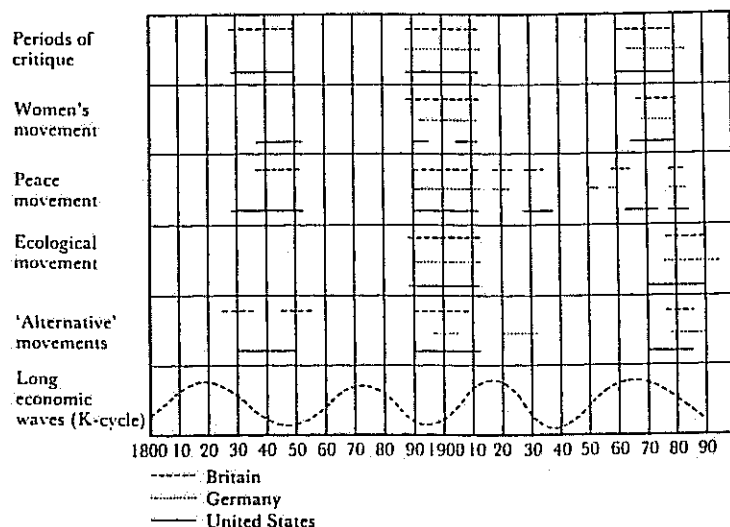
¹ - Tarrow (1990, p 253).

du temps, ou le climat culturel d'une période donnée signifie une configuration spécifique de visions du monde, de pensées et d'émotions, de peurs et d'espoirs, de croyances et d'utopies, de sentiments de crise ou de sécurité, de pessimisme ou d'optimisme, qui prévaut dans la période. Ce *Zeitgeist* crée une sensibilité particulière aux problèmes ; il rétrécit ou élargit l'horizon de ce qui semble socialement ou politiquement faisable ; il façonne les modèles de l'ordre politique ou bien propres à la sphère privée. Ce faisant, il fournit ou prive les mouvements sociaux d'une réponse publique essentielle". Or, les NMS, par l'indétermination structurale des nouveaux clivages qu'ils recourent, par leur pluralisme et leur organisation fluide seraient très sensibles aux changements de contextes politiques. C'est pourquoi, à chaque période marquée par une remise en cause de la modernisation et par une forte critique culturelle, correspondrait le développement de NMS.

A partir de là, Brandt construit pour trois pays un tableau des périodes de forte mobilisation dans le passé, mises en regard avec les moments de critique culturelle et les cycles économiques long (cycles de Konratieff). Il en ressort que les différents types de mouvements se développent simultanément (à l'exception du mouvement pour la paix), dans chaque pays et que les périodes d'intense mobilisation correspondent à des périodes de critique culturelle portant sur les méfaits de la modernisation (1830-1850 ; 1890-1910 ; 1960-1970/80).

En revanche, aucune véritable corrélation ne peut être établie avec les cycles économiques. Brandt conclut sur l'idée que les NMS appartiennent bien à une "catégorie" de mouvements sociaux, apparaissant périodiquement en fonction de contextes politiques favorables, même s'il reconnaît qu'il est difficile de dater précisément les périodes d'intense activité et que

du coup il faut renoncer à déterminer la durée de chaque cycle. Mais l'essentiel pour notre propos n'est pas là. Brandt montre bien d'une part que les NMS ne constituent pas une "première" dans l'histoire des mobilisations et que, d'autre part, contrairement à la thèse d'Inglehart, ils ne marquent pas une évolution irrésistible de nos sociétés puisqu'ils finissent par se transformer, voire par décliner.



K. W. Brandt, (1990, p 34).

S'ils ne disparaissent pas forcément, il est de plus en plus évident qu'ils connaissent des transformations qui les ramènent à des modes d'organisation et d'action plus classiques. Prenant le cas du mouvement Ouest-Européen pour la paix, Rochon (1990) montre par exemple que pour garder le vaste soutien dont il disposait dans sa lutte contre l'installation des Pershing II au

début des années 1980, le mouvement pour la paix a dû se modifier profondément : "en acceptant le soutien de gouvernements locaux et de partis politiques, les organisations du mouvement pour la paix tendirent à s'intégrer aux institutions politiques établies. En se servant des canaux législatifs, judiciaires et bureaucratiques, ces organisations minimisèrent la tendance de certains de leurs activistes à proclamer l'illégitimité de la démocratie libérale. Le choix de se tourner vers la mobilisation de masse conduisit à édulcorer les ambitions politiques du mouvement. Ce rétrécissement, en retour, ému la critique du système politique, ressentie pourtant profondément par tant de militants. L'essor du mouvement pour la paix s'est accompagné du déclin de ses caractéristiques de nouveau mouvement social. Il ne semble donc pas possible pour un mouvement d'être à la fois un mouvement de masse et un nouveau mouvement social "1. Klandermans, de son côté (1990), en décrivant à quel point les NMS hollandais sont pris, comme n'importe quel mouvement, dans un réseau d'organisations favorables ou hostiles, décrit de façon convaincante un processus d'institutionnalisation qui débouche même, quelquefois, sur la création de nouveaux partis (Müller-Rommel, 1990). Le cas le plus flagrant n'est-il pas d'ailleurs celui du mouvement écologiste qui a débouché ces dernières années dans la plupart des pays Européens sur la création de partis politiques se présentant aux élections, nouant des alliances avec les partis classiques, et exerçant des activités d'information et de pression à travers un réseau associatif puissant ? 2

1 - Rochon (1990, p 118).

2 - Cf sur le cas allemand Rucht (1987).

Au total, l'intérêt des travaux développés autour des NMS n'est pas tant d'avoir identifié un nouveau type de mouvement que d'avoir, par un changement d'orientation théorique, redonné au niveau structurel la place qu'il avait perdu avec le modèle de la mobilisation des ressources. En s'intéressant en priorité à la formation des identités collectives et à la structuration idéologique des mouvements, en mettant en avant le rôle des opportunités politiques dans le développement des mobilisations, les auteurs dont nous venons d'exposer les travaux ont contribué à l'enrichissement du paradigme, enrichissement propre à relancer la réflexion sur la sociologie des mobilisations.

IV

REFORMULATIONS RECENTES ET PERSPECTIVES DE LA RECHERCHE

Chapitre I

ANALYSER LES FACTEURS DE LA PARTICIPATION

Les auteurs dont nous avons examiné les travaux n'ont pas réussi à résoudre de manière réellement satisfaisante le problème du "free rider" posé par Olson¹. Pourquoi, selon les situations, des individus participent-ils ou refusent-ils de participer à une action collective ?

D'abord dominée par les interprétations en termes de privation relative (Gurr, 1970 ; Davies, 1962), de croyance généralisée (Smelser, 1962) ou de marginalité pathologique

¹ - Les tentatives ne manquent pourtant pas, que ce soit par les groupes préexistants (Obershall, 1973 ; 1980), l'existence d'intérêts collectifs (Tilly, 1978), les incitations sociales (Fireman et Gamson, 1979), ou les soutiens extérieurs (Mac Carthy & Zald, 1979).

(Hoffer, 1951), la question centrale de la participation à l'action collective s'est longtemps ramenée à l'explication par un état d'esprit particulier, par une tendance plus ou moins naturelle à agir de façon inusitée, voire illégale. Construite en opposition explicite à ce modèle interprétatif, la théorie rationnelle puis celle de la mobilisation des ressources, en rejetant la distinction entre actions institutionnelles et non-institutionnelles, proclame d'une part que la participation répond à des motivations rationnelles tournées vers la réalisation d'un intérêt personnel, et, d'autre part, que l'accent doit être mis sur l'organisation des mouvements plutôt que sur la participation individuelle. Le processus de mobilisation est alors compris comme la mise en oeuvre par une organisation d'une technique politique de prise de contrôle de ressources rares dont il est ensuite fait usage pour rémunérer la participation individuelle. Mais la focalisation de l'explication sur le pourquoi des mobilisations va montrer ses limites avec l'apparition des mouvements sociaux des années soixante-dix, que les chercheurs européens tentent alors d'expliquer par l'apparition de changements structurels porteurs de déséquilibres et de tensions.

Pourtant, dans toutes ces explications, la question centrale de la participation à une action collective ne reçoit pas réellement de réponse satisfaisante, étant donné la difficulté qu'il y a à relier l'existence d'une situation structurelle avec les dynamiques psychologiques par lesquelles les individus prennent la décision d'y remédier. La théorie de la mobilisation des ressources, en se plaçant dans un modèle de rationalité partagée, postule que tous les agents ont la même perception de leur situation, une évaluation similaire des coûts et des avantages de l'action¹.

¹ - Même si Tilly (1978) distingue les intérêts objectifs des intérêts subjectifs et explique que l'organisation sociale définit l'intérêt des

Quant aux théoriciens des nouveaux mouvements sociaux, ils se focalisent sur les origines structurelles des tensions, mais laissent de côté la question des modes de perception de ces tensions par les agents.

Du coup, certains auteurs se sont posés la question du rapport entre l'existence d'une situation, la formulation de griefs, et leur prise en compte par un mouvement à travers son idéologie et les buts qu'il défend. Déjà en 1962, Smelser écrivait que pour qu'une action collective se développe, il fallait non seulement une tension structurelle, mais encore qu'y soit donnée une signification permettant de qualifier cette tension, de désigner des responsables et de proposer des modes de résolution du conflit. En 1969, Turner ne dit pas autre chose lorsqu'il montre que l'émergence d'un mouvement significatif nécessite une révision de la manière dont les gens considèrent leurs conditions de vie, passant de la résignation à la désignation d'une injustice. Turner et Killian (1972) enrichissent l'analyse, comme nous l'avons vu dans la première partie de cet ouvrage : selon les auteurs, la définition collective d'une situation à travers une interaction symbolique est à l'oeuvre dans le processus central d'émergence d'une norme situationnelle et dépend de conditions structurelles : la "défaillance" de la structure sociale et l'inadéquation de l'ordre normatif.

Attentifs à bannir toute orientation psychologisante de leurs travaux, les sociologues de la mobilisation des ressources sont moins nombreux à avoir prêté attention aux perceptions. Piven et Cloward (1979), néanmoins, suggèrent dans *Poor People's Movement* que la mise sur pied d'une action collective

groupes. Mais il reste pour le moins allusif sur le fonctionnement et les perceptions des intérêts subjectifs.

implique de la part des mobilisés l'analyse de leur situation sociale comme modifiable et injuste. Mac Adam (1982) pour sa part introduit la notion de "libération cognitive"¹ dans son modèle du processus politique pour en faire la troisième et dernière condition de l'émergence d'un mouvement social.

La prise en compte des perceptions franchit un pas théorique décisif avec Gamson (Gamson, Fireman, Rytina, 1982) qui fonde ses travaux sur le concept "d'analyse des cadres d'interprétation" (frame analysis) élaboré par Erving Goffman (1991)². Ce dernier interroge les conditions dans lesquelles les gens défient les règles existantes lorsqu'ils s'insurgent contre l'ordre dominant et montre comment notre disposition à l'apathie ou à l'action dépend en partie de la façon dont l'ordre social est structuré et structure donc notre inconscient politique. Dans cette perspective, l'analyse des cadres d'interprétation permet de décoder toute situation en décomposant les différents principes d'organisation qui structurent les événements. Goffman isole ainsi quelques cadres fondamentaux qui constituent des grilles de lecture des événements.

Parmi ces cadres, Gamson utilise essentiellement le *cadre d'injustice*, suggérant que la rébellion contre les autorités est en partie dépendante d'un sentiment d'injustice qui définit l'action d'un système d'autorité comme inique, et justifie en même temps le recours à des modes d'action non conformes à ce système. Toujours dans une perspective goffmanienne, Gamson focalise

¹ - Cf Mac Adam (1982, p 49). La libération cognitive désigne des événements ou des modifications de conditions qui soudainement font sens aux yeux des agents. Le processus est facilité par l'existence d'organisations amies qui diffusent la conscience de nouveaux droits et un sentiment d'efficacité politique.

² - Sur les apports de Goffman à la sociologie des mobilisations, cf Gamson (1984;1988) et Snow et alii, (1986).

son analyse de la mobilisation sur ce qu'il appelle les *micro-mobilisations*, c'est-à-dire les processus de mobilisation produits dans les interactions de face-à-face, ou, si l'on préfère, les relations interpersonnelles. Il propose d'étudier les facteurs de la participation à partir de l'observation de petits groupes, pour mettre au jour les étapes menant les individus à adopter un nouveau cadre interprétatif.

Malheureusement, Gamson considère ces processus indépendamment de tout contexte, s'en tenant à la prise en compte des logiques cognitives et interprétatives à l'oeuvre. Or, nous verrons dans la suite du texte la nécessité impérieuse qu'il y a à prendre en compte les opportunités politiques pour expliquer les modifications d'interprétation par les agents. Autre limite de cette approche micro-sociale soulignée par Lapeyronnie (1988), rien n'est dit sur le passage du niveau micro (celui de la participation) au niveau macro (celui de l'action politique).

Chez d'autres auteurs¹, le lien entre conditions structurelles, demandes articulées et participation personnelle est exploré plus avant à partir d'une utilisation poussée des modèles psycho-cognitifs. Ces modèles de la psychologie sociale classique font de l'acteur un agent à la fois consommateur et producteur d'information. Dans le travail de construction du sens, il est influencé à la fois par des forces sociales, des groupes² et des forces intra-individuelles. Là encore, on part de l'idée que nous agissons en fonction d'une perception de la

¹ - Cf notamment Ferree & Miller (1985) ; Klandermans (1984 ; 1987 ; 1988) ; Snow et alii (1986) ; Snow et Benford (1988).

² - L'idée d'une dépendance de l'individu à l'égard des groupes dans la construction de choix individuels (du fait des coûts de l'information et par souci de conformité) vient de la psychologie sociale américaine, notamment dans son application classique au comportement électoral. Cf Lazarsfeld, Berelson, Gaudet (1948) : *The People Choice*, Chicago Press.

réalité sur laquelle il est possible d'agir, par la persuasion : "on peut influencer la réalité perçue, et les leaders des mouvements sociaux comme leurs adversaires s'y emploient. La persuasion est un élément important dans toute campagne de mobilisation. L'efficacité d'une campagne de mobilisation, du point de vue de la persuasion de l'individu, est un déterminant clé de la participation"¹. Les entreprises de mobilisation se trouvent donc face à deux problèmes : comment modifier les perceptions des gens que l'on cherche à mobiliser ? Comment les convaincre ensuite de participer effectivement à l'action collective ?

Idéologie et résonance cognitive : pour obtenir des soutiens, un mouvement doit parvenir à faire partager sa vision des choses au plus grand nombre de gens. Pour cela, il se livre à un travail de décodage du réel que l'on peut analytiquement décomposer en plusieurs éléments : identifier un problème, le qualifier en termes politiques, désigner des responsables, proposer une solution au problème, persuader que cette solution peut être obtenue par l'action collective. Ces éléments correspondent à ce que l'on appelle la mobilisation du consensus (Klandermans, 1984 ; 1988) ou la modification des schémas d'interprétation (Snow et alii, 1986 ; Snow et Benford, 1988)².

Selon Ferree et Miller (1985), une modification du système des "attributions sociales" dominantes est un préalable à toute mobilisation, étant donné "la tendance générale des gens à surestimer la volonté et les dispositions personnelles dans l'explication du comportement, aux dépens des facteurs situationnels. Même les victimes d'une oppression objective ne

¹ - Klandermans, (1984, p 584).

² - Cf aussi Turner (1969) ; Wilson et Orum (1976) ; Gamson (1982).

percevront pas leur situation comme une injustice si elles attribuent leur situation à leurs qualités personnelles. Le travail de recrutement des mouvements permet aux gens d'interpréter leur situation comme le résultat de forces contrôlables extérieures à eux. Cette reconnaissance délégitime le système"¹.

A partir d'une étude empirique sur plusieurs mouvements, Snow (Snow et alii, 1986) étudie également les différents processus interactifs et communicatifs par lesquels les entreprises de mobilisation parviennent à modifier les "cadres d'interprétation"² en construisant une idéologie mobilisatrice³. Il distingue quatre types de processus permettant l'imposition de schémas interprétatifs. Un mouvement peut d'abord prendre en charge plusieurs problèmes structurellement séparés en les liant idéologiquement. Dans ce cas le mouvement fournit un schéma

¹ - pp 43-44. L'un de nous a montré ailleurs comme les mobilisations de chômeurs en France dans les années quatre-vingt devaient en grande partie leur échec à l'incapacité des organisations à définir un cadre d'injustice propre à susciter la politisation du problème, vécu comme l'agrégation de tragédies individuelles (Fillieule, 1989).

² - Snow en donne la définition suivante : "par cadre d'interprétation (frame alignment) on se réfère aux liens que les individus entretiennent avec l'interprétation des situations par les organisations de mouvement social, de telle façon que certains intérêts individuels, certaines valeurs, croyances et activités des mouvements sociaux, certains buts ou idéologies sont congruents et complémentaires. Nous empruntons le terme "frame" à Goffmann pour dénoter "des schémas d'interprétation" qui permettent aux individus de localiser, de percevoir, d'identifier et de "labelliser" les événements de leur vie et du monde en général. En donnant un sens aux événements, les cadres organisent l'expérience et guident l'action, qu'elle soit collective ou individuelle.", Snow et alii (1986), p 464.

³ - Il reprend la définition de l'idéologie donnée par Wilson (1973) : celle-ci comprendrait un *diagnosis* (une détermination des causes du mécontentement et une imputation de responsabilité), un *prognosis* (l'indication de ce qui doit être fait) et un *rationale* (détermination de qui doit agir, quels arguments utiliser pour convaincre, etc.).

interprétatif unifié et une base organisationnelle pour l'expression de revendications déjà existantes (*frame bridging*). Il peut également clarifier et développer un schéma interprétatif existant (*frame amplification*), en insistant d'abord sur les valeurs¹. Snow donne l'exemple d'une mobilisation d'associations de voisinage contre l'installation d'un abri pour sans-logis par l'Armée du Salut. Celle-ci bénéficiant d'une bonne image auprès de la population, les organisateurs de la mobilisation firent porter leurs attaques sur les sans-logis, cherchant à les diaboliser par l'amplification de caractéristiques historiquement associées aux hommes errants (violence, alcoolisme, perversion sexuelle), en même temps qu'étaient réactivées les valeurs familiales et le besoin de sécurité. Le mouvement peut aussi faire porter l'accent sur la qualification politique d'un problème, les responsabilités à dénoncer et les chances de succès de l'action. Ce dernier élément est essentiel comme l'ont montré de nombreux travaux (Obershall, 1980 ; Piven et Cloward, 1977 ; Klandermans, 1984) et Snow donne l'exemple des efforts du mouvement pacifiste pour convaincre de ses chances de succès par l'utilisation d'une analogie avec le mouvement abolitionniste ou le mouvement d'opposition au Vietnam. Une organisation peut encore chercher à étendre ses soutiens en agrégeant à ses revendications initiales d'autres thèmes qu'elle s'efforce alors de relier idéologiquement à ses véritables sujets de préoccupation (*frame extension*). C'est le cas par exemple des mouvements anti-nucléaires qui, en attirant l'attention du public sur les sacrifices que les dépenses militaires impliquent en matière de

¹ - "L'amplification des valeurs se réfère à l'identification, l'idéalisation et l'élévation d'une ou plusieurs valeurs que l'on suppose fondamentales parmi les membres potentiels mais qui n'ont pas inspiré l'action collective pour un certain nombre de raisons.", Snow et alii (1986).

politique éducative et sociale, espèrent attirer de nouveaux adhérents. Enfin, lorsque les valeurs et les buts défendus par un mouvement sont antithétiques de ceux défendus par la société, le mouvement se voit contraint de créer et de répandre de nouvelles valeurs, soit dans un domaine particulier de la vie sociale, soit globalement, lorsque les buts du mouvement sont fondamentalement opposés à l'idéologie dominante (*frame transformation*).

Dans tous les cas, le travail de manipulation symbolique par les organisations revêt une importance capitale dans les processus de dégel cognitif, de réactivation des solidarités et de création de nouvelles identités. D'où l'intérêt, trop négligé pour l'instant, de faire porter l'analyse des mouvements sociaux sur ces procédés de manipulation symbolique, qu'ils se traduisent par une utilisation stratégique du langage¹, la mise en scène de l'action², l'instauration ou la réactivation de rites³.

A partir de ce cadre d'analyse, Snow essaie de déterminer les facteurs assurant le succès des entreprises de redéfinition

¹ - Ce qu'étudie Gamson dans un texte éclairant consacré aux modalités concurrentes du discours politique mises en oeuvre dans la définition et la qualification du mouvement anti-nucléaire aux USA (Gamson, 1984). Cf aussi Edelman (1977).

² - Ce que suggère Michel Dobry en soulignant que "l'ostentation des démonstrations de force, des défilés, des adunate (...), les déploiements d'uniformes et de drapeaux pourraient bien ne pas représenter seulement la surface, le résidu ou l'écume de phénomènes sociaux plus "profonds" ou plus "essentiels". (...) On peut avancer que le recours à ce qui doit être analysé comme un ensemble de technologies rudimentaires d'objectivation de certains rapports sociaux, de certaines identités ou de certains groupes (...) n'est pas entièrement étranger à la place qu'occupent, pour les définitions des situations intervenant dans des contextes d'interdépendance élargie, les tactiques de stigmatisation.", Dobry (1986, p 193).

³ - Sur la fonction des rites, cf Pizzorno (1986), Edelman (1969 ; 1971) et l'étude d'Aronoff (1977) sur le parti travailliste israélien : *Power and Ritual in the Israel Labour Party*, Assen, Von Gorcum.

idéologique menées par les mouvements. Selon lui, un schéma d'interprétation a d'autant plus de chances d'être adopté par le plus grand nombre qu'il apparaît comme empiriquement crédible et qu'il entre "en résonance" avec les systèmes de croyance dominants (Snow et Benford, 1988) : "Il nous semble que l'un des déterminants clé du succès relatif des cadres d'interprétation réside dans le degré de résonance ; plus le degré de résonance augmente, plus grande est la probabilité que le schéma d'interprétation soit relativement efficace, toutes choses étant égales par ailleurs. Beaucoup de cadres peuvent être plausibles, mais nous pensons que peu d'entre eux réussissent à toucher une corde sensible, permettant alors un haut degré de résonance. Si l'on tient compte de cela, il apparaît nécessaire de porter une attention plus soutenue qu'auparavant non seulement à la nature du travail interprétatif et aux ressources des organisations de mouvement social, mais aussi au degré de résonance entre les cadres résultant de ce travail et la situation, l'idéologie des membres potentiels."¹

De la mobilisation à la participation effective :
Le travail de redéfinition idéologique n'est que le préalable, nécessaire mais non suffisant, à la participation effective du plus grand nombre. Dans cette perspective, Klandermans (1984, 1988) distingue nettement la *mobilisation du consensus* de la *mobilisation pour l'action*, processus par lequel une organisation mobilise effectivement des sympathisants². Cette mobilisation passe par un accord de la base sur les buts et sur les moyens que

¹ - Snow et Benford (1988, p 477).

² - Distinction qui rappelle celle de Gamson (1975) entre "creation of commitment" et "activation of commitment".

se fixe l'organisation. L'analyse menée par Klandermans et Oegema (1987) de la participation à la grande manifestation de la Hague le 29 octobre 1983 nous permettra d'illustrer ce point. Dans leur analyse de cette manifestation du mouvement pour la paix, les auteurs distinguent quatre étapes dans le travail de mobilisation. Dans un premier temps, le mouvement évalue son *potentiel de mobilisation*, à savoir l'ensemble de ceux qui ont une attitude positive vis-à-vis du mouvement. Ce potentiel est le résultat de la mobilisation préalable du consensus : "il est le résultat de longues campagnes dans lesquelles un mouvement propage ses vues en mettant en avant le côté inacceptable de certaines choses, choses qui peuvent être modifiées, le changement étant conditionné à l'action collective". Dans un second temps, les organisations cherchent à mobiliser ce potentiel à travers des *réseaux de recrutement*. A ce stade, le travail de mobilisation consiste en des campagnes d'information, l'activation des réseaux d'interconnaissance et d'amitié par des relations de face-à-face (cf aussi Gerlach et Hine, 1970, et Orum, 1974) et la formation de coalitions avec d'autres organisations, tant au niveau local que national. A cela, on peut ajouter la mobilisation de soutiens prestigieux (cf MacCarthy et Zald, 1987). Parmi les "cibles de la mobilisation", c'est-à-dire les personnes touchées par les réseaux de recrutement, la participation dépendra encore de la *motivation à participer*, laquelle est traditionnellement fonction des coûts et des avantages perçus. A ce moment du processus, la prise en compte des incitations collectives et sélectives reste pertinente¹. Enfin, la

¹ - Sous une forme bien entendu un peu différente de la formulation traditionnelle telle qu'on la trouve exprimée chez Olson ou Obershall : "du côté des mouvements, il faut, pour susciter la motivation, que l'on contrôle les coûts et les bénéfices de la participation. En fait, puisqu'il s'agit de coûts et de bénéfices perçus, le contrôle n'est pas suffisant. Les

participation dépend encore de l'étendue des barrières à la participation (cf Mac Adam, 1986 sur ce point).

Chaque stade de la mobilisation produit des défections, pour des raisons toujours différentes¹, et les auteurs en concluent que la participation dépend d'une multiplicité de facteurs successifs. Pour participer à un mouvement, il faut avoir de la sympathie pour le groupe, avoir été l'objet d'une information et d'une tentative de recrutement, être motivé à agir et ne pas rencontrer de fortes barrières à la participation ; et "les quatre aspects de la mobilisation impliquent différents processus, à la fois en termes théorique et pratique. Le potentiel de mobilisation présuppose une interprétation des doléances ; la formation et l'activation des réseaux de recrutement implique la formation de coalitions et l'établissement d'un lien entre l'organisation du mouvement et des réseaux formels et informels préexistants ; susciter la motivation à participer repose sur le calcul des coûts et des bénéfices de la participation ; et s'assurer une participation effective comprend l'entretien des motivations et l'élimination des obstacles"². Au total, les travaux présentés ici, s'ils ne remettent nullement en cause les fondements du paradigme de la mobilisation des ressources, renouvellent considérablement le modèle en réintroduisant dans ses cadres d'analyse les méthodes de la psychologie sociale, appliquées à l'étude des facteurs de la participation.

mouvements doivent faire savoir aux participants dans quelle mesure ils contrôlent les incitations collectives et sélectives. En conséquence, la mobilisation du consensus est aussi une part essentielle de ces étapes du processus de mobilisation", Klandermans et Oegema (1987, p 518).

¹ - Dans le cas étudié, seulement un vingtième des personnes faisant partie du potentiel de mobilisation se sont effectivement mobilisées.

² - Klandermans et Oegema (1987, p 529).

Chapitre II

LES CONDITIONS POLITIQUES DE L'ACTION COLLECTIVE : LA PRISE EN COMPTE DE LA STRUCTURE DES OPPORTUNITES

Nous venons de voir qu'il n'est pas possible de faire l'économie de l'analyse du travail de conceptualisation idéologique opéré par les mouvements qui cherchent à provoquer soutien et participation. Par souci de présentation, nous avons fait jusqu'à présent comme si cet effort de formulation des tensions et d'articulation des thèmes n'était soumis à aucune contrainte externe au mouvement lui-même. Or l'on sait qu'aucun mouvement social ne peut émerger s'il ne bénéficie pas d'un minimum d'opportunités politiques. Les contextes dans

lesquels s'inscrivent les mouvements protestataires ont une influence déterminante sur leurs chances de réussite, d'où la nécessité, pour répondre à la question du succès ou de l'échec d'un mouvement, d'analyser les groupes en relation avec leur environnement. De ce point de vue, si l'introduction de la notion de potentiel de mobilisation permet de faire le lien conceptuel entre les conditions structurelles des groupes et l'action collective, l'étude de la structure des opportunités politiques et de la culture politique permet de faire le lien entre les différentes conditions externes de la mobilisation (Kitschelt, 1988).

L'étude de l'environnement est un enjeu d'autant plus central que celui-ci constitue une structure structurante de l'activité des contestataires, en même temps qu'il est modifié en retour par l'activité de ces groupes. En effet, l'action collective affecte directement l'organisation et les opportunités des acteurs (Tilly, 1986. b) et, dans une perspective de temps moyen, contribue à une modification structurelle des conditions de mobilisations ultérieures. C'est ce que fait remarquer Sidney Tarrow (1989) lorsqu'il montre les liens étroits entre modification des répertoires d'action et succession des cycles de mobilisation. Il semble bien, par exemple, que la contestation étudiante de la fin des années soixante ait fourni aux "nouveaux mouvements sociaux" un ensemble de ressources qui expliquent largement leur succès, par l'instauration d'un climat d'agitation permanente "légitimée", par la mise en place de répertoires d'action renouvelés et éprouvés, par la transmission d'un potentiel de mobilisation conséquent.

La prise en compte de l'environnement des mouvements sociaux n'est pas totalement absente d'un certain nombre de travaux antérieurs aux années quatre-vingt. Dans les années soixante-dix surtout, avec le renouveau de l'intérêt pour l'Etat,

les chercheurs commencent à observer l'action collective sous l'angle du politique avec, parmi de nombreux autres¹, les travaux de Piven et Cloward (1979) et de Gamson (1975), lequel à partir d'un vaste échantillon de mouvements met au jour l'importance des alliances politiques et de l'action étatique dans le succès ou l'échec des groupes contestataires. Avec l'ouvrage de Mac Adam (1982) sur le mouvement noir aux Etats-Unis, la prise en compte du politique devient un enjeu central de l'explication, l'auteur donnant une importance capitale dans son modèle à l'idée que "le potentiel d'insurrection des groupes exclus découle du "pouvoir structurel" que leur offre leur position dans différentes structures politico-économiques" (p 37). Par ailleurs, cette distribution des cartes n'est pas donnée, les mouvements "se développant en réponse à un *processus itératif* d'interaction entre les groupes et l'environnement socio-politique qu'ils cherchent à modifier" (p 40)².

Actuellement, une convergence se dessine parmi les chercheurs autour de la nécessité d'analyser plus avant les conditions politiques de l'action collective (structure des opportunités politiques), l'environnement des mouvements sociaux (secteur du mouvement social) et les médias.

Modifications macro-structurelles et état du système politique : par structure des opportunités politiques, on se réfère à la réceptivité ou à la vulnérabilité du système

¹ - Cf, pour ne citer que les plus connus, le travail de Gurr (1970), d'Eisinger (1973) sur les mouvements urbains et de Lipsky (1970) sur les grèves de loyer.

² - Cf aussi la recherche de Jenkins sur les travailleurs agricoles de Californie (1985) et les différentes publications de Tilly ayant trait à la constitution et à l'évolution des répertoires d'action (1978 ; 1984 ; 1986. b).

politique à l'action menée par un groupe contestataire donné¹. Au niveau le plus global, plusieurs auteurs ont montré que les ressources disponibles pour un mouvement varient en fonction des processus politiques, économiques et démographiques qui affectent la société, en dehors de la volonté de ses membres. Jenkins et Perrow (1977) expliquent par exemple le succès du mouvement des travailleurs agricoles dans les années soixante aux USA par une série de changements "lourds" prenant leur source dans des "tendances économiques et des réalignements politiques qui apparaissent indépendamment de toute pression des insurgés" (p 266). Même analyse du mouvement noir dans les années cinquante et soixante chez Mac Adam (1982), lequel met en avant l'accroissement du vote noir, son alignement sur le parti Démocrate, la compétition d'après-guerre pour la domination des nations du tiers monde. Autant de facteurs explicatifs du développement du mouvement des Droits civiques, en dehors de toute maîtrise par tel ou tel acteur.

A un niveau moins global, la structure de l'Etat et du système politique ont une importance capitale. Par exemple, Nelkin et Pollack (1981) ont montré combien les évolutions différentes des mouvements anti-nucléaires en Allemagne et en France pouvaient s'expliquer largement par un plus ou moins grand degré d'ouverture ou de fermeture du système politique aux nouvelles demandes². Dans son étude comparée des anti-

¹ - Kitschelt (1986) en donne la définition suivante : "les structures d'opportunités politiques se composent de configurations spécifiques de ressources, d'arrangements institutionnels et de précédents historiques de mobilisation sociale, qui facilitent le développement des mouvements de protestation dans certains cas et les contraignent dans d'autres.", p 58.

² - Cf aussi Joyce Gelb (1990) qui montre bien comment le mouvement féministe en Suède, en Grande Bretagne et aux USA varie de nature et de forme selon le degré d'ouverture du système politique, mesuré par le degré de pluralisme, de corporatisme et de centralisation politique.

nucléaires français, allemands, suédois et américains, Kitschelt (1986) va dans le même sens que Nelkin et Pollack en tenant compte à la fois des facteurs déterminant le degré d'ouverture du système politique (input)¹ et des dimensions caractérisant la capacité des systèmes politiques à lancer des politiques publiques (output)², ce qui lui permet de classer les pays étudiés dans un tableau à double entrée (Kitschelt, 1986, p 64) :

Structure des opportunités politiques en France, Suède, Allemagne de l'Ouest et Etats-Unis.

	structure des input politiques		
		ouverte	fermée
structure des	forte	Suède	France
output politiques	faible	USA	RFA

A partir de cette "modélisation" fortement réductrice, Kitschelt essaie de montrer comment les stratégies des

¹ - Ces quatre facteurs sont les suivants : 1) le nombre de partis politiques, de factions et de groupes qui peuvent effectivement articuler les demandes et contribuer à l'émergence d'un problème par son inscription sur l'agenda politique et/ou médiatique ; 2) la capacité des parlements à développer et à contrôler les politiques publiques. Autrement dit, plus le pouvoir des élus est fort, plus il y a de chances que les demandes soient prises en compte ; 3) le degré de liaison entre les groupes d'intérêts et les élus. Plus ceux-ci sont "fluides et pluralistes", plus les demandes ont la possibilité d'être entendues ; 4) enfin, dernier facteur, "l'ouverture politique ne requiert pas seulement des opportunités pour l'articulation de nouvelles demandes, mais les nouvelles demandes doivent s'efforcer d'aboutir en recherchant des politiques de compromis et de consensus. Pour que cela se produise, il doit y avoir des mécanismes permettant l'agrégation des demandes. L'ouverture est contrainte lorsqu'il n'existe pas de procédure viable permettant la construction de coalitions effectives autour de politiques.", p 63.

² - Il s'agit : 1) du degré de centralisation de l'appareil d'Etat ; 2) du degré de contrôle du Gouvernement sur les opérateurs économiques et financiers ; 3) de la relative indépendance des juges vis-à-vis des intérêts politiques.

mouvements sont contraintes par la structure des opportunités politiques. Par exemple, lorsque les systèmes sont ouverts et faibles (le cas des USA), les groupes ont des stratégies assimilatives alors que dans un système fermé et fort, on est contraint de recourir à des stratégies de confrontation (la France). Par ailleurs, en fonction de la situation de chaque système, les mouvements auront plutôt tel ou tel type d'impact. L'auteur en distingue trois : les "procedural impacts" (reconnaissance des mouvements comme acteurs légitimes), les "substantive impacts" (changement de politique) et les "structural impacts" (transformation de la structure des opportunités politiques par le mouvement)¹. A partir de cette formalisation, appliquée aux mouvements anti-nucléaires, Kitschelt conclut qu'un "gouvernement ne réagit pas nécessairement par un processus d'apprentissage lorsque il se heurte à une opposition inattendue. Dans le cas de l'énergie nucléaire, la capacité à tirer les leçons de l'expérience d'un conflit manifeste ne s'explique pas simplement par l'ampleur de la protestation. Au contraire, elle a été largement déterminée par les canaux et les opportunités laissés accessibles par les autorités aux opposants pour diffuser leur message et s'opposer aux politiques établies (...). Là où les structures d'input politique étaient ouvertes et sensibles à la mobilisation des protestataires, comme en Suède et dans une moindre mesure aux USA, la recherche de nouvelles politiques fut entreprise. Là où elles étaient fermées, comme en France et en Allemagne de l'Ouest, les gouvernements insistèrent de manière plus intransigeante sur un type de politique pré-déterminé. Là où la capacité étatique à mettre en oeuvre des politiques était limitée, comme aux USA et en Allemagne de l'Ouest, le mouvement anti-

¹ - Les deux premières catégories sont celles que Gamson (1975) utilise pour déterminer les degrés de réussite des mouvements.

nucléaire eut au moins une chance d'interrompre la politique contre laquelle il s'était mobilisé. Là où les capacités politiques de l'Etat étaient plus fortes, comme en Suède et en France, la politique nucléaire fut protégée de la plupart des attaques s'y opposant." (p 84).

Le secteur du mouvement social : le soutien ou l'hostilité d'autres groupes peuvent contribuer à l'échec ou à la réussite des mouvements. Wilson (1961) et Lipsky (1968 ; 1970) ont été parmi les premiers à montrer le rôle crucial des alliances nouées entre groupes. Les deux auteurs montrent que l'échec du mouvement des droits civiques dans les dernières années de son activité s'explique d'abord par la défection de ses alliés les mieux placés, du fait d'une extension et d'une dilution des demandes adressées à l'administration. Plus systématiquement encore, dans leur étude des mouvements de travailleurs agricoles dans les années quarante et soixante, Jenkins et Perrow (1977) suggèrent que l'échec de la première période et la réussite de la seconde s'expliquent par le rôle des groupes de soutien (groupes libéraux et syndicats) et une tolérance accrue de l'Etat, bien plus que par des différences d'objectifs ou de tactiques. Enfin, Gamson (1975) confirme cette importance des groupes de soutien dans son étude des organisations contestatrices américaines. Selon lui, 57% des groupes ayant bénéficié de soutiens extérieurs ont atteint leurs objectifs contre seulement 46% des mouvements sans alliés¹. Encore faudrait-il, comme le suggère Tarrow (1989), distinguer dans toute étude du système d'alliances dont bénéficie un groupe entre les alliés ayant une influence *dans* le système (les partis

¹ - Cf aussi Garner et Zald (1985) et Mac Carthy et Zald (1987) pour un autre apport à la connaissance du rôle des alliances.

politiques par exemple) et ceux qui sont *en dehors* du système. Il y a de fortes chances que les effets ne soient pas les mêmes selon les cas.

Mais la carrière des mouvements sociaux ne peut pas être mesurée qu'à travers la seule analyse des groupes de soutien. Il faut encore prendre en compte, dans une perspective stratégique, les interactions avec les autres groupes sociaux et notamment les contre-mouvements. Plusieurs auteurs se sont intéressés à l'apparition de contre-mouvements dans le cours des processus de mobilisation, et à leur effet sur les chances de succès des contestataires. Zald et Useem (1987) ont analysé ces interactions en cherchant à dresser la liste des types de conflits surgissant entre mouvements et contre-mouvements. Dans le même esprit, Mac Adam (1983) a étudié la succession des tactiques mises en oeuvre par les défenseurs et les adversaires du mouvement des droits civiques, à partir d'un dépouillement du New York Times. Il montre comment le niveau d'activité du mouvement augmenta avec l'introduction de nouvelles formes tactiques pour ensuite décliner lorsque les opposants mirent au point une stratégie de réponse adaptée aux nouvelles conditions tactiques. Malgré ses insuffisances¹, cette étude de Mac Adam constitue sans doute un des essais les plus avancés de compréhension de ce qui se joue dans l'échange de coups entre protagonistes dans le temps même de la mobilisation.

Médias et mouvements : outre l'Etat et les autres groupes, il faut prendre en compte les médias et l'opinion

¹ - En travaillant sur des sources journalistiques, Mac Adam ne peut retrouver l'ensemble des modes d'action mis en oeuvre ni assurer l'exhaustivité de la succession chronologique. Il en découle un effet de simplification qui contribue, sans doute malgré lui, à rendre plus "belle" sa démonstration.

publique lorsque l'on étudie l'environnement des mouvements sociaux. Les groupes contestataires, dans la plupart des cas, n'ont pas un accès routinier aux journaux et à la télévision pour des raisons qu'exprime bien Molotch (1979) : "un mouvement social est "anormal" plutôt que normal, épisodique plutôt que continu, extraordinaire plutôt que routinier, illégitime plutôt que légitime et peu puissant plutôt que puissant. C'est la position à partir de laquelle un mouvement social débute généralement sa lutte pour l'accès" (pp 77-78). Or, pour les organisations contestataires, l'utilisation des médias constitue un moyen institutionnel de réaliser des buts non institutionnels en communiquant avec les militants et les adhérents (au niveau interne), en étendant le potentiel de mobilisation par l'information d'une large partie de la population, en neutralisant les opposants potentiels par l'imposition du sens à donner à leur action (communication externe).

Au niveau interne, la communication peut, en dehors des interactions de face à face, reposer sur des moyens d'information et de communication très divers et plus ou moins adaptés aux buts fixés. En effet, la communication interne aux mouvements porte à la fois sur l'organisation tactique et stratégique et sur la manipulation des structures d'interprétation des militants et des adhérents, dans le but de consolider les engagements dans le temps.

Hormis des notations parfois fort riches dans le cadre de monographies de mouvements, peu de travaux ont cherché à explorer systématiquement ce pan du travail de mobilisation. Malgré tout, et pour donner quelques indications de recherches possibles, rappelons certains points. Patrice Mann (1991. a) d'abord, a montré comment le téléphone a pu, pendant les journées d'action du midi viticole, servir de moyen rapide et

économique de mobilisation et d'ajustement tactique dans le cours de l'action (cf aussi Favre & Fillieule (1992) sur les difficultés pouvant en résulter dans le travail de maintien de l'ordre). L'usage du "mailing", dont on trouve une première analyse dans Sabato (1981), permet également de mobiliser les adhérents à peu de frais, en même temps qu'il rend possible l'information des non-adhérents et, par suite, l'accroissement des soutiens (cf aussi Mac Carthy, 1987 et Hadden & Swan, 1981, sur la combinaison du mailing et des réseaux TV pratiquée par les télé-évangélistes). Enfin, dans les années récentes, l'usage du minitel s'est répandu parmi les organisations de mouvement, que l'on songe par exemple à son utilisation lors des événements étudiants de 1986, lors de la grève des finances ou pendant le mouvement lycéen de décembre 1990. L'introduction de cette nouvelle technologie de communication mériterait qu'on s'y intéresse de plus près, notamment du fait de ses possibilités nouvelles de communication interactive.

Mais l'importance des moyens de communication et d'information s'avère encore plus centrale dans les rapports des mouvements avec l'extérieur. C'est que les processus cognitifs à l'oeuvre dans toute entreprise cherchant à provoquer la participation à un mouvement continuent à jouer un rôle central tout au long du travail de mobilisation. Dans le cours de l'action, le mouvement doit, pour survivre, rechercher le soutien de l'Etat et la sympathie du public, donner une image de respectabilité et de légitimité à son action. Assurer toutes ces tâches implique une lutte cognitive avec les opposants pour la définition du sens de l'action. Dans cette lutte, la stigmatisation de l'adversaire joue souvent un rôle crucial. Les défenseurs de l'avortement aux USA, par exemple, cherchent à faire passer leurs adversaires pour de dangereux extrémistes qui mettent des vies en péril

lorsqu'ils s'en prennent aux cliniques pratiquant l'interruption de grossesse. En retour, les anti-abortifs font de leurs ennemis des assassins dénués de tout amour, notamment à travers la production et la diffusion de films comme *The Silent Scream* (Le Cri silencieux) (Mac Carthy, 1987 ; Mac Adam, Mac Carthy et Zald, 1980).

Si l'on tient compte du rôle central de la presse et de la télévision dans l'explication des processus d'engagement et de participation, il apparaît alors nécessaire d'approfondir à la fois les logiques de fonctionnement propres au champ médiatique¹ et les stratégies d'information et de communication utilisées par les mouvements. Selon les écoles de pensée, les média sont longtemps été analysés soit comme un simple moyen de contrôle entièrement soumis au pouvoir, soit comme un "quatrième pouvoir" permettant l'émergence des problèmes politiques par leur inscription sur l'agenda politique. Plutôt que d'aborder le problème de cette manière, certains ont considéré la création de nouvelles comme un processus interactif auquel participent, avec des ressources inégales selon les cas, les médias, les mouvements et les contre-mouvements (l'Etat ou d'autres groupes) (Molotch, 1979 ; Gitlin, 1980).

Selon Harvey Molotch (1979), les nouvelles sont une forme particulière d'information en ce qu'elles informent "sur rien en particulier". Et ce rien "est structuré contextuellement de manière complexe et intéressante. Formellement, les nouvelles rendent compte de tout ; pratiquement, ce n'est pas le cas. Elles sont savamment construites comme une interaction entre deux êtres humains ou plus, et c'est la nature des protagonistes, leur

¹ - Pour une revue des travaux consacrés à la structure du pouvoir dans les entreprises de presse, à la sociologie des journalistes et aux processus routinisés de décision, cf Gans (1979).

pouvoir relatif les uns par rapport aux autres, le moment historique qu'ils partagent et tous les autres détails de leurs situations qui vont déterminer ce qui est ou n'est pas une nouvelle. C'est donc le contexte social tel qu'il est investi par les buts que se fixent les acteurs, plus que le contenu substantiel d'un événement donné, qui constitue pratiquement la source des nouvelles" (p 74). Là encore, l'influence de Goffman est déterminante avec le concept de cadres informationnels (news frames) qui permet de rendre compte des modes de production des nouvelles, dont il serait naïf de croire qu'elles sont l'exact et fidèle reflet de la réalité. Il suffit pour s'en convaincre de rappeler les travaux menés sur les logiques d'inscription des événements sur l'agenda médiatique (Missika & Bregman, 1986) ou, pour les constructivistes, le phénomène des "typifications" par lequel on désigne le mode routinisé de fabrication des nouvelles par les journalistes à partir de cadres prédéterminés¹.

Pourtant, deux précisions s'imposent ici : il ne résulte pas de l'existence de cadres informationnels que la réalité des faits et des situations n'a plus de véritable importance, au profit d'une construction de la réalité par les journalistes. Plus que d'une construction, c'est d'une traduction du réel qu'il s'agit, et toute traduction est, comme nous allons le voir, contrainte dans une certaine mesure par le champ de la réalité sur laquelle elle s'appuie. La seconde précision en découle, à savoir qu'il serait tout aussi erroné de voir dans les relations entre médias et mouvements un jeu qui n'en serait plus un, par la disparition de toute possibilité d'action d'un des partenaires.

L'article de Harvey Molotch cité supra est révélateur à cet égard d'une dérive qui ramène le propos à la dénonciation

série de moyens, les mouvements ont la possibilité de forcer l'accès à l'information et de redéfinir à leur profit leur identité sociale.

Tout d'abord, la logique de production de l'information ne laisse pas une entière liberté aux journalistes, dans la mesure où ils doivent réagir à chaud aux événements, sans avoir souvent le temps d'identifier et d'analyser les circonstances et les effets de ce dont il leur faut rendre compte dans l'urgence (Mann, 1991. b, p 133). Cela donne aux responsables des mouvements la possibilité de quelquefois imposer leur vision des choses en fournissant un cadre déjà construit d'interprétation (par le biais de "dossiers de presse" par exemple). Cela est vrai surtout des situations inédites ou de crise généralisée, pour lesquelles les professionnels de l'information n'ont plus la possibilité d'utiliser des modes de présentation routinisés. On assiste au même phénomène lorsque les événements "s'emballent", ou que surgissent des retournements de situation (la mort d'un manifestant par exemple).

Par ailleurs, l'autonomie d'analyse des journalistes est selon nous puissamment contrainte par certains faits saillants dont l'existence même restreint le champ des interprétations possibles. De ce point de vue, la ressource du nombre est un atout majeur dans les mains des groupes contestataires (De Nardo, 1985). Que l'on songe par exemple aux manifestations pour la défense de l'école privée qui rassemblent plusieurs milliers de personnes en province entre octobre 1993 et juin 1984¹, pour culminer avec la démonstration du 24 juin 1984,

¹ - Cf Berger et Tuchman (1986) ; Tuchman, (1978).

¹ - 150.000 personnes à Nantes le 22 octobre 1983, 70.000 à Bordeaux le 22 janvier 1984, 150.000 à Lyon le 29 janvier, 400.000 à Rennes le 18 février 1984, 300.000 à Lille le 25 février 1984. Ces chiffres sont ceux donnés par les organisateurs.

classique de la toute puissance des médias, sur laquelle on peut émettre des doutes (cf Mann, 1991. b, pp 132-134). Selon Molotch, les médias sont tournés entièrement vers la défense des intérêts de la classe dominante : "les médias sont organisés pour servir leurs besoins (la classe dirigeante). Ce que j'ai appelé ailleurs "les nouvelles routinières" est un système qui sert leurs propres besoins, tout comme leurs country clubs servent à leur détente" (p 78). Dans ces conditions, l'accès des mouvements au champ médiatique et la possibilité d'y imposer le sens qu'ils donnent à leur action demeure extrêmement problématique. La seule possibilité pour les groupes protestataires de réagir à cette situation se ramène d'ailleurs chez Molotch soit à générer la curiosité par des actions spectaculaires lorsque les médias les négligent, soit à tourner en dérision l'image que l'on impose d'eux-mêmes en l'accentuant jusqu'à l'absurde (comme le firent par exemple les hippies).

In fine, cette conclusion contredit le projet initial de considérer la fabrication des nouvelles comme un processus interactif, dans lequel on pouvait s'attendre à voir les deux parties jouer un rôle... Il est vrai que les médias ont leur propre agenda et leurs propres cadres d'interprétation et sont fréquemment hostiles à la présentation des groupes par eux-mêmes, au nom d'une certaine éthique journalistique. Il est vrai aussi que certains mouvements n'ont jamais pu avoir accès à un champ médiatique bien verrouillé (l'un d'entre nous l'a montré pour les mouvements de chômeurs¹).

Pourtant, il se trouve que la logique même de fonctionnement du champ médiatique pose des limites à la puissance de chaque medium en même temps que, par toute une

¹ - Fillieule (1989).

laquelle rassemble près de 800.000 personnes. Dans ce type de situation, nul commentateur ne peut nier la "réussite" de la mobilisation.

Enfin, étant donné que le champ médiatique est traversé par de fortes concurrences, à la fois commerciales et politiques, il est probable, dans un pays démocratique où la diversité des opinions peut s'exprimer, que tel ou tel organe de presse aura "intérêt" à prendre en charge les questions qui servent les causes qu'il défend. Il suffit de penser, pour illustrer ce point, à la dense couverture des événements sociaux hexagonaux par *L'Humanité*, même si se pose également la question de l'audience relative de ce type de presse. Dans le même ordre d'idée, l'existence d'une presse régionale permet souvent à des mouvements limités géographiquement de porter leurs revendications sur la place publique. Montlibert (1989) illustre bien ce point dans son analyse des attitudes du *Républicain Lorrain* dans le conflit de la sidérurgie en 1979, même s'il montre en même temps que cela ne va pas sans une "retraduction" des objectifs et de l'identité du mouvement. Par ailleurs, si l'on admet que le marché de l'information est relativement concurrentiel, on peut penser que lorsqu'un organe de presse se saisit d'un événement, cela contraint dans une certaine mesure les autres médias à en rendre compte également. C'est que, pour une part, le succès d'une entreprise de presse dépend de la crédibilité dont elle bénéficie, notamment en termes de richesse et "d'objectivité" de l'information.

Aux contraintes propres au champ médiatique s'ajoutent les possibilités tactiques dont jouissent, à des degrés divers, les mouvements. Selon les ressources dont ils disposent, les groupes protestataires peuvent d'abord attirer l'attention des médias par des modes d'action non routinisés. Rochon (1988) en

donne un bon exemple dans son analyse du mouvement pour la paix. S'étant vu refuser un débat télévisé sur les questions de défense avec le ministre de la Défense britannique, les militantes d'une organisation pacifiste décident de s'enchaîner autour du périmètre de la base de Greenham Common en septembre 1981, dans le but explicite d'attirer l'attention des médias. Pendant plusieurs mois, le mouvement bénéficiera effectivement de l'attention toute particulière des médias qui trouveront dans cet événement "de la bonne copie", mais seulement à partir du moment où les organisatrices relancent périodiquement leur curiosité par des actions illégales toujours susceptibles de provoquer des heurts avec la police¹ : occupation d'un poste de garde en août 1982, obstruction à la construction d'un égoût en octobre de la même année, "danse sur les silos", le premier janvier 1983 à l'aube et, en décembre 1983, enfoncement des barrières du camp militaire par 50.000 d'entre elles. On voit dans cet exemple comme une organisation peut, par une adaptation tactique, contraindre les médias à rendre compte de ses revendications. S'étant vu refuser l'accès direct à la télévision, ignorées pendant près d'un an pour leur occupation de la base militaire (de septembre 1981 à août 1982), les militantes pour la paix finissent par forcer l'entrée en innovant.

D'ailleurs, de même que circulaient dans les années soixante et soixante-dix des "bréviaires" dispensant aux militants des conseils sur les méthodes d'insurrection armée, sur "l'art" de

¹ - Ce qui n'est pas sans rapport avec le sexe des protestataires, les violences exercées sur des femmes constituant un événement attractif, notamment par les connotations sexuelles variées qu'elles recèlent. De ce point de vue, les manifestantes ont su trouver une parade à la stigmatisation antérieure de leur action au nom d'une image stéréotypée de la femme, peu faite pour l'affrontement, à sa place dans l'espace confiné mais protecteur du foyer.

la manifestation et l'attitude à avoir en cas d'arrestation, les années quatre-vingt on vu se développer toute une littérature militante sur les moyens d'attirer l'attention des médias. Toujours à propos du mouvement pour la paix, Rochon (1988) indique par exemple qu'il existe de nombreux ouvrages militants de ce type, et qu'ils circulent beaucoup¹. Dans le même ordre d'idée, les mouvements vont même quelquefois jusqu'à modifier leur mode d'organisation pour satisfaire aux contraintes imposées par le champ médiatique. Cela est flagrant dans le cas du SNCC (Student Nonviolent Coordinating Committee), principale organisation du nouveau radicalisme noir dans les années soixante. Pendant plus de trois ans, cette organisation fonctionne avec un parti pris de non-leadership, favorisant la prise de décision par consensus. Mais à partir du moment où le SNCC se met à croître et à gagner des soutiens, ce principe d'organisation devient intenable, à la fois pour des raisons d'efficacité internes et parce que le mouvement avait besoin de porte-parole légitimes et "médiatiques" pour faire passer ses idées et ses mots d'ordre. Le retour au leadership traditionnel est consacré en juin 1966 par l'élection de Carmichael à la présidence².

Les mouvements peuvent encore choisir une stratégie de retrait en tentant de se passer des médias par la mise en place de leurs propres réseaux d'information. Ce fut le cas dans les années soixante et soixante-dix aux USA, avec l'intense développement de la presse underground. En effet, le

¹ - Rochon indique aussi qu'il existe en Grande-Bretagne une organisation nommée *Journalistes contre l'extermination nucléaire* qui travaille à promouvoir une bonne couverture médiatique du mouvement pour la paix.

² - On retrouve les mêmes processus de glissement vers le leadership pour des organisations comme le SDS (*Students for a Democratic Society*) et le FSM (*Free Speech Movement*), à la même période.

mouvement contestataire n'ayant jamais répondu à une direction unifiée et se composant d'une multiplicité de groupes autonomes et décentralisés, la presse underground a servi de "diffuseur" de l'idéologie radicale et de pôle unifiant pour toute la communauté révolutionnaire ; par elle passaient toutes les luttes locales ou nationales et s'organisaient les échanges qui faisaient démarrer les campagnes¹. Plus récemment, les sidérurgistes lorrains ont su utiliser une radio libre (*Radio Lorraine Coeur d'Acier*) pour faire entendre leurs revendications, donner la parole aux mineurs et, par là même, peser largement sur la définition du sens de leur action. En l'espèce, cet exemple illustre parfaitement la ressource puissante que constitue ce type de recours puisque les autorités en viennent à suspendre les émissions pour casser la dynamique de la mobilisation (Montlibert, 1984 ; 1989).

L'exemple des émeutes dites du Chaudron qui éclatèrent à Saint-Denis de la Réunion en février-mars 1991 mérite également d'être mentionné. Déclenchée par la saisie des émetteurs de *Télé-Freedom*, une mobilisation de masse se met rapidement en place sous la conduite de Camille Sudre. A travers ses émissions radio (les radio-ripostes, sur *Radio-Freedom*), celui-ci parvient à lier la question de la suppression de sa chaîne de télé à l'ensemble des insatisfactions de la population de l'île vis-à-vis de la métropole, faisant de son combat un combat pour l'identité réunionnaise. Au-delà de cette définition de la situation qu'elles imposent, les radio-ripostes servent encore comme un puissant instrument de mobilisation lors de chaque manifestation, provoquant en partie les violences de février-mars par une

¹ - A partir de mars 1967, le réseau de la presse underground compte même une agence de presse (*l'Underground Press Syndicate*), bientôt épaulée par le lancement de *Liberation News Service* qui dessert plus de 600 journaux en mars 1970.

dramatisation permanente de la lutte et le martèlement d'appels à l'insurrection contre l'autorité préfectorale et les forces de l'ordre.

Au total, les rapports entre médias et mouvements doivent bien s'analyser comme un processus interactif où se joue une lutte pour l'accès à l'information et pour la définition du sens de l'action. Dans ce jeu où interviennent aussi les contre-mouvements et l'Etat, rien n'est joué à l'avance, même si les mouvements sont souvent bien démunis au regard de la puissance d'un champ médiatique constitué. L'étude du succès ou de l'échec des groupes protestataires ne peut en tout cas pas faire l'économie d'une analyse de ces luttes car, comme l'écrit Michael Lipsky (1968) "comme l'arbre qui tombe dans la forêt sans qu'on l'entende, il n'existe pas de contestation tant qu'elle n'est pas perçue et projetée" (p 1151).

CONCLUSION

Au terme de ce parcours des sociologies de la mobilisation, un constat s'impose. D'abord, il se trouve que l'essentiel de ce sous-champ de la sociologie politique s'est constitué et développé Outre-Atlantique, pour des raisons socio-historiques sur lesquelles nous avons insisté. Ensuite, le lecteur attentif aura sans doute perçu, au fil de la lecture, combien certaines des grandes questions posées à la sociologie des mobilisations avaient suscité l'intérêt des chercheurs alors que d'autres, tout aussi centrales, étaient restées dans l'ombre. Nous aimerions revenir sur ces deux points pour relativiser le premier et approfondir le second.

Si les sociologies de la mobilisation sont longtemps restées tributaires des recherches théoriques et empiriques anglo-saxonnes, une évolution se fait jour cependant, avec le développement récent des travaux menés par des chercheurs de l'Europe du Nord-Ouest, en raison notamment de la place qu'y ont pris les mouvements écologistes et pacifistes depuis quinze ans. En France, la situation est plus complexe et malgré la parution récente de plusieurs travaux importants¹, force est de reconnaître que la sociologie des mobilisations ne connaît pas le développement qu'elle mérite, particulièrement en termes de recherches empiriques. Par exemple, le mouvement étudiant de 1986, dont tous s'accordent à souligner l'importance et l'intérêt, n'a pratiquement fait l'objet que de rapports administratifs et d'analyses de type journalistique ou politique², à quelques

¹ - Dobry (1986) ; Favre (1990) ; Mann (1991. b) ; Chazel (1992).

² - Cf par exemple les rapports Aubert (1986 : Assemblée nationale, n°850) et Masson (1987 : Sénat, n°270) pour la production administrative ; Il existe aussi de très nombreux récits des événements par les acteurs : Assouline & Zappi (1987) : *Notre printemps en Hiver, le mouvement étudiant de nov-déc 1986*, La Découverte ; Devaquet (1988) : *L'Amibe et*

notables exceptions près¹. Les travaux à venir auront à combler cette lacune.

Au début de cet ouvrage, nous soulignons qu'une sociologie des mobilisations devait se poser trois grands problèmes correspondant chacun à un stade du processus de mobilisation : celui des conditions d'émergence d'un mouvement, des facteurs permettant de passer de la mobilisation individuelle à la mobilisation collective et des chances de succès ou d'échec d'une action collective dans le cours d'une action. Or, les réponses apportées à ces trois questions n'ont pas suscité le même intérêt, à la fois en termes d'avancées théoriques et de démonstrations empiriques. Aussi voudrions-nous revenir sur ces manques afin d'indiquer des moyens possibles de dépasser l'état actuel des recherches.

Ni les théories du comportement collectif, qui s'en tiennent aux pré-déterminations de l'action, ni l'école de la mobilisation des ressources, trop marquée par la métaphore de la rationalité de l'acteur, n'ont réussi à mener à bien l'étude de l'activisme individuel et de ses évolutions dans le cours de l'action. De ce point de vue, l'acteur protestataire est singulièrement absent. Dans la dernière partie de cet ouvrage, nous avons rendu compte des premiers résultats obtenus dans ce domaine, grâce à la prise en compte des idéologies et des perceptions dans les déterminations individuelles. Par la

l'étudiant, Odile Jacob ; Dray (1987) : *SOS Génération*, Ramsay ; Joffrin (1987) : *Un coup de jeune, portrait d'une génération morale*, Dilex ; Ramé (1988) : "Journal d'un manifestant", *ARSS*, n°73, etc.

¹ - Cf "Mobilisations étudiantes, automne 1986", *Politix*, n°1, hiver 1988 et Dobry. M : "Calcul, concurrence et gestion du sens, quelques réflexions à propos des manifestations de novembre-décembre 1986", in Favre (1990).

place qu'elles donnent au jeu des acteurs et à l'analyse des liens sociaux les unissant les uns aux autres, ces orientations devraient permettre notamment d'enrichir la connaissance des effets individuels (par exemple de conversion, de socialisation, etc.) de la participation à l'action collective.

Enfin, si les conditions d'émergence d'une mobilisation ont fait l'objet de travaux considérables, peu de choses ont été écrites jusqu'à présent sur la dynamique de l'action collective dans le temps. Or, il nous semble que les mobilisations sont d'abord *une forme d'action* et non pas un ensemble de "dispositions à". Pour rendre compte de cette dynamique, il est indispensable de s'interroger sur le poids des contextes sociaux dans lesquels se développe l'action, par l'étude de la structure des opportunités du moment, sachant que le spectre entier des stratégies disponibles dans un environnement politique dynamique dépend à la fois de l'environnement externe et de la structuration interne des groupes. Le premier détermine le potentiel stratégique disponible pour chaque groupe en fonction de variables comme le statut du groupe dans son environnement, le niveau de coercition admissible, les contraintes politiques pesant sur les protestataires comme sur les responsables de l'ordre. L'étude de la structure interne, quant à elle, permettrait d'expliquer pourquoi, dans le champ des possibles stratégiques, tel mouvement choisit tel mode d'action plutôt que tel autre. Il faut alors insister sur les modalités d'organisation des mouvements, sur la nature du leadership, sur la perception de leur environnement par les membres du groupe mobilisé, sur le poids des traditions et de l'expérience antérieure, lesquels déterminent en partie les répertoires d'action utilisables. L'entreprise n'a rien de facile

puisqu'elle oblige à penser les enchaînements causaux, à l'oeuvre dans toute mobilisation, en termes de *processus*, processus par lesquels les actes et les structures de l'action se mettent en place et se modifient au fur et à mesure de l'échange de coups¹. Le développement des travaux dans ces deux directions contribuerait sans doute au renouvellement des approches en évitant la simple accumulation ou juxtaposition des modèles actuels.

¹ - Autre difficulté, ou plutôt contrainte, celle de mettre au point des procédures d'enquête originales étant donné l'impossibilité d'analyser l'activisme individuel et/ou les processus de mobilisation autrement que sur le terrain, dans l'action même.

OUVRAGES ET ARTICLES CITES

Alberoni. F (1968) : *Statu Nascenti*, Bologna, Mulino.

Alberoni. F (1984) : *Movement and Institution*, New York, Columbia University Press (1^o édition italienne en 1977).

Alberoni. F (1992) : *Genesis, mouvements et institutions*, Ramsay (1^o édition italienne en 1989).

Aya. R (1979) : "Theories of Revolution Reconsidered : Contrasting Models of Collective Violence", *Theory and Society*, 8, pp 39-99.

Balme. R (1990) : "L'Action collective rationnelle dans le paradigme d'Olson", *L'Année sociologique*, vol 40, pp 263-285.

Barnes. S, Kaase. M, & alii (1979) : *Political Action : Mass Participation in Five Western Democracies*. Beverley Hills, CA, Sage Publication.

Barrows. S (1990) : *Miroirs déformants, réflexions sur la foule en France à la fin du XIX^e siècle*, Aubier (1^o édition anglaise en 1981, Yale University Press).

Beauchard. J (1985) : *La Puissance des foules*, Paris, PUF.

Bentley. A. F (1949) : *The Process of Government*, Evanston, Ill, Principié Press.

Berger. S (1979) : "Politics and Anti-Politics in Western Europe in the Seventies", *Daedalus*, 108, pp 17-50.

Berger. P & Luchman. Th (1986) : *La Construction sociale de la réalité*, Paris, Méridiens Klincksieck, (1^o édition anglaise en 1966).

Berk. R (1974) : "A Gaming Approach to Crowd Behavior", *American Sociological Review*, 39, pp 355-373.

Berkowitz. L (1962) : *Aggression : A Social Psychological Analysis*, New York, Mac Graw Hill.

Blumer. H (1951) : "Collective Behavior", in Mac Lung Lee, A., *Principles of Sociology*, Barnes et Noble, (1^o édition en 1939), pp 166-222.

Blumer. H (1957) : "Collective Behavior", in Gittler. J. B. (ed), *Review of Sociology. Analysis of a Decade*, John Wiley & Sons ed, pp 127-158.

Brand. K. W (1985) : *Neue Soziale Bewegungen in Westeuropa und den USA*, Francfort et New York, Campus.

Brand. K. W (1990) : "Cyclical Aspects of New Social Movements : Waves of Cultural Criticism and Mobilization Cycles of New Middle-Class Radicalism", in Dalton. R & Kuechler. M : *Challenging the Political Order*, Oxford University Press, Polity Press, pp 23-42.

Brinton. C (1965) : *The Anatomy of Revolution*, New York, Vintage Books, (1^o édition en 1938).

Button. J (1978) : *Black Violence : Political Impact of the 1960' Riots*. Princeton, NJ, Princeton University Press.

Burgess & Park (1921) : *Introduction to the Science of Sociology*, Chicago, Chicago University Press.

Caplan. N, Paige. J. M (1968) : "A Study of Ghetto Rioters", *Scientific American*, août 1968, 219, pp 15-21.

Chazel. F (1992) : "Les Mouvements sociaux", in Boudon. R., *Traité de sociologie*, chapitre 7, Paris, PUF, pp 263-312.

Cohen. J. L (1985) : "Strategy or Identity : New Theoretical Paradigms and Contemporary Social Movements", *Social Research*, 52, n°4, pp 663-716.

Dalton. R. & Kuechler. M (eds) (1990) : *Challenging the Political Order : New Social and Political Movements in Western Democracies*, Oxford University Press, Polity Press.

Davies. J (1962) : "Toward a Theory of Revolution", *American Sociological Review*, n° 27, pp 5-19.

De Nardo. J (1985) : *Power in Numbers*, Princeton, Princeton University Press.

Dobry. M (1980) : "Variation d'emprise sociale et dynamique des représentations : remarques sur une hypothèse de Neil Smelser", in Duprat. G (ed) : *Analyse de l'idéologie*, T 1, Paris, Galilée, pp 197-219.

Dobry. M (1986) : *Sociologie des crises politiques*, Paris, Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques.

Dollard. J & alii (1939) : *Frustration and Aggression*, New Haven, Yale University Press.

Eckstein. H (1965) : "On the Etiology of Internal Wars", *History and Theory*, IV, n°2, pp 133-163.

Edelman. M (1969) : "Escalation and Ritualization of Political Conflict", *American Behavioral Scientist*, 13, septembre-décembre 1969, pp 231-245.

Edelman. M (1971) : *Politics as a Symbolic Action*, New York, Academic Press.

Edelman. M (1977) : *Political Language : Words that Succeed, and Policies that Fail*, New York, Academic Press.

Eisinger. P. K (1973) : "The Conditions of Protest Behavior in American Cities", *American Political Science Review*, 67, pp 11-28.

Favre. P & Fillieule. O (1992) : *Manifestations pacifiques et manifestations violentes dans la France contemporaine (1982-1990)*, rapport à l'IHESI, dactyl.

Favre. P & Fillieule. O (1993) : "Engagement, modes de participation et comportements protestataires. L'exemple des manifestations en France dans les années 80", rapport au colloque *L'Engagement politique, déclin ou mutation ?*, 4-6 mars, CEVIPOF, dactyl.

Favre. P (1983) : "Gabriel Tarde et la mauvaise fortune d'un baptême sociologique de la science politique", *Revue Française de sociologie*, XXIV, pp 3-30.

Favre. P (ed) (1990) : *La Manifestation*, Paris, Presses de la fondation nationale des sciences politiques.

Feirabend, Feierabend & Nesvold (1969) : "Social Change and Political Violence : Cross National Patterns", in Gurr. T (ed) : *Violence in America*, New York, Signet, pp 497-595.

Ferree. M & Miller. F. D (1985) : "Mobilization and Meaning : Toward an Integration of Social Psychological and Resource Perspectives on Social Movements", *Sociological Inquiry*, 55, pp 38-61.

Fillieule. O (1989) : *La Dynamique politique d'une population marginale : les sans emploi*, mémoire pour le DEA d'Etudes Politiques de l'IEP de Paris, sous la direction de P. Favre.

Fillieule. O (1992) : "L'Emergence de la violence dans les manifestations de rue. Eléments pour une analyse étiologique", *Rapport au IV^e Congrès de l'AFSP*, Paris, dactyl. version abrégée sous le même titre dans Braud. Ph (ed) (1993) : "la violence dans les démocraties occidentales", *Cultures et conflits*, n°7-8.

Fireman. B & Gamson. W (1979) : "Utilitarian Logic in the Resource Mobilization Perspective", in Zald. M & Mac Carty. J (eds) : *The Dynamics of Social Movements*, Cambridge Mass, Winthrop.

Flacks. R. W (1967) : "The liberated Generation : An Exploration of the Roots of Student Protest", *Journal of Social Issues*, 23, pp 52-75.

Freeman. J (1975) : *The Politics of Women Liberation*, New York, Longman.

Gamson. W (1975) : *The strategy of social protest*, The Dorsey Press, Homewood.

Gamson. W (1984) : *What's News : A Game Simulation of TV News*, NY, The Free Press, 1984.

Gamson. W (1988) : "Le Legs de Goffman à la sociologie politique", *Politix*, n°3/4, pp 71-80.

Gamson. W, Fireman. B, Rytina. S (1982) : *Encounters with Unjust Authorities*, Homewood, the Dorsey Press.

Gans. H (1979) : *Deciding What's News*, New York, Pantheon.

Garner. R. A, Zald. M (1985) : "The Political Economy of Social Movement Sectors", in Suttles. G et Zald. M. N(eds) : *The Challenge of Social Control*, Norwood, Ablex, pp 119-145. Republié dans Zald. M. N & Mac Carthy. J. D (eds) (1987) : *Social Movement in an Organizational Society*, Transaction Books, pp 293-318.

Gelb. J (1990) : "Feminism and Political Action", in Dalton. M & Kuechler. M (eds) : *Challenging the Political Order*, Polity Press, pp 137-155.

Gerlach. L. P, Hine. V. H (1970) : *Power, People, Change*, Indianapolis, Bobbs-Merill.

Geschwender. J (1968) : "Exploration in the Theory of Social Movements and Revolution", *Social Forces*, 47, pp 127-135.

Gitlin. T (1980) : *The Whole World is Watching : Mass Media in the Making and Unmaking of the New Left*, Berkeley and Los Angeles, University of California Press.

Goffman. E (1973) : *La Mise en scène de la vie quotidienne*. Tome 1 : "La Présentation de soi", Editions de Minuit.

Goffman. E (1991) : *Les Cadres de l'expérience*, Minuit, Paris.

Gorz. A (1980) : *Adieux au prolétariat*, Paris, Galilée.

Gorz. A (1983) : *Les Chemins du paradis*, Paris, Galilée.

Gurney. J. N & Tierney. K. J (1982) : "Relative Deprivation and Social Movements : A Critical Look at Twenty Years of Theory and Research", *The Sociological Quarterly*, 23, pp 33-47.

Gurr. T (1967) : *The Conditions of Civil Violence : First Tests of a Causal Model*, Center of International Studies, Princeton University.

Gurr. T (1969) : "A Comparative Study of Civil Strife", pp 443-491, in Graham. D. H & Gurr. T (eds) : *Violence in America : Historical and Comparative Perspectives*, Washington D. C. , US Government Printing Office.

Gurr. T (1970) : *Why Men Rebel*, Princeton, Princeton University Press.

Gurr. T (1979) : "On Outcomes of Violent Conflict", *Handbook of Political Conflict, Theory and Research*, The Free Press, Collier, MacMillan.

Gusfield. J (1962) : "Mass society and Extremist Politics", *American Sociological Review*, 27, pp 19-30.

Gusfield. J (1966) : "Functional Areas of Social Movement Leadership", *Sociological Quarterly*, 7, pp 137-156.

Habermas. J (1981) : "An Interview with Jürgen Habermas", *Telos*, n°49, pp 5-31.

Hadden. J. K & Swann. Ch. E (1981) : *Prime Time Preachers : The Rising Power of Televangelism*. Reading, MA, Addison-Wesley.

Hermès (1988) : *Masses et Politique*, n°2, éditions du CNRS.

Hobsbawm. E. J (1959) : *Primitive Rebels*, Manchester, England, Manchester University Press.

Hoffer. E (1951) : *The True Believer*, New York, American Library.

Huntington. S (1974) : "Post Industrial Politics : How Benign Will it Be ?" *Comparative Politics*, pp 174-177.

Inglehart. R (1977) : *The Silent Revolution : Changing Values and Political Styles Among Western Publics*, Princeton, NJ, Princeton University Press.

Inglehart. R (1990) : *Cultural Shifts in Advanced Industrial Societies*, Princeton, NJ, Princeton University Press.

Jenkins. J. C (1979) : "What is to Be Done : Movement or Organization ?", revue de *Poor People's Movements* in *Contemporary Sociology*, 8, pp 222-228.

Jenkins. J. C (1983) : "Resource Mobilization Theory and The Study of Social Movements", *Annual Review of Sociology*, 9, pp 527-553.

Jenkins. J. C (1985) : *The Politics of Insurgency : The Farm Worker Movement in the 1960s*, New York, Columbia University Press.

Jenkins. J. C & Perrow. Ch (1977) : "Insurgency of the Powerless : Farm Worker Movement (1946-1972)", *American Sociological Review*, n°42, pp 249-268.

Jennings E.T (1979) : "Urban Riots and Welfare Policy Change", in Ingram. H & Mann. D (eds) : *Why policies Succeed or Fail*, CA : Sage, Beverly Hills.

Jennings. M. K & Van Deth. J (eds) (1990) : *Continuities in Political Action : A Longitudinal Study of Political Orientations in Three Western Democracies*. Berlin, De Gruyter.

Jones & alii (1972) : *Attribution : Percieving the Causes of Behavior*, Morristown, N.J., General Learning Press.

Katzenstein. M & Mueller. C (eds) (1987) : *The Women's Movements of the United States and Western Europe : Consciousness, Political Opportunity, and Public Policy*, Philadelphia, Temple University Press.

Keniston. K (1968) : *Young Radicals*, New York, Harcourt, Brace and World.

Kerbo. H. R (1982) : "Movements of "Crisis", Movements of "Affluence". A Critique of Deprivation and Resource Mobilization Theories", *Journal of Conflict Resolution*, Vol 26, n°4.

Kitschelt. H (1985) : "New Social Movements in Western Germany and the United States", *Political Power and Social Theory*, Vol V, Greenwich, JAI, pp 273-324.

Kitschelt. H (1986) : "Political Opportunity Structures and Political Protest : Anti-Nuclear Movements in Four Democracies", *British Journal of Political Science*, 16, pp 57-85.

Kitschelt. H (1988) : "Organization and Strategy in Belgian and West German Ecology Parties", *Comparative Politics*, 20, pp 127-154.

Klandermans. B (1984) : "Mobilization and Participation : Social Psychological Expansions of Resource Mobilization Theory", *American Sociological Review*, 49, pp 583-600.

Klandermans. B (1986) : "New Social Movements and Resource Mobilization : The European and the American Approach", *Journal of Mass Emergencies and Disaster*, 4, pp 13-27.

Klandermans. B (1988) : "The Formation and Mobilization of Consensus" in Klandermans. B, Kriesi. H, Tarrow. S (eds) : *From Structure to Action : Comparing Social Movement*

Research Across Cultures, Greenwich, Conn, JAI, pp 173-196.

Klandermans. B (1990) : "Linking the "Old" and the "New" : Movement Networks in the Netherlands", in Russel. D & Kuechler. M (eds) : *Challenging the Political Order : New Social and Political Movements in Western Democracies*, Oxford University Press.

Klandermans. B, Kriesi. H, Tarrow. S (eds) (1988) : *From Structure to Action : Comparing Social Movement Research Across Cultures*, Greenwich, Conn, JAI.

Klandermans. B. Oegema. D (1987) : "Political Networks, Innovations and Barriers. Steps Toward Participation into Social Movements, ASR, vol 52, pp 519-531.

Kornhauser. W (1959) : *The Politics of Mass Society*, The Free Press, Glencoe.

Kriesi. H (1988) : "The Interdependance of Structure and Action. Reflections on the State of the Art", in Klandermans. B, Kriesi. H, Tarrow. S : *From Structure to Action : Comparing Social Movement Research across Cultures*, Greenwich, Conn, JAI, pp 349-368.

Kriesi. H (1989) : "New Social Movements and the New Class in the Netherlands", *American Journal of Sociology*, (94), 5.

Lapeyronnie. D (1988) : "Mouvements sociaux et action politique. Existe-t-il une théorie de la mobilisation des ressources?", *Revue Française de Sociologie*, 29, pp 593-619.

Le Bon. G (1894) : *Les Lois psychologiques de l'évolution des peuples*, Paris, Alcan.

Le Bon. G (1988) : *Psychologie des Foules*, Paris, PUF, Quadrige (1^{re} édition en 1895).

Leahy. P, Mazur. A (1978) : "A Comparison of Movements Opposed to Nuclear Power, Fluoridation and Abortion", *Research in Social Movements, Conflict and Change*, 1, pp 143-154.

Lipsky. M (1962) : "Protest as a Political Resource", *American Political Science Review*, 62, pp 1144-1158. Traduit dans Padioleau (1968) : *L'Opinion publique*, Paris, Mouton.

Lipsky. M (1970) : *Protest in City Politics*, Chicago, Rand Mac Nally.

Mac Adam. D (1982) : *Political Process and the Development of Black Insurgency, 1930-1970*, The University of Chicago Press.

Mac Adam. D, Mac Carthy. J. D & Zald. M. N (1980) : "Social Movements", in Smelser. N (ed) : *Handbbook of Sociology*, Sage publications.

Mac Adam. D (1983) : "Tactical Innovation and the Pace of Insurgency", *American Sociological Review*, 48, pp 735-754.

Mac Adam. D (1986) : "Recruitment to High Risk Activism : The Case of Freedom Summer", *American Journal of Sociology*, 92, pp 64-90.

Mac Adam. D (1988) : "Micro-Mobilization Context and Recruitment to Activism", in Klandermans. B, Kriesi. H, Tarrow. S (eds) : *From Structure to Action : Comparing Social Movement Research across Cultures*, Greenwich, Conn, JAI, pp 125-154.

Mac Carthy. J. D et Zald. M. N (1973) : *The Trend of Social Movements in America : Professionalization and Resource Mobilization*, Morristown, N. J. General Learning Corporation.

Mac Carthy. J. D et Zald. M. N (1977) : "Resource Mobilization and Social Movements : A Partial Theory", *American Journal of Sociology*, 82, pp 1212-1239.

Mac Carthy. J. D et Zald. M. N (1979) : *The Dynamics of Social Movements*, Cambridge, Mass, Winthrop.

Mac Carthy. J. D et Zald. M. N (eds) (1987) : *Social Movements in an Organizational Society*, Transaction Books.

Mann. P (1991. a) : *L'Activité tactique des manifestants et des forces mobiles lors des crises viticoles du midi (1950-1990)*, dactyl., Rapport à l'IHESI.

Mann. P (1991. b) : *L'Action collective. Mobilisation et organisation des minorités actives*, Paris, A. Colin.

Mayer. N & Perrineau. P (1992) : *Les Comportements politiques*, Paris, Colin, coll. Cursus.

Melucci. A (1978) : "Sociétés et changement et nouveaux mouvements sociaux", *Sociologie et société*, 10, 2.

Melucci. A (1980) : "The New Social Movements : A Theoretical Approach", *Social Science Information*, 19, pp 199-226.

Melucci. A (1981. a) : "New Movements and the Political Systems ; Reflections on the Italian Case", *Socialist Review*, 56.

Melucci. A (1981. b) : "Ten Hypothesis for the Analysis of New Movements", in Pinto. D (ed) : *Contemporary Italian Sociology, a Reader*, pp 173-194.

Melucci. A (1983) : "Mouvements sociaux, mouvements post-politiques", *Revue internationale d'action communautaire*, 10, pp 11-44.

Melucci. A (1984) : "An End of Social Movements ?", *Social Science Information*, 23, 4/5, pp 819-835.

Melucci. A (1985) : "The Symbolic Challenge of Contemporary Movements", *Social Research*, 52, pp 789-815.

Melucci. A (1988) : "Getting Involved : Identity and Mobilization in Social Movements", in Klandermans. B, Kriesi. H, Tarrow. S (eds) : *From Structure to Action : Comparing Social Movement Research across Cultures*, Greenwich, Conn, JAI, pp 329-348.

Mills. Ch. W (1956) : *Power Elite*, Oxford University Press.

Missika. J. L & Bregman. D (1986) : "La Sélection des controverses politiques" in Dupoirier. E & Grunberg. G (eds) : *La Drôle de défaite de la gauche*, Paris, PUF, pp 97-116.

Molotch. H (1979) : "Media and Movements", pp 71-93 in Mac Carthy. J & Zald. M. N (eds) : *The Dynamics of Social Movements*, Cambridge, Winthrop.

Montlibert. Ch de (1984) : "Manifestations et violences à Longwy - 1979", *Revue des sciences sociales de la France de l'Est*, 13, pp 73-96.

Montlibert. Ch de (1989) : *Crise économique et conflits sociaux*, Logiques sociales, l'Harmattan.

Müller-Rommel. F (1985) : "The Greens in Europe", *International Political Science Review*, 6 (4), pp 483-499.

Müller-Rommel. F (1990) : "New Political Movements and "New Politics" Parties in Western Europe, In Dalton. R & Kuechler. M (eds) : *Challenging the Political Order*, Oxford University Press, Polity Press, pp 209-231.

Muller. E & Opp. K. D (1986) : "Rational Choice and Rebellious Collective Action", *American Political Science Review*, 80, pp 471-488.

Mushaben. J (1989) : "The Struggle Within", in Klandermans. B (ed) : *Organizing for Change*, Greenwich, CT, JAI Press.

Namenwirth. Z. J & Weber. R. P (1987) : *Dynamics of Culture*, Boston, MA, Allen and Unwin.

Nelkin. D et Pollack. M (1981) : *The Atom Besieged : Extraparliamentary Dissent in France and Germany*, Cambridge, MA, MIT Press.

Nye. R. A (1975) : *The Origins of Crowd Psychology : Gustave Le Bon and the Crisis of Mass Democracy in the Third Republic*, London, Beverley Hills, Sage Publications.

Obershall. A (1973) : *Social conflicts and social movements*, Prentice Hall, Englewood Cliffs, New Jersey.

Obershall. A (1980) : "Loosely Coupled Collective Conflict : A Theory and an Application", in Kriesberg. L (ed) : *Research in Social Movements, Conflicts and Change*, Vol III, pp 45-68.

Offe. C (1985) : "New Social Movements : Challenging the Boundaries of Institutional Politics", *Social Research*, 52, pp 817-868.

Offe. C (1987) : "Challenging the Boundaries of Institutionnal Politics : Social Movements since the Sixties", in Maier. Ch (ed) : *Changing Boundaries of the Political*, Cambridge, Cambridge University Press.

Offe. C (1990) : "Reflections on the Institutionnal Self-Transformation of Movements Politics : A Tentative Stage Model", in Dalton. R & Kuechler. M (eds) : *Challenging the Political Order*, Polity Press.

Oliver. P (1984) : "If You don't Do it, Nobody Else Will !, Active and Token Contributors to Local Collective Action", *American Sociological Review*, 49, pp 601-610.

Oloffson. G (1988) : "After the Working-Class Movement ? An Essay on What's "New" and What's "Social" in the New Social Movements", *Acta Sociologica*, 31, pp 15-34.

Olson. M (1987) : *Logique de l'action collective*, Paris, PUF (édition originale en 1965, Cambridge Mass, Harvard University Press).

Orum. A (1974) : "On Participation in Political Protest Movements", *Journal of Applied Behavioral Science*, 10, pp 181-207.

Perrow. Ch (1979) : "The Sixties Observed", in Zald. M & Mac Carty. J (eds) : *The Dynamics of Social Movements*, Cambridge. Mass, Winthrop.

Piven. F. F & Cloward. R. A (1971) : *Regulating the Poor. The Functions of Public Welfare*, New York, Pantheon Books.

Piven. F. F & Cloward. R. A (1977) : *Poor People's Movement : Why They Succeed, How They Fail*, New York, Vintage.

Pizzorno. A (1978) : "Political Exchange and Collective Identity in Industrial Conflict", in Crouch. C & Pizzorno. A (eds) : *The Resurgence of Class Conflict in Western Europe Since 1968*, Vol II, London, MacMillan, pp 277-298.

Pizzorno. A (1986. a) : "Some other Kinds of Otherness : A Critic of "Rational Choice" theories", in Foxley. A, McPherson. M & O'Donnell. G (eds) : *Development, Democracy and the Art of Trespassing. Essays in Honor of A. Hirshmann*, Notre-Dame, Indiana, University of Notre-Dame Press.

Pizzorno. A (1986. b) : "Sur la rationalité du choix démocratique", in Birnbaum. P & Leca. J (eds) : *Sur*

L'individualisme, Paris, Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques.

Pizzorno. A (1990) : "Considération sur la théorie des mouvements sociaux", *Politix*, n°9, pp 74-80.

Popkin. S (1979) : *The Rational Peasant : The Political Economy of Rural Society in Vietnam*, Berkeley and Los Angeles, University of California Press.

Rapoport. A (1976) : *Combats, débats et jeux*, Paris, Dunod (1^{re} édition en 1960).

Rochon. Th. R (1988) : *Mobilizing for Peace, the Antinuclear Movements in Western Europe*, Princeton University Press, Princeton, New Jersey.

Rochon. Th. R (1990) : "The West European Peace Movement and the Theory of New Social Movements", in Dalton. R & Kuechler. M (eds) : *Challenging the Political Order*, Oxford University Press, Polity Press, pp 105-121.

Rouvier. C (1986) : *Les Idées politiques de Gustave Le Bon*, Paris, PUF.

Rucht. D (1987) : "Von der Ökologiebewegung zur Institution?", in Roth. R & Rucht. D (eds) : *Neue soziale Bewegungen in der Bundesrepublik Deutschland*, Francfort et New York, Campus.

Rucht. D (1988) : "Themes, Logics and Arenas of Social Movements : A Structural Approach", in Klandermans. B, Kriesi. H, Tarrow. S (eds) : *From Structure to Action : Comparing Social Movement Research across Cultures*, Greenwich, Conn, JAI, pp 305-328.

Rucht. D (1990) : "The Strategies and Action Repertoires of New Movements", in Dalton. R & Kuechler. M (eds) : *Challenging the Political Order*, Oxford University Press, pp 156-178.

Sabato. L. J (1981) : *The Rise of Political Consultants*, New York, Basic Books.

Salert. B (1976) : *Revolution and Revolutionnaires*, Amsterdam, Elsevier.

Sassoon. J (1984) : "Ideology, Symbolic Action and Ritual in Social Movements : The Effects on Organizational Forms", *Social Science Information*, 23, 4/5, pp 861-873.

Schelling. Th. C (1986) : *Stratégie du conflit*, Paris, PUF, (1^{re} édition en 1960).

Smelser. N (1962) : *Theory of Collective Behavior*, Londres, Routledge.

Snow. D & Benford. R (1988) : "Ideology, Frame Resonance, and Participant Mobilization", in Klandermans. B, Kriesi. H, Tarrow. S (eds) : *From Structure to Action : Comparing Social Movement Research across Cultures*, Greenwich, Conn, JAI, pp 197-218.

Snow. D, Rochford Jr. B, Worden. S. K, Benford. D (1986) : "Frame Alignment Processes, Micromobilization, and Movement Participation", *American Sociological Review*, 51, pp 464-481.

Snow. D. A, Zurcher. L. A, Ekland-Olson. S (1980) : "Social Networks and Social Movements : A Microstructural Approach to Different Recruitment", *American Sociological Review*, 45 (5), pp 787-801.

Taine. H (1990) : *Les Origines de la France contemporaine*, Paris, R. Laffont, coll. Bouquins (Edition originale en 1887-1888, Vol 1 : *L'Ancien Régime*, Paris, Hachette, 1887 ; Vol 2 : *La Révolution*, Paris Hachette, 1888).

Tarde. G (1890. a) : *La Philosophie pénale*, Masson.

Tarde. G (1890. b) : *Les Lois de l'imitation*, , Félix Alcan.

Tarde. G (1892) : *Etudes pénales et sociales*, Masson.

Tarde. G (1893) : "Foules et sectes du point de vue criminel", *Revue des deux mondes*.

Tarde. G (1895. a) : *La Philosophie pénale*, Masson.

Tarde. G (1895. b) : "Le Crime des foules", communication au congrès d'anthropologie criminelle de Bruxelles, reprise dans *Essais et mélanges sociologiques*, Masson.

Tarde. G (1898) : "Le public et la foule", *Revue de Paris*.

Tarde. G (1989) : *L'Opinion et la foule*, PUF, (1^o édition en 1903).

Tarrow. S (1989) : *Democracy and Disorder. Protest and Politics in Italy, 1965-1975*, Oxford and New York, Oxford University Press.

Tarrow. S (1990) : "The Phantom at the Opera : Political Parties and Social Movements of the 1960' and 1970' in Italy, in Dalton. R & Kuechler. M (eds) : *Challenging the Political Order*, Oxford University Press, Polity Press, pp 251-276.

Tarrow. S (1991) : "Understanding Political Change in Eastern Europe. Aiming at a Moving Target : Social Science and the Rebellious in Eastern Europe", *Political Science and Politics*, Vol XXIV, n°1, mars.

Thiec. Y. J (1981) : "Gustave Le Bon, prophète de l'irrationalisme de masse", *Revue Française de sociologie* XXII, pp 409-428.

Thompson. E. P (1971) : "The Moral Economy of the English Crowd in the Eighteen Century", *Past and Present* 50, pp 76-136.

Tilly. Ch (1969) : "Collective Violence in European Perspective", in Graham. H. D & Gurr. T (eds) : *Violence in*

America : Historical and Comparative Perspectives, Washington DC : US Government Printing Office, pp 5-45.

Tilly. Ch (1978) : *From mobilization to revolution*, Addison-Wesley.

Tilly. Ch (1986. a) : *La Vendée*, Fayard (1^o édition américaine en 1964).

Tilly. Ch (1986. b), *La France conteste de 1600 à nos jours*, Fayard, Paris.

Tilly. Ch, Tilly. L, Tilly. R (1975) : *The rebellious century. 1830-1930*, Cambridge, Harvard University Press.

Touraine. A (1973) : *Production de la société*, le Seuil, Paris.

Touraine. A (1978. a) : *La Voix et le regard*, Le Seuil, Paris.

Touraine. A (1978. b) : "Théorie et pratique d'une sociologie de l'action", *Sociologie et société*, 10, 2, octobre.

Touraine. A (1984) : *Le Retour de l'acteur*, Fayard, Paris.

Tuchman. G (1978) : *Making News : A Study in the Construction of Reality*, NY, The Free Press.

Turner. R. T (1969) : "The Public Perception of Protest", *American Sociological Review*, 34, pp 815-831.

Turner. R. T (1981) : "Collective Behavior and Resource Mobilization as Approaches to Social Movements : Issues and Continuities", in *Research in social movements, conflict and change*, vol.4, Jai Press Inc., pp 1-24.

Turner. R. T & Killian. L. M (1972) : *Collective Behavior*, Prentice Hall, Englewood Cliffs, (1^o édition en 1957).

Useem. B (1980) : "Solidarity Models, Breakdown Model and the Boston Anti-Busing Mouvement", *American Sociological Review*, 45 (3), pp 357-369.

Verba. S & Nye. N. H (1972) : *Participation in America : Political Democracy and Social Equality*, New York, Harper and Row.

Walsh. E. J (1989) : *Democracy in the Shadows : Citizen Mobilization in the Wake of the Accident at Three Mile Island*, New York, Greenwood.

Wilson. J. Q (1961) : "The Strategy of Protest : Problems of Negro Civil Action", *Journal of Conflict Resolution*, vol. 5, n°3, pp 291-303.

Wilson. J. Q (1973) : *Political Organizations*, New York, Basic Books.

Wilson. J. Q, Orum. A. M (1976) : "Mobilizing People for Collective Political Action", *Journal of Political and Military Sociology*, (4), pp 187-202.

Zald. M & Denton. P (1987) : "From Evangelism to General Services : The Transformation of YMCA", pp 143-160, in Mac Carthy. J & Zald. M. N (eds) : *Social Movements in an Organizational Society*, New Brunswick, Transaction Books.

Zald. M. N & Ash. R (1966) : "Social Movement Organizations", *Social Forces*, 44, pp 327-341.

Zald. M. N & Mac Carthy. J. D (1980) : "Social Movement Industries", *Research in Social Movements, Conflict and Change*, 3, pp 1-20.

Zald. M. N et Usem. B (1987) : "Movement and Counter Movement Interaction : Mobilization, Tactics, and State Involvement", pp 247-272, in Mac Carthy. J & Zald. M. N. (eds) : *Social Movements in an Organizational Society*, New Brunswick, Transaction Books.

Zurcher. L. A & Snow. D (1981) : "Collective Behavior : Social Movements", in Rosenberg. M et Turner. R (eds) :

Social Psychology : Sociological Perspectives, New York, Basic Books.

Zylberberg (ed) (1987) : *Masses et post modernité*, Paris, Méridien Klincksieck.

TABLE DES MATIERES

INTRODUCTION	9-21
I°PARTIE : LES THEORIES DU COMPORTEMENT COLLECTIF.	23-72
<u>Introduction.</u>	25-26
<u>Chapitre I. Aux origines : les théories de la contagion.</u>	27-45
- Le précurseur : H. Taine.	
- les lois de l'imitation tardienne.	
- La vulgarisation : G. Le Bon.	
- E. Blumer et la réaction circulaire	
<u>Chapitre II. Le développement des travaux sur le comportement collectif aux USA</u>	47-69
- W. Kornhauser et la société de masse.	
- l'analyse systémique de N. Smelser.	
- les théories de la "privation relative".	
- Turner et Killian et la théorie de la norme émergente.	
<u>Conclusion</u>	70-72

II°PARTIE : LE PARADIGME DE LA MOBILISATION DES RESSOURCES. 73-116

<u>Introduction.</u>	75-80
<u>Chapitre I. Le courant des "économistes".</u>	81-89
- le paradoxe de M. Olson.	
- l'approche entrepreneuriale.	
<u>Chapitre II. Le modèle politique.</u>	91-114
- liens horizontaux et verticaux chez A. Obershall.	
- la "politie" de Ch. Tilly.	
- Piven et Cloward et la provocation de masse.	
<u>Conclusion</u>	114-116

III° PARTIE : LE PARADIGME IDENTITAIRE 117-156

<u>Introduction.</u>	119-122
<u>Chapitre I. Qu'est-ce qu'un nouveau mouvement social ?</u>	123-135
- changements structurels et valeurs post-matérialistes	
- unité des nouveaux mouvements sociaux.	
<u>Chapitre II. Melucci : conflits et mouvements post-politiques</u>	137-143

<u>Chapitre III, Alain Touraine :</u> <u>mouvements sociaux et historicité</u>	145-150
<u>Chapitre IV, L'institutionnalisation</u> <u>des nouveaux mouvements sociaux</u>	151-156
IV° PARTIE : REFORMULATIONS RECENTES ET PERSPECTIVES DE LA RECHERCHE.	157-192
<u>Chapitre I, Analyser les facteurs de la participation</u>	159-170
- idéologie et résonance cognitive - de la mobilisation à la participation	
<u>Chapitre II, Les conditions politiques de</u> <u>l'action collective : la prise en compte</u> <u>de la structure des opportunités</u>	171-190
- modifications macro-structurelles et état du système politique - le secteur du mouvement social - médias et mouvements	
CONCLUSION	191-196
BIBLIOGRAPHIE	197-218
TABLE DES MATIERES	219-221